



Université de Strasbourg

UFR des langues

Département d'études ibériques et latino-américaines

**Lecture critique du mythe révolutionnaire cubain :
entre occultation de l'influence anarchiste et sacralisation de José Martí**

Mémoire de Master

Elisa LAPIERRE

Sous la direction de Jean-Noël Sánchez

2018/2019

Université de Strasbourg

UFR des langues

Département d'études ibériques et latino-américaines

**Lecture critique du mythe révolutionnaire cubain :
entre occultation de l'influence anarchiste et sacralisation de José Martí**

Mémoire de Master

Elisa LAPIERRE

Sous la direction de Jean-Noël Sánchez

2018/2019

RÉSUMÉ

Le gouvernement castriste hérité de la révolution de 1959 s'appuie sur un récit nationaliste de la guerre d'Indépendance de 1898 pour asseoir sa légitimité. Or, seule la figure de José Martí est invoquée, occultant tous les autres acteurs de cette guerre. Cette omission permet à un gouvernement totalitaire de faire table rase des alternatives politiques et sociétales telles que l'anarchisme. En se basant sur des documents historiques et sur des travaux universitaires récents l'enjeu est ici de mettre en lumière le rôle des libertaires dans le conflit et de comprendre l'instrumentalisation de l'héritage martinien par Fidel Castro au siècle suivant. Le mouvement anarchiste a eu un impact majeur à Cuba, tant politiquement que socialement, mais la réutilisation opportuniste du patriotisme martinien (aux antipodes de l'anarchisme) et l'oppression systématique de l'opposition ont empêché tout accès intelligible et objectif à cette histoire.

Mots clefs : **Cuba, Espagne, États-Unis, guerre d'Indépendance cubaine, José Martí, anarchisme, régime castriste, patriotisme.**

ABSTRACT

The Fidel Castro government, inherited from the revolution of 1959, establishes its legitimacy by making use of a nationalist narrative of the Cuban war of independence (1895-1898), in which only the figure of José Martí is put forward, thus overshadowing all other protagonists of the war. This concealment allows the totalitarian government to wipe out all other political and societal alternatives, such as anarchism. Working from historical documents and recent academic papers, this dissertation aims to shed light on the role of libertarian actors in the conflict, and to understand how Fidel Castro used the martinian legacy as a political instrument in the next century. The anarchist movement has had a significant influence in Cuba, just as much politically as socially, but the opportunistic use of martinian patriotism (at the very opposite of anarchism) and the systematic oppression of the opposition have prevented any intelligible and objective access to this history.

Key words: **Cuba, Spain, United States, Cuban War of Independence, José Martí, anarchism, castrist government, patriotism.**

Remerciements

Je souhaite avant tout remercier mon directeur de mémoire Jean-Noël Sánchez qui s'est toujours montré disponible pour répondre à mes interrogations et me guider dans mon travail. Je lui suis aussi reconnaissante de m'avoir encouragée à être audacieuse dans mes recherches.

Ma gratitude va en particulier à ma mère, Brigitte Funder, sans qui le mémoire n'aurait pas abouti à un tel résultat. Son soutien continu et ses révisions pertinentes m'ont été d'une aide précieuse.

Je tiens aussi à remercier Adrien Lapierre, Camille Simiand et Werner Funder pour leurs corrections et leur curiosité si encourageante. Merci à Ross Heselton* pour s'être proposé de rectifier mon texte et pour sa musique qui a accompagné la rédaction de ce travail.

Je dois à Emilien Sallustio de nombreux échanges et des relectures critiques qui se sont avérés nécessaires pour approfondir ma recherche. Les cartes auxquelles le lecteur pourra se référer sont aussi le fruit de son travail. Enfin, qu'il soit ici remercié pour sa patience et sa compréhension durant l'écriture du mémoire.

* <https://cargocollective.com/rossheselton>

Table des matières

Glossaire et sigles employés.....	5
Introduction.....	6
Première partie – Cuba au XIX ^{ème} siècle : pensée martinienne et pratiques anarchistes...8	
I – Cuba dans la seconde moitié du XIX ^{ème} siècle.....	9
II – La pensée martinienne.....	17
III – Les principes anarchistes.....	24
Deuxième partie – S’engager.....	32
I – Les insurgés : qui sont-ils ?.....	33
II – Les opinions libertaires sur la guerre.....	41
III – Comment rallier le peuple à la cause indépendantiste ?.....	46
Troisième partie – Mémoire et récupération historique.....	55
I – De l’indépendance à la révolution castriste.....	56
II – Analyse du processus d’iconisation mémorielle de José Martí.....	64
III – José Martí comme héros national : quels enjeux ?.....	69
Conclusion.....	74
Chronologie.....	76
Cartographie.....	77
Bibliographie.....	78
Table des annexes.....	84

Glossaire et sigles employés

Organisations politiques

AIT (aussi I^{ère} Internationale) – Association Internationale des Travailleurs, fondée à Londres en 1864.

CNOC – Confédération Nationale des Ouvriers Cubains.

FEU – Fédération des Étudiants de l'Université de La Havane.

FTRE – Fédération des Travailleurs de la Région Espagnole, organisation anarchiste et syndicaliste fondée en 1881 à Barcelone.

M-26 (aussi M-26-7) – Mouvement du 26 juillet, groupe révolutionnaire dirigé par Fidel Castro.

PCC – Parti Communiste Cubain.

PRC – Parti Révolutionnaire Cubain, fondé par José Martí.

Mots techniques

Latifundiaire – Se réfère aux grands domaines agricoles employant des travailleurs dans des conditions précaires.

Mambises – Combattants indépendantistes du XIX^{ème} siècle.

Oriente – Terme espagnol désignant l'Orient, la partie est de Cuba.

Zafra – Récolte de la canne à sucre.

Œuvres de José Martí

OC/EN – *Obras Completas*, La Havane, Editorial Nacional de Cuba, 1963-1973, 28 vols.

OC/EC – *Obras Completas, Edición Crítica*, La Havane, Centro de Estudios Martianos, 1983-2017, 27 vols.

Introduction

« Une patrie ne peut pas être libre tant que ses enfants sont esclaves », écrivait le journaliste et libertaire cubain Enrique Roig San Martín en 1889. En répondant à un journal pro-indépendantiste de l'époque, l'anarchiste mettait en exergue trois notions fondatrices de la République cubaine : la patrie, la liberté et le peuple. Alors qu'Enrique Roig San Martín pensait que la patrie cubaine ne serait jamais libre, puisqu'elle assujettissait systématiquement le peuple, nombre de ses contemporains proclamaient le contraire.

À la fin du XIX^{ème} siècle, Cuba connut de nombreuses mutations. Bénéficiant des avancées de la révolution industrielle et encouragée par un voisin nord-américain puissant, l'île adopta peu à peu le libéralisme économique. Pour autant, son maintien dans l'empire espagnol freinait un développement économique prometteur et attisa le désir indépendantiste chez certains Créoles. La lutte pour la patrie cubaine devint alors un sujet controversé dans une société stratifiée en classes sociales aux intérêts divergents. Alors que le monde prolétaire se battait pour des avancées sociales, la petite bourgeoisie cherchait à créer une République libérale indépendante. En 1895 éclata alors une guerre opposant l'Espagne aux insurgés cubains avec, en tête de proue, le poète et journaliste José Martí. L'amour de la nation servait de point de ralliement aux indépendantistes, même si certains d'entre eux ne partageaient guère ce patriotisme. Nombre d'anarchistes voyaient en effet dans la lutte indépendantiste une opportunité pour réaliser une révolution sociale, indispensable pour une égalité universelle pérenne. Cependant, les projets post-indépendantistes furent mis à mal lorsque les États-Unis entrèrent dans le conflit qui déboucha sur la guerre hispano-américaine de 1898. À l'issue de quelques mois d'affrontements, l'Espagne capitula devant les Nord-Américains et leur concéda la colonie. Les Cubains furent écartés de toute possibilité de négociation et un protectorat états-unien régira le pays durant trente-trois ans. Gouvernée par des présidents fantoches et soumise à des répressions violentes, l'île connut l'inégalité, la misère et la corruption. Suite à la révolution de 1959, la prise de pouvoir par Fidel Castro marqua une rupture avec les cinquante années passées de « pseudo-république », selon l'expression utilisée couramment à Cuba. Se réclamant de la figure du héros national José Martí, Fidel Castro instaura un gouvernement patriotique et

totalitaire. Une fois encore, une répression politique frappait le pays, annihilant les foyers contestataires dans leur quasi-totalité.

Les récents événements (la mort de Fidel Castro, le dégel américain amorcé par Barack Obama puis la rupture de Donald Trump avec cette politique) ont replacé Cuba au centre des regards, donnant une image atypique de ce pays en pleine métamorphose. Encore régis par des principes datant de la guerre froide, les Cubains semblent vivre dans une dualité constante, partagés entre un discours « fidéliste » et le désir de s'ouvrir au « progrès » libéral. Ils sont ainsi ballottés entre le poids d'un passé bien défini et l'incertitude quant à leur intégration au monde extérieur. Cependant, ils se trouvent dépourvus de passé référentiel objectif en raison du remaniement constant de leur histoire. Le gouvernement cubain a construit la vie nationale autour de quelques figures patriotiques – souvent libérales –, en s'accommodant des éventuelles contradictions et en rejetant toutes alternatives politiques. Afin de se repérer dans ce contexte, il convient d'étudier l'histoire pour en tirer des leçons et s'en inspirer permet de créer une société novatrice.

L'opposition à Cuba reste étouffée, par condamnation étatique ou auto-censure. L'anarchisme, de cette manière, semble être une notion inconnue, jamais évoquée. Cependant, dans un pays latino-américain si riche politiquement, ce phénomène déconcerte. Le présent mémoire part de ce constat pour tenter d'éclairer le passé récent de Cuba. Il s'agit ici d'apprécier le rôle des libertaires dans la guerre d'Indépendance et de comprendre le culte voué à José Martí dans une société marxiste-léniniste. Ces axes d'étude permettront de mener à bien une analyse historique et critique. Celle d'un pays dans lequel un seul récit patriotique est toléré mais dont l'expérience anarchiste fut néanmoins un constituant de la diversité politique.

En s'appuyant sur des textes d'époque ainsi que sur des écrits universitaires plus récents, une analyse socio-économique de l'île au XIX^{ème} siècle sera effectuée afin de comprendre l'idéologie de José Martí et des libertaires. Une étude de l'engagement dans la lutte indépendantiste permettra ensuite de comprendre pourquoi et comment les Créoles en vinrent à s'insurger contre la couronne espagnole. Enfin, le travail se conclura sur une étude de la récupération historique de la guerre d'Indépendance par Fidel Castro, soulignant ainsi l'utilisation politique du patriotisme martinien.

Première partie

Cuba au XIX^{ème} siècle :

pensée martinienne et pratiques anarchistes

I – Cuba dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle

Depuis sa découverte en 1492, Cuba a été convoitée pour sa situation géographique. Plus grande île des Caraïbes, elle se trouve à la frontière entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine. La trajectoire du Gulf Stream facilite également le lien maritime entre l'Europe et l'île dont les terres jouissent de nombreuses ressources naturelles. Exploitée à des fins économiques et militaires depuis le XVI^{ème} siècle, Cuba bénéficia rapidement des avancées techniques du XIX^{ème} siècle. L'industrialisation ainsi que le capitalisme naissant transformèrent sa société et donnèrent naissance à de nouvelles classes sociales. Dans ce contexte émergèrent de nouvelles revendications entraînant des luttes de pouvoir.

La révolution industrielle initiée à la fin du XVIII^{ème} siècle marqua le siècle suivant par ses innovations technologiques. Une des ses inventions majeures fut l'utilisation de la machine à vapeur dans les échanges maritimes de haute mer. À l'instar des chemins de fer, la vapeur sur mer entraîna un flux de personnes, de capitaux et d'informations jamais atteint auparavant. Au même moment, l'avènement de la télégraphie et des câbles transocéaniques renforça cet échange mondial. Grâce à ce nouveau réseau, les nouvelles, tant économiques que politiques, parcouraient de vastes étendues en un temps record. Des opinions purent alors se former de manière rapide et transfrontalière tandis que le commerce mondial se renforçait.

Le libéralisme économique adopté par les États industrialisés européens, suivis de près par les autres puissances émergentes, permit une envolée du commerce intercontinental. Cette croissance avait pour caractéristiques une diversification des produits échangés ainsi qu'une augmentation des partenaires commerciaux. Ainsi, Bruno Marnot dans *La mondialisation au XIX^e siècle (1850-1914)* notait : « la croissance du commerce mondial au cours du XIX^e siècle connut un rythme beaucoup plus soutenu qu'auparavant : son volume s'est accru de 10 % depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'en 1820-1830, mais de 46 % de 1820-1830 à 1911-1913 »¹. Si les pays de l'hémisphère nord se tournaient vers la transformation des biens reçus de l'extérieur, les pays du Sud, eux, avaient plutôt tendance à se spécialiser dans leur production. De cette

1 Bruno Marnot, *La mondialisation au XIX^e siècle (1850-1914)*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 101.

manière, nombre de ces derniers se consacrèrent à une production unique, sans diversifier leur industrie. La conséquence de ce procédé fut, contrairement à ce qu'avancait Montesquieu dans *De l'esprit des lois*², une dépendance forte des pays à production monospécifique envers les pays acheteurs.

Ces changements majeurs affectèrent aussi les catégories socio-économiques. Avec le développement du capitalisme et l'élan libéral, la bourgeoisie put étendre son influence. Cuba en fut un exemple type : l'oligarchie terrienne propre au colonialisme était peu à peu détrônée par la bourgeoisie industrielle. De plus, la vieille saccharocratie cubaine, énorme demandeuse d'esclaves, pâtit de la guerre contre l'esclavage menée par l'Empire britannique. En 1886, Cuba abolit officiellement l'esclavage et le système du *coolie trade* (embauche de travailleurs sous contrats précaires, essentiellement issus d'Asie) permit une transition moins brutale pour les grands propriétaires terriens. Toutefois, dans un contexte de capitalisme émergent, le système socio-économique des plantations s'avéra de plus en plus difficile à maintenir.

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, une nouvelle population vint remplacer les esclaves et les coolies : les migrants européens. Une vague de migration sans précédent – qui atteint annuellement le demi-million de départs du vieux continent autour de 1850³ – contribua à l'essor de la classe ouvrière sur tout le continent américain. Ces travailleurs libres et bon marché furent bien accueillis par les Blancs de Cuba. En effet, par peur d'une révolution d'esclaves, comme cela s'était produit à Haïti⁴, l'oligarchie cubaine essayait de maintenir un équilibre entre populations noire et blanche pour ne pas que l'île « s'africanise ». De son côté, la métropole espagnole tendait à préférer une légère majorité de la population noire pour maintenir cette crainte de l'oligarchie cubaine et ne pas susciter chez elle des désirs d'indépendance⁵. La migration européenne, pour la majorité issue des Canaries, grossit alors les rangs de la

2 « Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes : si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre ; et toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels. » Charles de Secondat Montesquieu, *L'Esprit des lois*, vol. 1, Paris, Classiques Garnier, 2011, p. 3.

3 Bruno Marnot, *op. cit.*, p. 165.

4 En 1791 éclata une révolte d'esclaves dans la colonie de Saint-Domingue. À l'issue d'une guerre de treize ans, les insurgés obtinrent gain de cause et l'indépendance d'Haïti fut déclarée.

5 Sylvie Bouffartigue, *Le roman des Guerres de l'indépendance de Cuba : 1898-1951*, Thèse de doctorat en études hispaniques et latino-américaines, sous la direction de Paul Estrade, Paris, Université Paris 8, 2000, p. 28.

classe prolétaire. Les esclaves affranchis, quant à eux, quittèrent les zones rurales où ils étaient assignés pour rejoindre les travailleurs urbains⁶.

Grâce à la mécanisation des trapiches (moulins traditionnels utilisés dans l'industrie sucrière) et à l'essor des voies ferroviaires et des lignes télégraphiques, la production sucrière de l'île explosa au XIX^{ème} siècle. Cuba se retrouva alors face à l'incapacité d'écouler la totalité de sa récolte, auparavant intégralement envoyée vers la métropole. C'est en comprenant qu'une ouverture économique était nécessaire que les planteurs se tournèrent vers les États-Unis. Idéalement situé non loin des côtes cubaines, ce pays n'était pas seulement un bon client, il était également un investisseur important. En dotant Cuba de chemins de fer, d'éclairage au gaz, etc., les États-Unis lui firent bénéficier un développement technique et financier. À moindre échelle, certains entrepreneurs cubains fondaient des fabriques de cigares en Floride, dans les villes de Tampa et Key West notamment⁷. La dépendance vis-à-vis du voisin du Nord devint alors considérable et, comme le remarque Emmanuel Vincenot, flagrante : « en 1845, 70 % des navires au départ de La Havane battaient pavillon états-uniens »⁸. Toutefois, si Cuba avait trouvé un nouveau partenaire financier, sa proximité pouvait avoir des désavantages.

La Panique de 1857, crise financière qui éclata aux États-Unis et créa une récession économique à travers le monde, anéantit la culture du café cubain. Les champs de café furent remplacés par des champs de tabac tandis que le secteur sucrier devint la principale source de revenus du pays. Ces deux nouvelles industries, bien qu'en plein essor, restèrent fragiles. Cuba fut ainsi frappée de plein fouet lors des krachs financiers en Europe et aux États-Unis durant la Grande Déflation (1873-1896). Plusieurs institutions financières havanaises ainsi que le secteur sucrier durent affronter d'importantes difficultés⁹. Ces épisodes, en plus de souligner les liens économiques de l'île aux pays étrangers et la dépendance de la bourgeoisie cubaine à son voisin du Nord, influencèrent de nouvelles théories économiques et politiques.

6 Emmanuel Vincenot, *Histoire de La Havane*, Paris, Fayard, 2016, p. 370-372.

7 *Ibid.*, p. 330.

8 *Ibid.*, p. 323.

9 *Ibid.*, p. 372.

Dans les années 1850, Pierre-Joseph Proudhon écrivit au sujet de la crise spéculative. Dans le *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, l'économiste condamnait le capitalisme financier et ses méthodes. Il notait ainsi : « le public de la Bourse, de même que le monde de la production, se divise donc en deux catégories : l'une, de beaucoup la plus nombreuse, est celle des *exploités* ; l'autre celle des *exploiteurs*.»¹⁰. Il était déjà connu dans le monde prolétaire depuis sa célèbre citation « la propriété, c'est le vol ! »¹¹ et pour son autodésignation en tant qu'anarchiste. Ses écrits contre le capitalisme marquèrent les débuts de la théorie libertaire. Quelques années plus tard se fondait l'Association Internationale des Travailleurs (I^{ère} Internationale), répondant à la nécessité des ouvriers de s'organiser face aux excès du capitalisme et de son patronat. Cette plateforme de discussion et de congrès permit de construire un internationalisme ouvrier dès 1864. L'AIT était divisée entre les partisans de Karl Marx (prônant une administration centralisée) et ceux de Michel Bakounine, anti-autoritaire et antipolitique. Les tensions entre ces deux tendances s'intensifièrent et Bakounine fut expulsé de l'AIT en 1872. Les anarchistes formèrent alors le Congrès de St-Imier qui marqua la naissance d'un internationalisme libertaire¹². Les idéaux anarchistes se propagèrent et se retrouvèrent quelques années plus tard à Cuba.

Cuba, quant à elle, restait au centre d'un conflit d'intérêts entre plusieurs puissances étrangères. Le déclin de l'autorité de l'Empire colonial espagnol, amorcé par les guerres d'indépendance de ses colonies au début du XIX^{ème} siècle, laissait ses dernières possessions dans une situation vulnérable. Espérant une révolte créole contre la métropole, les nations étrangères étaient sur le qui-vive pour retourner la situation à leur avantage. En « croisade abolitionniste », l'Empire britannique envoyait des agents sur le sol cubain pour contrer l'entrée illégale d'esclaves. Les Nord-Américains, eux, espéraient récupérer l'île (d'un avantage géo-stratégique important, rappelons-le) à des fins expansionnistes. Enfin, des agents colombiens essayaient d'encourager les luttes indépendantistes dans une politique de défense des jeunes Républiques américaines. En effet, l'Espagne aurait pu profiter de l'emplacement stratégique de Cuba et Porto Rico

10 Pierre-Joseph Proudhon, *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, 3^{ème} éd., Paris, Garnier, 1857, p. 117.

11 *Idem*, *Qu'est-ce que la propriété ?*, Paris, Garnier Flammarion, 1966, p. 57.

12 Emmanuel Laurentin, « Histoire des anarchies, Naissance du mouvement anarchiste », *La fabrique de l'histoire*, [en ligne], n° 1, audio, 52 min., 28 août 2017, <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-lhistoire/histoire-des-anarchies-14-naissance-du-mouvement-anarchiste> (page consultée le 22 janvier 2018).

pour tenter de reconquérir ses anciennes colonies¹³. Cuba apparaissait donc comme une colonie sans force interne, à la merci de puissances étrangères.

En réalité, l'île bouillonnait de désirs indépendantistes. D'abord, ce furent les riches Créoles qui demandèrent plus de liberté économique à l'Espagne. Le système colonialiste, qui imposait des limites commerciales, douanières et financières immenses sur les colonies, devenait désuet dans un monde capitaliste et freinait l'enrichissement des certains Créoles. Si l'indépendance n'était pas leur priorité (c'était bien dans une structure colonialiste que ces derniers s'étaient enrichis, il fallait la préserver), les riches Créoles réclamaient une intégration à la métropole, voire un statut autonome¹⁴. L'Espagne ne voulant pas se risquer à perdre sa colonie s'essaya donc à un processus d'assimilation. En 1881, au sortir des deux premières guerres d'indépendance, la Constitution espagnole de 1776 entra en vigueur à Cuba. Tentative adroite de la part de la métropole si ce n'est que le corpus législatif hérité de l'Ancien Régime restait en vigueur ! Il incombait donc au capitaine général (le représentant de la couronne dans la colonie) le choix des textes législatifs à adopter en fonction des situations¹⁵. Malgré certains acquis sociaux et démocratiques, la politique coloniale de l'Espagne restait trop rétrograde. La majorité des Cubains n'y trouvèrent pas leur compte et beaucoup se tournèrent vers la voie indépendantiste.

Dans ce contexte tendu, l'Espagne concéda quelques libertés afin de ne pas plus attiser les aspirations indépendantistes. Du côté social et politique, certains capitaines généraux permirent des avancées. En 1859, par exemple, la métropole envoya Francisco Serrano comme capitaine général pour contrer les partisans annexionnistes qui désiraient un rattachement aux États-Unis. Afin de calmer les esprits, Serrano permit la fondation de sociétés culturelles et de journaux destinés à débattre, dans certaines limites, de nouvelles méthodes d'administration. Si cet événement n'eut pas de grand impact sur la politique coloniale de l'Espagne, cela encouragea les rencontres entre différentes couches sociales. De nombreuses personnes de classes défavorisées purent alors entrer en contact avec les principaux courants idéologiques de l'époque et discuter sur des questions politiques, sociales et économiques¹⁶. C'est aussi en 1865, sous

13 Sylvie Bouffartigue, *op. cit.*, p. 36.

14 *Ibid.*, p. 32.

15 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 365.

16 Javier Colodrón Valbuena, « La prensa obrera como vehículo divulgador del ideal libertario: el caso de la Cuba decimonónica », *Naveg@mérica*, [en ligne], n° 17, 2016,

l'administration du capitaine général Domingo Dulce, que furent instaurées les lectures dans les ateliers de tabac. Cette pratique, instaurée dans la fabrique de cigares *El Fígaro*, permettait aux rouleurs de tabac d'écouter un de leur camarade lire des ouvrages de tous genres. Alors que ce dernier, rouleur de tabac lui-même, ne travaillait pas pendant qu'il lisait, ses collègues se cotisaient pour lui verser un salaire¹⁷. Cela permit à de nombreux ouvriers de s'informer sur l'actualité et de découvrir une presse variée grâce à laquelle ils commencèrent à se forger leurs opinions. Enfin, à la suite du pacte de Zanjón qui concluait la guerre des Dix Ans en 1878, l'Espagne permit la création de partis politiques cubains. Toutefois, les élections étaient tellement frauduleuses et la politique gouvernementale et institutionnelle corrompue que les ouvriers préférèrent se syndiquer¹⁸. La métropole, avec de maigres efforts factices, ne put endiguer la soif de liberté des Créoles et l'Espagne adopta alors une politique plus stricte afin de ne pas perdre sa colonie.

Sous l'administration de certains capitaines généraux et suite à des événements politiques et sociaux conflictuels, la tendance n'était pas à la coopération. Lorsque Domingo Dulce laissa place au capitaine général Francisco de Lersundi, la lecture dans les ateliers fut bannie et la liberté de la presse amoindrie. Se confrontant à deux soulèvements révolutionnaires, l'un en Espagne (*La Gloriosa*, qui détrôna la reine Isabelle II) et l'autre à Cuba (*El grito de Yara*, qui entama la guerre des Dix Ans), Lersundi opta pour une politique répressive dès 1868¹⁹. Cette décision eut toutefois un effet contraire à celui escompté. Au lieu de se remettre entre les mains de la mère patrie, les Cubains fuirent la politique réactionnaire de l'Espagne en se tournant vers le projet indépendantiste.

Le mouvement anarchiste sut tirer profit de ce contexte. En septembre 1882, la tenue à Séville du Second Congrès de la Fédération des Travailleurs de la Région Espagnole (FTRE), à majorité anarchiste, marqua le début d'une propagande d'envergure de la théorie libertaire vers Cuba. De nombreux livres, revues, bulletins y

<http://revistas.um.es/navegamerica> (page consultée le 10 janvier 2019), p. 3-4.

17 José Rivero Muñoz, « La lectura en las tabaquerías », *Revista de la Biblioteca Nacional*, vol. 2, n° 4, La Havane, 1951, p. 185-258.

18 Joan Casanovas Codina, « Movimiento Obrero y lucha anticolonial en Cuba después de la abolición de la esclavitud », *Boletín Americanista*, n° 45, 1995, p. 32.

19 Javier Colodrón Valbuena, *op.cit.*, p. 5.

furent envoyés, relayés sur l'île par des comités de lecture toujours plus nombreux²⁰. À partir de 1887 fut publié *El Productor*, un journal libertaire cubain à portée mondiale. Alors que les autorités cherchaient à contrer les journaux pro-indépendantistes et les soumettaient à une répression forte, *El Productor* put se développer sans difficulté. En effet, la presse anarchiste, prônant une idéologie antipatriotique – donc étrangère aux revendications créoles – ne représentait pas un danger pour les autorités espagnoles²¹. Les principaux syndicats cubains furent donc majoritairement influencés par le mouvement libertaire qui, comme le rapporte José Rivero Muñiz, l'emporta sur la théorie socialiste :

Las doctrinas socialistas aparecen relegadas a segundo término mientras que los ácratas ocupen el primer plano. [...] Nadie habla de Marx ni de Engels, y mucho menos de Owen, Fourier y demás precursores del socialismo, pero en cambio los nombres de Bakunin, Malatesta, Kropotkin, Reclus y Anselmo Lorenzo no son desconocidos entre los obreros cubanos y españoles que trabajaban en las tabaquerías donde a diario son leídas y comentadas sus respectivas producciones.²²

Outre les tensions indépendantistes, Cuba était aussi le théâtre de luttes sociales au sein du prolétariat. Les puissants syndicats permirent des victoires ouvrières grâce à des grèves colossales. D'abord circonscrites dans le secteur du tabac, les luttes se propagèrent aux autres industries : la hausse des salaires, la fin de la discrimination raciale et hiérarchique, l'absence de censure des ouvrages lus dans les ateliers ainsi que la journée des huit heures constituaient les revendications les plus importantes²³.

Toutefois, si la répression constante n'eut pas raison des libertaires et des indépendantistes, elle en contraignit plus d'un à l'exil. Suite aux guerres d'indépendance ratées et aux mouvements sociaux, les autorités et les patrons d'usines ripostèrent. Les ouvriers qui avaient fortement pris part aux luttes syndicales se retrouvèrent sur des listes noires et ne purent plus être embauchés à Cuba. Les porte-parole de la lutte indépendantiste étaient aussi contraints de quitter le pays. Ainsi, bon

20 José Rivero Muñiz, « Los orígenes de la prensa obrera en Cuba », *Revista de la Biblioteca Nacional*, La Havane, 1960, p. 76.

21 Javier Colodrón Valbuena, *op.cit.*, p. 7.

22 José Rivero Muñiz, *El primer partido socialista cubano. Apuntes para la historia del proletariado en Cuba*, Santa Clara, Universidad Central de Las Villas, 1962, p. 11-12.

23 Joan Casanovas Codina, *op. cit.*, p. 28.

nombre d'ouvriers allèrent travailler à Tampa et Key West, principaux sites de la diaspora cubaine où les méthodes de fabrication de cigares étaient les mêmes qu'à La Havane²⁴. Les intellectuels, eux, se retrouvèrent souvent à New York où ils continuaient à éditer des journaux dans leur langue. Éloignés de la persécution espagnole, les exilés en profitèrent pour se rencontrer et organiser de véritables foyers indépendantistes ou anarchistes. C'est donc aux États-Unis que le mouvement indépendantiste put se renforcer et planifier la troisième et dernière lutte pour l'indépendance de Cuba.

24 Javier Colodrón Valbuena, *op. cit.*, p. 6.

II – La pensée martinienne

Né en 1853 à La Havane, José Martí grandit dans un foyer modeste, entouré de parents espagnols. Alors que sa situation financière devenait critique, le jeune cubain fut remarqué par le poète Rafael María de Mendive, directeur d'un collège havanais, ce qui lui permit de poursuivre ses études. José Martí se trouva alors en contact avec la pensée indépendantiste de son professeur et embrassa bien vite la cause. L'étudiant mit sa plume au service de ce combat et fut arrêté, emprisonné et déporté par les autorités espagnoles alors qu'il n'avait que 16 ans. Durant les quatre années de sa déportation en Espagne, José Martí parvint à poursuivre des études et fut diplômé de lettres et philosophie ainsi que de droit. Il écrivit dans le même temps des articles patriotiques publiés dans plusieurs journaux espagnols et fit un court voyage en France. Après cet exil européen, Martí visita les États-Unis, le Mexique et d'autres jeunes Républiques latino-américaines puis retourna à Cuba en 1878. À la suite de la signature du pacte de Zanjón (qui mit fin à la guerre des Dix Ans), Martí fonda le Club Central Révolutionnaire Cubain à La Havane et poursuivit ses activités patriotiques. De nouveau arrêté après un sulfureux discours indépendantiste, Martí fut déporté en Espagne, d'où il s'enfuit pour aller s'installer, d'abord au Venezuela, puis aux États-Unis.

Martí entra alors dans une période créative et militante sans répit. C'est dans la décennie de 1880 qu'il écrivit des œuvres majeures telles que *Ismaelillo* et *Versos libres* (1882) tandis qu'il gagnait sa vie en publiant des articles pour des journaux états-uniens et sud-américains. Ne tournant aucunement le dos à ses convictions politiques, le Cubain prononça des discours, écrivit des articles et traduisit des textes promouvant le combat anticolonialiste et la philosophie du libéralisme démocratique. Il planifia une future insurrection à Cuba pour libérer l'île du colonialisme. Martí, de plus en plus connu, se voyait alors invité dans des clubs patriotiques cubains aux États-Unis et faisait adhérer les exilés à l'idée d'une « guerre nécessaire » pour la liberté de leur pays. En prenant contact avec des anciens combattants des guerres d'indépendance cubaines, tels qu'Antonio Maceo et Máximo Gómez, José Martí bénéficia d'expériences militaires nécessaires au combat à venir. En avril 1892 fut créé le Parti Révolutionnaire Cubain – qui avait pour objectif l'indépendance de Porto-Rico et de Cuba – dont Martí fut

aussitôt élu délégué général par les clubs indépendantistes états-uniens. Le PRC devint alors l'instrument politique pour l'indépendance cubaine avec, à sa tête, José Martí. Les talents d'orateur et d'écrivain de Martí avaient permis une propagande assez puissante pour que le PRC bénéficie rapidement des fonds nécessaires pour l'ultime guerre d'indépendance cubaine. C'est ainsi que le 25 mars 1895 José Martí et Máximo Gómez signèrent le Manifeste de Montecristi, document dans lequel furent exposées les raisons de la guerre indépendantiste : créer un État démocratique, libre du colonialisme et de toute discrimination²⁵. En avril, les deux Cubains débarquèrent sur les côtes de leur pays et un mois plus tard José Martí fut tué sur le champ de bataille. Sa dénomination de « martyr et d'apôtre pour l'indépendance cubaine » est restée jusqu'à aujourd'hui²⁶.

Mais Martí est avant tout un homme de son siècle. Né deux ans à peine après la première Exposition universelle de Londres, véritable exhibition de la force industrielle des États participants, José Martí grandit dans l'enthousiasme des nouvelles découvertes industrielles et scientifiques. À titre d'anecdote, il dédia d'ailleurs quelques pages admiratives sur l'Exposition universelle de Paris dans la revue pour enfants *La Edad de Oro* (1889)²⁷. Lecteur de la presse nord-américaine et européenne, il guettait les nouvelles trouvailles et saluait les avancées technologiques. Par ailleurs, comme le souligne Paul Estrade, Martí n'était pas tant intéressé par les découvertes des sciences théoriques abstraites mais plutôt par les sciences appliquées²⁸. En effet, mû par des valeurs progressistes, José Martí était convaincu que ces avancées devaient profiter à chaque couche de la société. En fait, ce qu'il recherchait le plus, c'était les moyens qui permettraient de soulager les travailleurs tout en garantissant de bons rendements. Dans « Maestros ambulantes », un article affirmant le besoin d'éduquer les paysans, il notait : « porque como el maestro les enseñaría con modo suave cosas prácticas y provechosas, se les iría por gusto propio sin esfuerzo infiltrando una ciencia que comienza por halagar y servir su interés »²⁹. La véritable force de ce siècle de progrès était donc la possibilité d'offrir un meilleur avenir au peuple. Et cet avenir-là ne se trouvait pas seulement dans l'utilisation des dernières inventions mais il se construisait aussi par

25 José Martí, *Manifiesto de Montecristi*, 25 mars 1895, *OC/EN*, t. IV, p. 93-101.

26 Alejandra García Elizalde, « La luz que recuerda a Martí », *Granma*, [en ligne], La Havane, 28 janvier 2019, <http://www.granma.cu/cuba/2019-01-28/la-luz-que-recuerda-a-marti-28-01-2019-23-01-28> (page consultée le 29 janvier 2019).

27 José Martí, *La Edad de Oro*, 9^{ème} éd., La Havane, Editorial Gente Nueva, 2006, p. 139.

28 Paul Estrade, *José Martí 1853-1895, Les fondements de la démocratie en Amérique latine*, Paris, Les Indes Savantes, 2017, p. 57.

29 José Martí, « Maestros ambulantes », *La América*, mai 1884, *OC/EC*, t. XIX, p. 187.

l'éducation du peuple. Partant de ce constat, José Martí approuvait le développement des chemins de fer. Relier les bourgs pour désenclaver les villages avait pour lui deux avantages : permettre aux personnes les plus isolées d'accéder au savoir et favoriser l'échange de marchandises³⁰.

Cette volonté d'éduquer le peuple tout en garantissant le flux de marchandises témoignait de sa pensée libérale démocrate. Martí n'avait en effet aucune perspective révolutionnaire quant au devenir de l'économie. S'il y avait des changements à opérer, c'était, selon lui, dans le domaine social et politique. En admettant que « le capital est parfois oppresseur »³¹, José Martí cherchait à promouvoir une harmonie entre le travail et le capital. Et il la croyait possible à condition d'éloigner le capital du champ politique. Témoin des investissements des entrepreneurs dans les grands partis états-uniens et de leurs manquements démocratiques, il préconisait de « retirer les affaires publiques des mains de ceux qui en font trafic »³². Dans ces conditions, les problèmes soulevés par le système capitaliste s'évanouiraient et la théorie de la lutte des classes n'aurait plus raison d'être. Car la bipolarisation des sociétés en classes opposées était aussi pour Martí un risque pour la démocratie. Paul Estrade résume ainsi :

Ces réformistes sociaux n'assignent pas à la classe ouvrière la conquête du pouvoir politique. Issus des couches sociales du prolétariat pré-industriel (typographes, tailleurs, chapeliers), de l'artisanat urbain, et de la petite-bourgeoisie intellectuelle, ils souhaitent plus l'harmonie entre le capital et le travail et la réduction des antagonismes de classe, que l'aiguïsement des conflits, et la socialisation des moyens de production. José Martí exprime alors une conception de la finalité des luttes sociales très voisine. Ce sont les excès du capitalisme qu'il faut combattre, mais sans outrance et sans prétendre au bouleversement de la société.³³

Conscient que le capitalisme pouvait vite se révéler dangereux, José Martí était tout de même certain qu'une frontière stricte entre affaires et vie politique préviendrait tout abus du capital.

30 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 59.

31 José Martí, « Boletín », *La Revista Universal* du 15 juillet 1875, *OC/EC*, t. II, p. 128.

32 *Idem*, « Cartas de Martí », *La Nación* du 31 mars 1883, *OC/EC*, t. XVII, p. 48.

33 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 252-253.

Si José Martí voulait sortir le peuple de l'ignorance, il voulait surtout libérer les dernières colonies espagnoles. Rappelons que, dès son adolescence, il lutta pour une Cuba indépendante et qu'il en fit les frais en connaissant l'emprisonnement et l'exil. En 1873, alors qu'il se trouvait à Madrid, il écrivit un essai appelant la jeune République espagnole à comprendre les aspirations des Cubains. Ce texte, empreint d'une morale chrétienne forte, affirmait que l'époque coloniale de l'Espagne était révolue : « España expía ahora terriblemente sus pecados coloniales, que en tal extremo la ponen que no tiene ya derecho a remediarlos. – La ley de sus errores la condena a no aparecer bondadosa »³⁴. Et si Martí voulait voir son île libre, ce n'était pas seulement pour obéir à une logique christique, c'était aussi pour que les Cubains puissent exprimer leurs potentiels.

En effet, José Martí était convaincu que Cuba n'avait besoin du soutien d'aucune autre nation pour exister : il croyait en l'intelligence et en la justice de son peuple. Il écrivit ainsi, en réponse aux élans annexionnistes des États-Unis :

Hay cubanos que por móviles respetables [...] desearían ver la Isla ligada a los Estados Unidos. Pero los que han peleado en la guerra, y han aprendido en los destierros; los que han levantado, con el trabajo de las manos y la mente, un hogar virtuoso en el corazón de un pueblo hostil; los que por su mérito reconocido como científicos y comerciantes, como empresarios e ingenieros, como maestros, abodagos, artistas, periodistas, oradores y poetas, como hombres de inteligencia viva y actividad poco común, se ven honrados donde quiera que ha habido ocasión para desplegar sus cualidades, y justicia para entenderlos; los que, con su elementos menos preparados, fundaron una ciudad de trabajadores donde los Estados Unidos no tenían antes más que unas cuantas casuchas en un islote desierto; esos, más numerosos que los otros, no desean la anexión de Cuba a los Estados Unidos. No la necesitan.³⁵

Cet île forte, savante et adulte, avait d'autant plus le droit à l'indépendance que c'était elle qui, selon Martí, maintenait financièrement une Espagne « méfiante et démembrée »³⁶. Conscient des richesses de la terre cubaine et de son emplacement

34 José Martí, *La República española ante la Revolución cubana*, 15 février 1873, *OC/EC*, t. I, p. 105.

35 *Idem*, « Vindicación de Cuba », 21 mars 1889, *OC/EN*, t. I, p. 236-237.

36 *Idem*, « La solución », *La Cuestión Cubana* du 26 avril 1873, *OC/EC*, t. I, p. 117.

géographique avantageux, le jeune patriote connaissait les facilités commerciales de cette île qui pouvait aisément se suffire à elle-même³⁷.

José Martí voulait se débarrasser de la tutelle ibérique mais il flairait aussi le danger potentiel des États-Unis. Vivant à New-York, il lisait quotidiennement la presse à propagande expansionniste³⁸. Martí, peut-être plus conscient que d'autres de cette possibilité funeste pour l'indépendance, invita à la vigilance. Dans *Patria*, en soulignant comment les États-Unis profitaient déjà de Cuba et de ses mines dans l'*Oriente* du pays, le journaliste expliquait à quel point l'île était convoitée : « [Filadelfia] donde fincan hoy intereses muy valiosos, y para Cuba infecundos, en la extracción y transporte de la riqueza minera del Departamento Oriental [de Cuba] »³⁹. L'annexionnisme, il en était convaincu, ne servirait qu'aux intérêts nord-américains. Il fallait non seulement protéger la république en devenir d'une nouvelle domination étrangère mais aussi des maux d'une société discriminante.

José Martí s'insurgeait en effet contre tout système inégalitaire. Le Cubain, comme beaucoup de socialistes de son époque, appelait à l'égalité des peuples et des sexes. Égalité, d'abord, entre les différentes couches de la société. Si, nous l'avons vu, José Martí ne souhaitait pas un bouleversement des classes sociales, il préférait un respect et une entente entre celles-ci. Ainsi, au sujet de la grève, il écrivait : « [la huelga] este sistema justo, reprochable cuando sirve de órgano a exageradas peticiones de los obreros, salvador y necesario cuando se usa para rechazar exageradas exigencias de los capitalistas »⁴⁰. Les hommes, peu importe leur statut social, devaient vivre en harmonie. Comme devaient le faire les hommes de différentes couleurs. Luttant pour l'abolition de l'esclavage et rejetant le racisme, il expliquait que la haine interraciale desservait la cause commune : « insistir en las divisiones de raza, en las diferencias de razas, de un pueblo naturalmente dividido, es dificultar la ventura pública y la individual, que están en el mayor acercamiento de los factores que han de vivir en común »⁴¹. Cependant, si les hommes n'étaient pas intrinsèquement différents, José Martí pensait bien que d'autres facteurs pouvaient grandement influencer les peuples. Ainsi, on peut lire dans

37 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 338.

38 José Martí, « La Conferencia Americana », *La Nación* du 24 janvier 1890, *OC/EN*, t. VI, p. 65-66.

39 *Idem*, « La Independencia de Cuba y la prensa de los Estados Unidos », *Patria* du 27 août 1892, *OC/EN*, t. II, p. 149.

40 *Idem*, « Boletín », *La Revista Universal* du 10 juin 1875, *OC/EC*, t. II, p. 67.

41 *Idem*, « Mi raza », *Patria* du 16 avril 1893, *OC/EN*, t. II, p. 298.

« La verdad sobre los Estados Unidos » : « no hay razas: no hay más que modificaciones diversas del hombre, en los detalles de hábito y forma que no les cambian lo idéntico y esencial, según las condiciones de clima e historia en que viva »⁴². Martí était donc influencé par les sciences sociales de son époque, empreintes de positivisme et de théorie des climats⁴³. Lui faisant rejeter le racisme, l'adoption de ces théories permettait quand même à l'écrivain de classer les peuples en fonction de leur histoire :

Y es de justicia, y de legítima ciencia social, reconocer que, en relación con las facilidades del uno y los obstáculos del otro, el carácter norteamericano ha descendido desde la independencia, y es hoy menos humanos y viril, mientras que el hispanoamericano, a todos luces, es superior hoy, a pesar de las confuciones y fatigas, a lo que era cuando empezó a surgir de la masa revuelta de clérigos logreros, imperitos ideológicos, e ignorantes o silvestres indios.⁴⁴

Pas de concept de races, mais de peuples plus ou moins avancés, nobles et forts les uns par rapport aux autres. Enfin, José Martí appelait à l'égalité de l'homme et de la femme. À contre-courant de l'idéologie dominante de la fin du XIX^{ème} siècle, il refusait de croire que la femme avait moins de capacités que l'homme. Il était en fait sûr qu'elle pouvait et devait autant apprendre que l'homme. Il écrivait ainsi dans *La Edad de Oro* : « las niñas deben saber lo mismo que los niños », en continuant : « para poder hablar con ellos como amigos cuando vayan creciendo; como que es una pena que el hombre tenga que salir de su casa a buscar con quien hablar, porque las mujeres de la casa no sepan contarle más que de diversiones y de modas »⁴⁵. Assertion en fin de compte peu glorifiante pour la gente féminine, qui devait donc avoir accès à l'éducation pour satisfaire l'homme. Mais le Martí de 1889 qui écrivait ce paragraphe avait encore quelques années pour parfaire sa vision de la femme car – il serait injuste de ne pas le mentionner – il nota un mois avant sa mort : « ¿Piensa en el trabajo, libre y virtuoso [...] para no tener que vender la libertad de su corazón y su hermosura por la mesa o por el vestido? Eso es lo que las mujeres esclavas, – esclavas por su ignorancia y su

42 *Idem*, « La verdad sobre los Estados Unidos », *Patria* du 23 mars 1894, [en ligne], <https://www.dropbox.com/s/scc3u8oqk3slzr6/No104.pdf?dl=0> (page consultée le 22 mai 2019).

43 La théorie des climats soutient que le climat influe sur la nature des êtres humains et, par là même, sur leur société.

44 José Martí, *op. cit.*

45 *Idem*, *La Edad de Oro*, *op. cit.*, p. 7-8.

incapacidad de valerse –, llaman en el mundo « amor » »⁴⁶. Ces quelques extraits montraient donc la pensée de plus en plus progressiste que José Martí avait à l'égard des femmes et comment, à la fin de sa vie, elle put s'affirmer. C'était donc un homme opposé aux inégalités qui se rebella contre une Espagne opprimante.

Imprégné d'une morale chrétienne, José Martí était convaincu que l'Espagne devait « payer en châtiment de ses "péchés coloniaux" »⁴⁷. Il s'attela donc à la difficile tâche de libérer un pays du colonialisme et attesta de son engagement à plusieurs reprises : « no hay sermón como la propia vida »⁴⁸, écrivait-il à un de ses amis. Alors, conscient que la lutte armée était la seule option qui restait pour libérer Cuba, Martí passa les dernières années de sa vie à organiser une « guerre nécessaire ». Il écrivit ainsi : « es hora ya de que las fuerzas de construcción venzan en la colosal batalla humana a las fuerzas de la destrucción. La guerra, que era antes el primero de los recursos, es ya hoy el último de ellos: mañana será un crimen »⁴⁹. C'est donc en planifiant une guerre courte et peu dévastatrice que Martí essaya de promouvoir une alliance entre classes et couleurs pour que, au sortir de la guerre, émerge une société harmonieuse⁵⁰. Cette guerre était selon lui la semence d'une « Amérique nouvelle », unie et travailleuse⁵¹. En s'opposant aux discriminations, aux abus du capitalisme naissant et au colonialisme déclinant, José Martí témoigna, grâce à une plume maîtrisée, des pensées progressistes et patriotiques caractéristiques de son siècle.

46 *Idem*, Lettre à María Mantilla, avril 1895, [en ligne], Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes, http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/cartas-a-maria-mantilla--0/html/fe1e028-82b1-11df-acc7-002185ce6064_1.htm (page consultée le 2 mars 2019).

47 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 338.

48 José Martí, Lettre à Fermín Valdés Domínguez, mai 1894, *OC/EN*, t. III, p. 168.

49 *Idem*, « España », *La Opinión Nacional* du 27 janvier 1882, *OC/EN*, t. XIV, p. 330-331.

50 Joan Casanovas Codina, *op. cit.*, p. 30.

51 José Martí, « Nuestra América », *El Partido Liberal* du 30 janvier 1891, *OC/EN*, t. VI, p. 23.

III – Les principes anarchistes

Le XIX^{ème} siècle fut marqué par la naissance d'une nouvelle théorie : l'anarchisme. Enfant de son siècle, la théorie libertaire avait comme principe le refus de toute autorité et la liberté pour tous. Emma Goldman, libertaire russe, en fit cette simple définition :

ANARCHISM: – The philosophy of a new social order based on liberty unrestricted by man-made law; the theory that all forms of government rest on violence, and are therefore wrong and harmful, as well as unnecessary.⁵²

À une époque où les États-nations se construisaient autour d'une économie capitaliste, les anarchistes appelaient à une organisation juste et équitable de la production et de la consommation. En d'autres termes, ils voulaient une organisation spontanée du travail ainsi qu'une collectivisation des moyens de production au sein de communes fédéralisées. Après l'AIT de 1864 et suite au Congrès de St-Imier, la théorie libertaire se propagea à travers le monde. L'internationalisme libertaire était né.

Dans la Cuba divisée et hiérarchisée du XIX^{ème} siècle, la théorie fut adoptée par de nombreux artisans et ouvriers. Déjà en 1857, sous l'impulsion des idées proudhoniennes, la première organisation mutuelliste de l'île fut créée. Elle avait pour objectif de mettre en place une société de travailleurs libres de toute autorité patronale ou étatique⁵³. C'est cependant dans les années 1880 que la présence anarchiste se renforça. À partir de 1887, le libertaire Enrique Roig San Martín publia le journal *El Productor*, à portée nationale et internationale. Dans ses pages, la rédaction incluait des textes d'autres journaux anarchistes tels que *La Révolte* d'Élisée Reclus (Paris) ou *El Productor* en provenance de Barcelone⁵⁴. Très vite les ouvriers cubains s'organisèrent davantage et créèrent des organisations ouvrières. Alors soutenus par des organismes anarchistes ainsi que par un journal à tirage important, les prolétaires cubains commencèrent à mener à bien des actions militantes : manifestations et grèves pour la

52 Emma Goldman, « Anarchy: What It Really Stands For », *Anarchism and Other Essays*, 2^{ème} éd., New York – Londres, Mother Earth Publishing Association, 1910.

53 Frank Fernández, *L'anarchisme à Cuba*, Paris, CNT-Région parisienne, 2004, p. 24.

54 *Ibid.*, p. 27.

journée de huit heures, soutiens financiers pour les grévistes, mais aussi écoles du soir et lecture dans les fabriques de cigares...

Cette théorie anarchiste, opposée au système capitaliste, était un produit de la révolution industrielle. Les nouvelles techniques de productions ayant bouleversé le monde du travail, les libertaires luttèrent contre les dérives patronales tout en acceptant les progrès du siècle. Dans *Évolution et révolution*, un livre traduit à Cuba en 1883, le géographe libertaire Élisée Reclus – largement lu dans l'île – écrivait que les avancées sociétales, scientifiques, etc., seraient bien accueillies par la communauté anarchiste si elles profitaient à la société⁵⁵. Comme José Martí, Élisée Reclus pensait que le progrès devait profiter à tous, et qu'il pouvait soulager le peuple. Mais, bien que persuadé que l'évolution était nécessaire et inévitable, Élisée Reclus admettait toutefois qu'elle pouvait avoir un impact négatif. Calquant ses réflexions sur ses observations de la nature, il notait :

Toutefois les révolutions ne sont pas nécessairement un progrès, de même que les évolutions ne sont pas toujours orientées vers la justice. Tout change, tout se meut dans la nature d'un mouvement éternel, mais s'il y a progrès il peut y avoir aussi recul, et si les évolutions tendent vers un accroissement de vie, il y en a d'autres qui tendent vers la mort.⁵⁶

Et ainsi, avant l'heure de la Première Guerre mondiale, il mettait en garde sur la manière dont les puissances usaient des progrès scientifiques et techniques, à des fins capitalistes :

Le pouvoir n'est autre que l'emploi de la force : leur premier soin sera donc de se l'approprier, de consolider même toutes les institutions qui leur faciliteront le gouvernement de la société. Peut-être auront-ils l'audace de les renouveler par la science afin de leur donner une énergie nouvelle. C'est ainsi que dans l'armée on emploie des engins nouveaux, des poudres sans fumée ; et ces inventions ne servent qu'à tuer plus rapidement.⁵⁷

55 Élisée Reclus, *Évolution et révolution*, 6^{ème} éd., Paris, La Révolte, 1891, p. 8.

56 *Ibid.*, p. 9-10.

57 *Ibid.*, p. 48.

Suivant ces commentaires, les libertaires, afin de mieux pouvoir se défendre contre les dérives capitalistes et être maîtres de leurs pensées, avaient un mot d'ordre : l'éducation. L'éducation qu'ils prônaient devait être accessible et destinée à tous. Ainsi, les lectures dans les fabriques de tabac constituaient la mise en pratique directe de ce dessein. Les ouvriers n'attendaient pas la création d'écoles leur étant destinées (désir qui aurait été utopique dans une Cuba coloniale ou capitaliste) mais amenaient sur leur lieu de travail le savoir qui les émanciperait. Ce procédé fut considérablement utilisé par les libertaires et eut un impact significatif. Arturo Vilchis Cedillo rapporte à ce sujet : « [...] esta técnica de aprendizaje no fue una innovación creada por los anarquistas [...] pero fueron los trabajadores de ideología anarquista quienes la emplearon y difundieron en forma importante »⁵⁸. Les textes alors lus avaient, bien entendu, une visée propagandiste mais promouvaient aussi une éducation scientifique notable. Si l'instruction scientifique était en vogue à la fin du XIX^{ème} siècle, celle des anarchistes différait en quelques points. Comme José Martí, les libertaires pensaient qu'il fallait comprendre la nature pour mieux l'utiliser. Par ailleurs, alors que Martí considérait la nature comme un environnement que l'homme devait exploiter⁵⁹, les anarchistes pensaient qu'homme et nature formaient un tout à l'équilibre fragile. Précurseur de l'écologie, Élisée Reclus notait que les activités industrielles, dénotant du désir de contrôle de l'homme, détruisaient l'environnement et ses habitants⁶⁰. Ainsi, en plus d'une éducation libre et égalitaire, les anarchistes enseignaient dans une vision écologiste.

La transmission de savoirs scientifiques était un pilier de leur éducation et, de cette manière, ils reproduisaient souvent des articles de scientifiques libertaires tels que Pierre Kropotkine, Élisée Reclus, Fernando Tarrida del Mármol⁶¹... Dans la recherche d'une large connaissance, les libertaires mettaient alors en pratique la devise d'Auguste Blanqui « ni Dieu ni maître ». Élisée Reclus, pour justifier du besoin d'instruction et de ce fait, de liberté, notait :

58 Arturo Vilchis Cedillo, « Martí, anarquistas y lectura en Cuba », *Cuadernos Americanos*, n° 133, Mexique, 2016, p. 157.

59 « Y el único camino abierto a la prosperidad constante y fácil es el de conocer, cultivar y aprovechar los elementos inagotables e infatigables de la naturaleza ». José Martí, « Maestros ambulantes », *op. cit.*, p. 185.

60 Élisée Reclus, *La terre : description des phénomènes de la vie du globe*, vol. 2, Paris, Hachette, 1868-1869, p. 747-753.

61 Eduard Masjuan Bracons, « La cultura de la naturaleza en el anarquismo ibérico y cubano », *Signos históricos*, n° 15, 2006, p. 118.

Il faut avant tout nous débarrasser de notre ignorance, car l'homme agit toujours, et ce qui lui a manqué jusqu'ici est d'avoir bien dirigé son action. Nous voulons savoir. Nous n'admettons pas que la science soit un privilège, et que des hommes quelconques, haut perchés sur une montagne comme Moïse, sur un trône comme Marc-Aurèle, sur un Olympe ou sur un Parnasse en carton, ou simplement sur un fauteuil académique, nous dictent des lois éternelles.⁶²

Enrique Roig San Martín, éditeur de *El Productor*, appelait lui aussi à l'émancipation des classes prolétaires par l'éducation. Il était convaincu que les travailleurs non éduqués ne pouvaient comprendre « la différence qu'il existe entre les intérêts du capitaliste et ceux des travailleurs » et qu'ils resteraient assujettis aux règles patronales et victimes de leur propre ignorance⁶³. À une époque où le nouveau modèle économique et politique pouvait être trompeur pour des travailleurs mal informés, les anarchistes avaient conscience que l'éducation était une arme contre un système capitaliste novateur.

Les libertaires étaient en effet très virulents face au système capitaliste. Appellant à une réorganisation totale du travail et de la distribution, ils s'opposèrent à la logique de la propriété privée et aux rouages de l'enrichissement. Ainsi Élisée Reclus appelait à la méfiance :

Que faire pour remplacer la religion qui s'en va ? Puisque l'opprimé ne croit plus au miracle, peut-être pourra-t-on le faire croire au mensonge ? C'est dans cette espérance vaine que des savants, économistes, académiciens, commerçants, financiers, ont imaginé d'introduire dans la science cette proposition hardie, que la propriété et la prospérité sont toujours la récompense du travail. Mais il y aurait pudeur à discuter de pareilles assertions. En prétendant que le labeur est l'origine de la fortune, les économistes ont parfaitement conscience qu'ils ne disent pas la vérité. Aussi bien que les socialistes, ils savent que la richesse est le produit, non du travail personnel, mais du travail des autres ; ils n'ignorent pas que les coups de bourse et les

62 Élisée Reclus, *Évolution et révolution*, op. cit. , p. 18-19.

63 Enrique Roig San Martín, « ¡O pan o plomo! », *Artículos publicados en el periódico « El Productor »*, La Havane, Biblioteca Nacional José Martí, 1967, p. 500.

spéculations, origine des grandes fortunes n'ont pas plus de rapport avec le travail que n'en ont les exploits avec les brigands.⁶⁴

Contre la propriété privée, contre la bourse et donc contre le capital ! Car les anarchistes avaient toujours été contre ceux qui tiraient profit des travailleurs, par le mensonge, le vol ou la ruse. Aussi, Enrique Roig San Martín, en rejetant le capital, s'opposait à la bourgeoisie : « el reparto del dividendo o utilidad presupone el reconocimiento del capital como factor económico, y nuestra escuela lo niega, pues el tanto por cierto que se deriva del capital es lo que constituye la burguesía »⁶⁵. Mais au final, au lieu de s'en prendre aux symptômes de l'injustice, les libertaires préféraient en supprimer la cause : le capitalisme.

Los obreros entendemos que el único enemigo con quien tenemos que luchar, el que nos esclaviza, el que nos tiraniza, es el régimen capitalista en que se asienta la sociedad actual; y ese, no hay partido político que se apreste a combatirlo: que se presente uno decidido a entablar esa clase de lucha, y estaremos con él; ¿cuál se atreve?... ¡ninguno!⁶⁶

Pour lutter contre le capitalisme et « ceux qui veulent conserver l'inégalité et la pauvreté »⁶⁷, les anarchistes avaient conscience qu'il fallait s'unir entre peuples. En effet, les frontières nationales ou mentales représentaient un frein pour la liberté. En 1889, Enrique Roig San Martín expliquait :

Basados en el principio de desgracia que nos une, ligados por los vínculos del sufragio común, es que los socialistas proclamamos la identidad de intereses de todos los trabajadores, sin distinción de nacionalidad. Para nosotros no existen las fronteras, y todos, absolutamente todos los que con nosotros sufren la inícuca explotación a que el capital nos tiene sometidos, son nuestros hermanos... Como hermanos, pues, aprestémonos a la defensa de nuestros derechos conculcados, y nosotros, por nosotros y para nosotros lucharemos sin tregua, si queremos un día llegar a ser hombres verdaderamente libres.⁶⁸

64 Élisée Reclus, *op. cit.*, p. 34.

65 Enrique Roig San Martín, « El cooperismo y nuestras ideas », *op. cit.*, p. 148.

66 *Idem*, « Los autonomistas », *op. cit.*, p. 420.

67 Élisée Reclus, *op. cit.*, p. 49.

68 Enrique Roig San Martín, « Ser o no ser », *op. cit.*, p. 503.

Au moment où ces lignes furent publiées, les indépendantistes appelèrent à la reconnaissance de la patrie cubaine. La pensée libertaire – pas nécessairement la pratique, nous y reviendrons –, elle, niait ces aspirations patriotiques. Le patriotisme était en effet vu comme une « duperie pure [qui sert] l'ensemble des intérêts et des privilèges de la classe dirigeante et qu'elle doit engendrer, au profit de cette classe, la haine de frontière à frontière entre tous les faibles et les déshérités »⁶⁹. L'État, peu importe son organisation, appelait forcément à l'assujettissement de ses citoyens. Témoin de l'évolution des nouvelles républiques d'Amérique ou de celles d'Europe, Élisée Reclus se montrait critique envers l'organisation politique républicaine. Alors qu'elle semblait garante d'un système démocratique, le libertaire observait que les défaillances et abus de l'Ancien Régime réapparaissaient dans la république. Le corps étatique s'accaparait à nouveau du pouvoir pour son propre profit⁷⁰.

Les libertaires rejetaient ainsi les gouvernements et le jeu de la politique. Convaincus que les politiciens et financiers brideraient la liberté du peuple, les anarchistes prônaient l'autogestion et croyaient en la bonté inhérente de l'homme, si tant est qu'on lui laissât l'opportunité de la démontrer. Dans *El Productor*, Enrique Roig San Martín expliquait ainsi clairement ce qu'il voyait dans le suffrage universel et le système démocrate libéral :

[...] Es precisamente por la razón de ser la política la ciencia del gobierno por lo que la rechazamos como contraria a la completa libertad del individuo. La política supone gobierno y el gobierno autoridad: he aquí dos términos que se contradicen: libertad y autoridad. [...] Y no se nos argumente, como a diario lo hacen los amantes de la autoridad, que el individuo no está aún suficientemente ilustrado para entrar en posesión de su completa libertad, que aún es mucha su imperfección para que pueda vivir sin gobierno. [...] Quizás quiera decirnos también que en la democracia esa distinción no implica una clase directora, puesto que todos los ciudadanos están llamados a ejercer la autoridad, y que haciendo uso del sufragio universal son ellos los que se gobiernan, por delegación se entiende. Mas todo eso es pura palabrería que nada significa en la práctica. El sufragio universal es un nuevo mendrugo arrojado a los pueblos

69 Élisée Reclus, *op. cit.*, p. 22.

70 *Ibid.*, p. 45.

para que entretengan el ánsia de ser libres. Mientras el capital exista con sus formidables consecuencias, el sufragio universal será mentira.⁷¹

L'anarchiste ne croyait pas qu'un homme élu par tous, mais gouvernant sous les préceptes du capital, puisse représenter le peuple. Ce dernier, s'il voulait être pris en compte et être libre, devait compter sur lui-même et non sur la présumée honnêteté d'un tiers. La souveraineté lui appartenait, et lui seul avait le droit de décider de son sort : « nada esperamos de los que, con mentidas promesas, todo nos lo ofrecen para nada concedernos luego, y tengamos fé únicamente en nuestras propias fuerzas »⁷². L'homme, pour les anarchistes, possédait toutes les aptitudes pour être totalement émancipé.

Et cette émancipation devait être atteinte par tous les peuples et tous les sexes. En plus du rejet du capital, une fraternité sans borne était de mise. En se focalisant sur les liens qui unissent et non sur les différences, les libertaires rejetaient donc les inégalités et la haine. Ainsi, en 1887 eut lieu à La Havane un congrès ouvrier dans lequel étaient décidés les principes d'une telle organisation. Dans les lignes du rapport du congrès, retranscrit dans *El Productor*, on peut lire : « [el Congreso] proclama como dogma la fraternidad universal, merced a la cual desaparecen razas y nacionalidades, que el trabajo ni reconoce, ni debe reconocer, realizándose de este modo la más estrecha unión entre todos los hombres que pueblan las distintas porciones en que el planeta se divide »⁷³. Pas de race, pas de nationalité, pour une fraternité entre hommes. Et, qui plus est, pour une fraternité entre hommes et femmes. En effet, si les anarchistes cherchaient la fin de l'asservissement des hommes par d'autres hommes, ils se battaient aussi pour la fin de la soumission des femmes aux hommes. Et le contrat qui à leurs yeux représentait le plus cet emprisonnement était le mariage. On trouve ainsi dans les lignes de *El Productor* :

[...] es tal la constitución del matrimonio, dentro de tales moldes coloca a la mujer, que ésta se ve obligada a sufrir a cada paso la tiranía de un marido que la domina por el temor: él se cree con derecho a todo, puesto que mantiene a su mujer. Más ¡ay! que si analizamos ese pretense derecho, basado en las razones

71 Enrique Roig San Martín, « A "La Verdad" de Santa Clara II », *op. cit.*, p. 163-164.

72 *Idem*, « Ser o no ser », *op. cit.*, p. 503.

73 *Idem*, « El dicatemen del Congreso Obrero », *op. cit.*, p. 544.

que se exponen, encontraremos que jamás el hombre mantiene gratuitamente a su mujer, y que en muchos casos resuelta lo contrario, pues maridos hay verdaderos zánganos, que viven a expensas de la laboriosidad de sus esposas. Estos hombres, acostumbrados a hacer de sus mujeres una cosa suya, hasta el extremo de convertirlas en mercancías muchas veces, son las que más declaman en contra nuestra, y los que se enfurecen como unos energúmenos cuando proclamamos el amor libre como dogma de emancipación de la mujer.⁷⁴

La femme, égale de l'homme, était tout aussi capable que ce dernier de décider de sa vie. Partant de ce principe, les libertaires voyaient dans le mariage, en plus d'une intervention de l'État et de l'Église dans les relations humaines, une dépendance inutile et néfaste pour la liberté de l'individu. La fraternité et l'égalité devaient donc s'étendre aux différents peuples et sexes.

Pour arriver à un tel idéal, les anarchistes cubains du XIX^{ème} siècle préconisaient la grève générale. Le refus simultané de travailler de plusieurs professions aurait eu pour conséquence une rupture avec le capitalisme. Plus encore, durant la grève générale, les travailleurs auraient exproprié les propriétaires des biens et outils de production pour organiser l'autogestion. Retranscrits dans *El Productor*, les statuts du congrès de la Fédération des Travailleurs de la Région Espagnole de 1882 spécifiaient ainsi : « la Unión [...] hará la más activa propaganda en pró del desarrollo de la organización social de los trabajadores, con objeto de convencer el mayor número posible para llevar a cabo grandes huelgas generales puesto que, con energía y sin necesidad de muchos recursos, se consiguen verdaderos triunfos en contra de los monopolizares del capital y detentadores de la propiedad »⁷⁵. Au sortir de la grève générale, la production se serait alors remise en route mais de manière autogérée, sans propriétaire, patron, ni État. En somme, la grève générale consistait en une véritable révolution sociale.

74 *Idem*, « El amor libre », *op. cit.*, p. 348.

75 *Idem*, « Estatutos de la Federación de Trabajadores de la Región Española », *op. cit.*, p. 523.

Deuxième partie

S'engager

I – Les insurgés : qui sont-ils ?

Depuis la fin des premières guerres pour l'indépendance (1868-1878 et 1879-1880), Cuba vivait dans une paix turbulente. Meurtrie et fragilisée par presque douze ans de conflits, l'économie cubaine était précaire et les paysages dévastés. De plus, la signature du pacte de Zanjón qui marquait la fin de la guerre des Dix Ans laissait un goût amer à bien des indépendantistes qui, malgré la capitulation, refusaient l'allégeance à la couronne espagnole. Cette situation instable obligea cependant Madrid à accorder des libertés supplémentaires aux insulaires, sous peine de raviver des élans révolutionnaires. Aussi, l'Espagne permit la création de partis politiques – non-indépendantistes, s'entend – et la liberté de la presse et de réunion (qui pouvait facilement être révoquée selon les périodes et capitaines généraux). Si ces nouveaux droits permirent des avancées sociales et syndicales qui pouvaient s'inscrire dans un ordre colonial, ils contribuèrent aussi à exalter les désirs indépendantistes. Cette situation pesante éclata lorsque José Martí et Máximo Gómez signèrent le Manifeste de Montecristi, déclenchant ainsi la guerre d'Indépendance de 1895. Le Parti Révolutionnaire Cubain regroupa alors des insurgés issus de toutes les strates de la société dans un but commun : la création d'un État cubain.

Une des motivations qui poussa certains insurgés à se battre pour l'indépendance était la promesse de traiter les Noirs et les Asiatiques sur un pied d'égalité avec les Blancs. Les premiers esclaves africains étaient en effet arrivés à Cuba en 1513 mais c'était réellement depuis la *real cédula* du 28 février 1789 – qui légalisait le commerce d'esclaves africains – que la colonie profitait massivement de cette main-d'œuvre⁷⁶. La société colonialiste s'était alors construite sur un modèle ségrégationniste et pyramidal dans lequel l'esclave représentait l'échelon le plus bas. Puis, suite aux révoltes d'esclaves et à la bataille abolitionniste de la Grande-Bretagne, compliquant ainsi l'entrée de main-d'œuvre servile dans l'île, les autorités espagnoles cherchèrent de nouveaux bras. C'est ainsi que furent introduits les travailleurs chinois à Cuba dès 1847⁷⁷. Embauchés comme *colonos contratados*, les Chinois embarquaient pour Cuba et

76 Elsa Capron, *Esclavage et économie de plantation à Cuba (1789-1886)*, 1^{ère} éd., Paris, PUF, 2014, p. 9-10.

77 Voir à ce sujet : Juan Jiménez Pastrana, « Cómo eran "contratados" los colonos chinos que importaban en Cuba », *Los Chinos en las luchas por la liberación cubana (1847-1930)*, La Havane, Instituto de Historia, 1963, p. 26-31.

devaient travailler huit ans pour un patron qui leur versait un salaire modique et pouvait les revendre comme bon lui semblait. À la fin de leur contrat, ils étaient libérés mais devaient soit retourner en Chine soit signer un nouveau contrat, sans quoi ils seraient considérés comme propriété de l'État⁷⁸. Traités eux aussi comme de la marchandise, ils s'allièrent avec la population noire pour une Cuba égalitaire. Depuis les anciennes guerres d'indépendance perdues, symboles d'émancipation, le mécontentement de la population asiatique et de la population noire n'avait fait qu'augmenter. En effet, au sortir de la guerre des Dix Ans, le pacte de Zanjón garantit la liberté seulement « aux esclaves et aux colons asiatiques que l'on trouve aujourd'hui dans les rangs des insurgés »⁷⁹. Alors que la grande majorité des Noirs et des Chinois s'échinait dans des travaux forcés, seule une infime frange de ces travailleurs fut déclarée libre. Puis, en 1880, la couronne espagnole prononça la fin de l'esclavage et instaura le *patronato*. Le *patronato* consistait en une transition du travail servile en un travail salarié, instaurant un système de semi-servitude. L'esclave libéré devait pendant quelques années continuer à travailler pour son ancien propriétaire en échange d'un salaire dérisoire, de nourriture et de vêtements⁸⁰. Ce système d'esclavage camouflé prit fin en 1886. L'abolition de l'esclavage lésa cependant l'hégémonie de l'Espagne sur deux points. Premièrement, aucun changement profond ne fut remarqué. Faute de pouvoir être embauchés ailleurs, les esclaves affranchis restaient fréquemment chez leurs anciens maîtres, ce qui entraîna une déception dans la population de couleur. De plus, l'absence de trouble et de violence due à ce changement discréditait les arguments colonialistes. En effet, en maintenant la peur d'une révolte noire, l'Espagne dissuadait les luttes indépendantistes en se montrant garante de la sécurité dans l'île. Puisque cette menace se trouvait alors infondée, la présence espagnole à Cuba n'était plus justifiée⁸¹. Aussi, lorsque José Martí écrivit en 1893 que les races n'existaient pas⁸², les anciens esclaves et les coolies chinois adhérèrent au combat indépendantiste. Pour eux, et comme l'énonça plus tard Rafael M. Merchán, l'indépendance de Cuba signifiait la création d'une République où tous les hommes seraient considérés comme égaux :

78 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 330.

79 Emilio Luaces *et al.*, *Pacto del Zanjón*, [en ligne], Campamento de San Agustín, 1878, http://www.cubaeduca.cu/media/www.cubaeduca.cu/medias/pruebaingresohistoria/repaso_volumen%201/res/Pacto_del_Zanjon_.pdf (page consultée le 1^{er} mars 2019).

80 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 372.

81 Ada Ferrer, *La Guerre d'Indépendance cubaine – Insurrection et émancipation de 1868 à 1898*, Bécherel, Les Perséides, 2010, p. 135-136.

82 José Martí, « Mi raza », *op. cit.*

Lo que se teme es que los negros reclamen puestos bajo los arcos de triunfo, con el título de libertadores, conquistado en las sangrientas lides. ¿Y por qué no? Si somos verdaderos republicanos, verdaderos demócratas, hemos de reconocerles iguales ante el derecho, ante la ley, y si son nuestros iguales y han servido a la patria, no veo por qué se cometa la infamia de alejarlos con oprobio, como en los días de esclavitud.⁸³

Le Noir reconnu comme égal du Blanc pouvait en plus être reconnu comme héros de la nation. Tel héros, d'ailleurs, était personnifié par Antonio Maceo, général mulâtre de la guerre des Dix Ans qui n'accepta pas le pacte de Zanjón. On peut aisément imaginer l'influence que Maceo eut alors sur de nombreux esclaves, notamment lorsqu'il appela à prendre les armes durant la *Guerra Chiquita* dans son texte intitulé « ¡Viva Cuba independiente! » du 5 septembre 1879 : « Esclavos [...] recordad que vuestros compañeros que pelearon en la pasada guerra, conquistaron su libertad porque los cubría la bandera de Cuba; que es la de todos los cubanos; agrupaos pues, bajo de ella, y obtendréis libertas y derecho »⁸⁴. Antonio Maceo était la preuve que les Noirs pouvaient avoir un rôle actif dans l'histoire cubaine⁸⁵. La population chinoise qui vivait dans les mêmes conditions socio-économiques que la population noire suivit alors la même logique et s'affilia rapidement à la cause révolutionnaire⁸⁶.

D'autre part, la politique coloniale de l'Espagne s'étant souvent révélée maladroite, les Créoles comprirent que la création d'une République cubaine s'avérait plus avantageuse que la dépendance à une monarchie européenne. De plus, les jeunes républiques d'Amérique latine semblaient elles aussi prouver que l'indépendance était un projet viable. Paul Estrade écrit ainsi :

Tout régime oppresseur finit tôt ou tard par expier ses abus et ses crimes. Dans les années 1880-1890, cette loi morale s'incruste davantage dans l'histoire. L'indépendance inéluctable de Cuba (et de Porto Rico) n'étant que l'achèvement de l'indépendance politique du continent américain. Si celle-ci a eu lieu – et se trouve être admise par l'Espagne qui, en 1881, reconnaît sans

83 Rafael M. Merchán, *Cuba, Justificación de su Guerra de Independencia*, Bogota, La Luz, 1896, p. 57.

84 Eduardo Torres Cuevas *et al.*, *Selección de lecturas de pensamiento político cubano*, t. I, La Havane, Universidad de La Habana, 1984, p. 65.

85 Elsa Capron, *op. cit.*, p. 178.

86 Juan Jiménez Pastrana, *op. cit.*, p. 70.

exception le fait accompli –, celle-là ne peut être refusée, car elle procède des mêmes causes.⁸⁷

Les nations latino-américaines servaient de modèles et la France d'inspiration. La création d'une nation cubaine impliquait en effet de savoir sur quel système politique le pays allait se développer. Ainsi, la Révolution française, symbole de rejet du pouvoir monarchique, paraissait répondre aux attentes d'un peuple qui se voulait souverain. La devise républicaine française était réutilisée dans les écrits indépendantistes⁸⁸ au moment même où le Parti Révolutionnaire Cubain avait comme objectif la création d'une démocratie : « Art. 4° – El Partido Revolucionario Cubano [...] se propone [...] fundar en el ejercicio franco y cordial de las capacidades legítimas del hombre, un pueblo nuevo y de sincera democracia »⁸⁹. La guerre en projet, tout comme la république qui en émanerait, montrait aussi des aspects démocratiques dans le sens où tous pouvaient y prendre part. Ainsi, même si les indépendantistes luttèrent contre la couronne, ils respectaient et acceptaient les Espagnols. José Martí insistait : « esta vez, la revolución no es, ni lo fue antes, de cubanos contra españoles: sino de los cubanos y de los españoles contra el gobierno incapaz e incurable de España »⁹⁰. L'argument politique de cette guerre était bien de rejeter une tutelle étrangère et lointaine pour créer une république que Martí concevait moderne :

Desde sus raíces se ha de constituir la patria con formas viables, y de sí propia nacidas, de modo que un gobierno sin realidad ni sanción no la conduzcan a las parcialidades o a la tiranía. Sin atentar, con desordenado concepto de su deber, al uso de las facultades íntegras de constitución, con que se ordenen y acomoden, en su responsabilidad peculiar ante el mundo contemporáneo, liberal e impaciente, los elementos expertos y novicios, por igual movidos de ímpetu ejecutivo y pureza ideal, que con nobleza idéntica, y el título inexpugnable de su sangre, se lanzan tras el alma y guía de los primeros héroes, a abrir a la humanidad una república trabajadora.⁹¹

87 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 338.

88 Juan Gualberto Gómez, *Por Cuba Libre*, La Havane, Municipio de La Habana, 1954, p. 286.

89 José Martí, « Bases del Partido Revolucionario Cubano », *OC/EN*, t. I, p. 279.

90 *Idem*, « Las Noticias en Cuba y la impresión de los Españoles de la Isla », *Patria* du 26 janvier 1895, [en ligne], <https://www.dropbox.com/s/vn6i6z1i52hv79t/No146.pdf?dl=0> (page consultée le 22 mai 2019).

91 *Idem*, *Manifiesto de Montecristi*, *op. cit.*, p. 99-100.

Ainsi, Cuba se construirait en suivant l'exemple d'autres pays, puis une fois formée, deviendrait à son tour un modèle pour le monde entier. Cette vision politique qui était une des raisons de la guerre traduisait l'aspect patriotique d'une telle entreprise.

Car les indépendantistes parlaient en guerre par patriotisme. La patrie, comme disait José Martí, était « la portion d'humanité » dans laquelle on naissait et qu'on devait protéger des « monarchies inutiles, des religions ventruées ou des politiques insolentes ou avides »⁹². D'ailleurs, comme l'écrivait Juan Gualberto Gómez dans « Por qué somos separatistas », Cuba était par son histoire complètement opposée à la politique, à la religion et même à la culture espagnole. La monarchie et sa religion avaient selon lui fait sombrer l'Espagne dans l'obscurantisme et entraîné l'appauvrissement de sa culture. Aux antipodes, Cuba était un pays d'Amérique mû par des idées républicaines qui encourageaient les évolutions socio-économiques. Plus encore, en freinant le développement de ses colonies, l'Espagne avait poussé Cuba à apprendre de ses voisins émancipés :

Cuba, en cambio, por lo mismo que poco recibía de la Metrópoli en ese concepto, ha tenido que tomar del extranjero enseñanzas y ejemplos. Y como por otro lado ni tuvo que luchar contra hábitos industriales fuertemente arraigados, ni que vencer desesperadoras arideces de la tierra, ni que allanar obstáculos nacidos de opuestas necesidades co-provinciales, es lo cierto que fue antes que su Metrópoli asequible a los adelantos agrícolas y a los progresos industriales.⁹³

Au yeux de l'auteur, Cuba paraissait une île forte, jouissant d'un milieu favorable et dotée d'un peuple bienveillant. Ce peuple qui, d'ailleurs, n'était « ni espagnol, ni africain »⁹⁴, mais bien cubain. Alors, si un peuple cubain existait, il fallait se battre pour lui donner une patrie.

Par ailleurs, si ces arguments indépendantistes (l'égalité entre hommes de différentes couleurs, la démocratie et le patriotisme) étaient avancés depuis la première guerre d'indépendance, c'est bien en 1895 qu'ils furent le plus suivis. Mais la frénésie

92 *Idem*, « En casa », *Patria* du 26 janvier 1895, [en ligne], *op. cit.*

93 Juan Gualberto Gómez, *op. cit.*, p. 248.

94 *Ibid.*

indépendantiste n'aurait en réalité pas eu de réel impact sans une motivation solide : l'économie.

Suite à la révolution industrielle et à l'adoption d'une économie capitaliste, la Grande-Bretagne trouvait plus d'avantages économiques à l'abolition de l'esclavage qu'à son maintien. Le Parlement britannique interdit la traite négrière dès 1807 pour ensuite abolir l'esclavage en 1833. L'Empire britannique étendit alors sa lutte abolitionniste à l'international. En privant ses concurrents de leur main-d'œuvre servile, elle maintenait sa position hégémonique sur la diplomatie et le commerce mondial. La chasse aux négriers impacta donc le commerce triangulaire et les effets s'en ressentirent à Cuba. Le prix des esclaves débarqués sur l'île ne cessa d'augmenter jusqu'en 1867, date de l'arrivée des derniers captifs⁹⁵. Dans un souci de rentabilité, les propriétaires appliquèrent la politique du « bon traitement », améliorant ainsi la qualité de vie de leurs esclaves pour que ceux-ci ne meurent pas, ou plutôt, moins prématurément⁹⁶. Cette politique ayant cependant un coût, le système du *patronato* fut adopté. Cet esclavage déguisé s'avéra toutefois plus coûteux que le travail salarié et les propriétaires préférèrent affranchir les esclaves qui allèrent grossir les rangs du prolétariat naissant⁹⁷. Si les arguments humanistes étaient bien souvent avancés pour justifier l'abandon de l'esclavage, c'est bien l'économie qui y mit un terme. L'époque esclavagiste laissait place au marché du travail capitaliste.

Ainsi la population noire vint s'installer dans les quartiers populaires, où les travailleurs européens et créoles vivaient déjà. Cette mixité d'ethnies et d'origines, facteur de tensions et de ségrégation⁹⁸, servit cependant la cause indépendantiste. En évoquant déjà l'exemple de la guerre des Dix Ans, où Blancs et non-Blancs avaient combattu côte à côte contre l'Espagne, les indépendantistes justifiaient une union interracial. De plus, grâce à une littérature qui promouvait la réhabilitation de l'homme noir dans un roman national, l'ancien esclave africain devint Cubain⁹⁹. Si l'acceptation de la population noire dans les écrits indépendantistes semble relever de la manipulation démagogique, il convient de noter que plusieurs de ses auteurs étaient eux-mêmes noirs, donc a priori garants d'une certaine honnêteté dans leurs propos. Juan Gualberto Gómez

95 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 356.

96 Elsa Capron, *op. cit.*, p. 151.

97 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 372.

98 Ada Ferrer, *op. cit.*, p. 183.

99 *Ibid.*, p. 168.

écrivait ainsi : « Cuba [...] es un pueblo americano. La influencia del medio ha ido operando insensible, pero seguramente, sobre las razas que lo habitan; de tal suerte que ni el hijo del peninsular es español ni el hijo del negro es africano »¹⁰⁰. L'identité cubaine semblait donc être issue d'une mixité raciale, recherchée surtout pour contrer les propos colonialistes : Noirs et Blancs pouvaient vivre en harmonie sans l'intervention du gouvernement espagnol. Par ailleurs, la création d'une identité commune légitimait aussi la fondation d'un État démocratique et libéral. Comme le rapporte Sylvie Bouffartigue, « l'objectif essentiel de la guerre de 1895 était l'établissement de la république démocratique de Cuba, "*con todos y para el bien de todos*" »¹⁰¹. La nation créée par et pour les Cubains reposait donc sur des principes démocratiques, permettant à tous d'avoir des droits et des libertés. À l'opposé du système colonialiste qui avait jusque-là permis les « privilèges du secteur agraire latifundiaire, du secteur spéculatif financier et du secteur commercial en position de monopole »¹⁰², José Martí – entre autres – prévoyait la constitution d'un État libéral favorisant la liberté commerciale de chacun. Offrant à tous la possibilité de s'enrichir, l'État aurait ainsi la garantie d'avoir le soutien d'une large frange de la population.

Le rêve d'un futur prospère était d'autant plus renforcé que Cuba connaissait une véritable crise économique au sortir des deux guerres. Dans un paysage économique complètement dévasté, l'Espagne prit une série de décisions minant son autorité. Pour recouvrer l'argent investi dans les guerres, la mère patrie augmenta les taxes coloniales, l'endettement espagnol incombant aux insulaires. Cette punition fiscale survint au moment même où le *patronato*¹⁰³ était instauré. Dans un contexte du marché mondial exigeant, cette politique coloniale peu clémente vint d'autant plus exaspérer les Cubains. En effet, lorsque Cuba ne put assurer ses récoltes de sucre durant la guerre des Dix Ans, la production sucrière fut encouragée à l'international. Quant aux pays qui ne pouvaient pas cultiver la canne, à l'instar de l'Espagne, ils se mirent à produire du sucre de betterave¹⁰⁴. Ce développement mondial eut pour conséquence la baisse du prix du sucre et Cuba, de retour sur le marché, ne parvint pas à écouler son stock. Cette crise de

100 Juan Gualberto Gómez, *op. cit.*, p. 248.

101 Sylvie Bouffartigue, *op. cit.*, p. 51.

102 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 524.

103 Louis A. Pérez, « Toward Dependency and Revolution: The Political Economy of Cuba between Wars, 1878-1895 », *Latin American Research Review*, vol. 18, n° 1, 1983, p. 128-129.

104 *Ibid.*, p. 128.

l'économie sucrière impacta d'autres secteurs de l'économie cubaine¹⁰⁵, démontrant ainsi l'inefficacité de l'Espagne à garantir la prospérité de sa colonie.

La couronne ne parvenant pas à protéger l'économie cubaine, les États-Unis se présentèrent comme une alternative. Poussés par une politique expansionniste, les États-Unis avaient en effet étendu leur emprise économique au-delà du détroit de Floride. Alors que dans la première moitié du XIX^{ème} siècle ils représentaient déjà un allié financier majeur pour Cuba, ils investirent davantage dans son économie à la fin des années 1880. De son côté, l'Espagne, par sa politique protectionniste, bridait les intérêts cubains, entraînant par là même le mécontentement de l'oligarchie créole. Malgré tout, sous la pression des exportateurs cubains, l'Espagne concéda un accord avec les États-Unis en 1891 : l'accord Foster-Cánovas¹⁰⁶. Celui-ci stipulait de nouvelles conditions douanières entre les deux pays ce qui permit l'ouverture du marché nord-américain au sucre cubain. Les conséquences de cette nouvelle politique se firent vite ressentir : les États-Unis absorbaient près de 90 % de la production sucrière de l'île tandis que 40 % des importations cubaines étaient nord-américaines¹⁰⁷. Cuba se releva alors rapidement de sa crise financière tandis que les États-Unis lui démontraient la nécessité de s'émanciper de la tutelle coloniale¹⁰⁸. Cependant, cet accord créa une dépendance économique qui s'avéra désastreuse lorsque les États-Unis et l'Espagne décidèrent d'y mettre fin en 1894. Comme le rapporte Louis A. Pérez : « an impenetrable protectionist wall reappeared around the island in mid-1894, reviving in Cuba memories of the worst features of Spanish commercial exclusivism »¹⁰⁹. La production et l'exportation sucrière chutèrent alors drastiquement, entraînant avec elles les autres secteurs d'activité économique. De nouveau la crise s'abattit sur le pays, attisant vigoureusement les élans indépendantistes : l'indépendance signifiait maintenant l'achèvement des contraintes commerciales dont pâtissait l'île.

105 Ada Ferrer, *op. cit.*, p. 138.

106 Louis A. Pérez, *op. cit.*, p. 135.

107 *Ibid.*, p. 136.

108 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 375.

109 Louis A. Pérez, *op. cit.*, p. 137.

II – Les opinions libertaires sur la guerre

Alors que dans les années 1880, José Martí démontrait la nécessité d'une guerre pour accéder à l'indépendance, les anarchistes, eux, restaient éloignés de la mouvance séparatiste. Influencés par la théorie libertaire, les ouvriers cubains considéraient la guerre patriotique comme l'invention « d'une société bourgeoise pour nous [les travailleurs] maintenir esclaves »¹¹⁰. Car, dans le passé, toutes les guerres d'indépendance ainsi que les revendications séparatistes avaient émané de l'oligarchie créole¹¹¹. L'opposition entre ces classes éloignait donc le prolétariat du débat indépendantiste, à tel point que même les autorités espagnoles laissaient les ouvriers s'organiser puisqu'ils ne remettaient pas l'ordre colonial en question. Cependant, alors que dans les années 1880 les libertaires jouissaient d'une relative liberté d'organisation, l'arrivée du capitaine général Camilo García de Polavieja en 1890 marqua le début de répressions anti-ouvrières¹¹². Par cette intransigeance espagnole, leur sentiment anticolonialiste s'intensifia. En 1891, des organisations ouvrières d'émigrés cubains de Tampa invitèrent José Martí à exposer son programme¹¹³. Dès son premier contact avec le monde prolétaire, Martí, grâce à son discours populiste « *con todos y para el bien de todos* », conquit une large part de l'assemblée. En promettant les avancées sociales que les libertaires revendiquaient depuis des années, il parvint à rattacher certains anarchistes à sa cause. Alors que le désir d'indépendance s'immisçait peu à peu dans la classe ouvrière, la question de l'engagement devint incontournable dans le milieu libertaire. Ainsi, le Congrès Régional Cubain, tenu du 15 au 19 janvier 1892 à La Havane, lança le débat sur la nécessité de soutenir la lutte pour l'indépendance de l'île. Tout en s'alignant sur les principes de la théorie anarchiste, les soixante-quatorze délégués du congrès en vinrent à la conclusion que la réelle liberté de la classe prolétaire se trouverait dans une révolution sociale et non politique. Par ailleurs, acceptant toute « avancée vers la liberté », on ne pouvait s'opposer à la lutte d'un peuple voulant s'émanciper d'un autre peuple :

110 Enrique Roig San Martín, « Dios, patria y familia », *op. cit.*, p. 469.

111 Susana Sueiro Seoane « Anarquismo e independentismo cubano: las figuras olvidadas de Enrique Roig, Enrique Creci y Pedro Esteve », *Espacio Tiempo y Forma. Serie V, Historia Contemporánea*, n° 30, Madrid, UNED, 2018, p. 104.

112 *Ibid.*

113 Joan Casanovas Codina, *op. cit.*, p. 38.

1) El Congreso reconoce que la clase trabajadora no se emancipará hasta tanto no abrace las ideas del socialismo revolucionario, y por tanto aconseja a los trabajadores de Cuba el estudio de dichas ideas para que analizándolas puedan apreciar como aprecia el Congreso las inmensas ventajas que estas ideas proporcionan a toda la humanidad, al ser implantadas.

2) Que si bien hace la anterior afirmación en su sentido más absoluto, también declara que la introducción de estas ideas en la masa trabajadora de Cuba, no viene, no puede venir a ser un obstáculo para el triunfo de las aspiraciones de emancipación de este pueblo, por cuanto sería absurdo que el hombre que aspira a su libertad individual se opusiera a la libertad colectiva de un pueblo, aunque la libertad a que ese pueblo aspire sea esa libertad relativa que consiste en emanciparse de la tutela de otro pueblo.¹¹⁴

Tout en soulignant que la véritable lutte émancipatrice ne se trouvait pas dans une guerre patriotique et par là même totalement politique, les délégués adoptèrent une position tolérante et ouverte face à l’engagement indépendantiste. Cette décision créa des tensions dans la communauté anarchiste cubaine et internationale : alors que certains s’engageaient dans la guerre, d’autres préférèrent rester dans une position de neutralité politique, refusant toute action militaire.

En suivant les opinions d’Enrique Roig San Martín – qui, rappelons-le, avait été l’éditeur du journal libertaire à large audience *El Productor* – certains anarchistes appelaient à la neutralité face au conflit. La guerre, déjà en tant que moyen, ne présentait aucun avantage pour la classe ouvrière¹¹⁵. Les conflits armés entre plusieurs groupes politiques étaient vus comme le moyen de tenir le peuple en esclavage¹¹⁶ et, comme le soulignait Léon Tolstoï (réédité par la suite dans les journaux libertaires), « comme l’ultime grade de violence nécessaire au maintien de l’organisation sociale »¹¹⁷. De plus, l’objectif de cette guerre était de mettre en place une république. Les libertaires, antipolitiques par principe, ne pouvaient que refuser de s’y engager. Selon eux, les républiques avaient toujours opprimé le peuple et réprimé l’idéal

114 *El Trabajo. Órgano oficial de la Junta Central de Trabajadores de la Región Cubana*, año II , n° 12, Ceiba del Agua, 27 mars 1892, cité dans Arturo Vilchis Cedillo, *op. cit.*, p. 158. (Annexe A).

115 Frank Fernández, *op. cit.*, p. 42.

116 Enrique Roig San Martín, « Dios, patria y familia », *op. cit.*, p. 469.

117 Léon Tolstoï, « El servicio militar obligatorio », *La Idea libre* du 31 décembre 1898, cité dans Rafael Núñez Florencio, « Los anarquistas españoles y americanos ante la guerra de Cuba », *Hispania*, n° 179, 1991, p. 1083-1084.

anarchiste : « [los anarquistas] opinaban que una república en Cuba no cambiaría la situación social del país y ponían como ejemplo a las demás *repúblicas* del continente. [...] Desde Alaska hasta la Patagonia se perseguía a los anarquistas con el mismo celo que lo hacía España »¹¹⁸. Si la guerre et la question de l'indépendance semblaient déjà desservir le projet anarchiste, le débat quant à l'engagement belliciste divisait sa communauté. Ainsi, comme le rapportait Pedro Esteve (anarchiste catalan convaincu que la guerre ne servait que les intérêts bourgeois), le patriotisme s'immisçait dans le débat sur l'indépendance et divisait la classe ouvrière. Pour lui, le patriotisme et l'engouement politique représentaient un « fléau » qui, pouvait-on lire dans son journal, désunissait les travailleurs et leur faisait abandonner toute lutte pour « leur classe » : « la política, la maldita política, ha desunido en poco tiempo a la masa obrera, exponiéndola indefensa a los golpes de la burguesía »¹¹⁹. Sur le plan international aussi le débat était ouvert. Certains anarchistes, avec en tête de proue Emma Goldman et Pierre Kropotkine¹²⁰, s'opposaient à l'engagement dans le conflit armé. Depuis l'Espagne, le journal *La Nueva Idea* écrivait ainsi :

Es de veras lamentable que aquellos revolucionarios cubanos empleen sus energías y expongan sus vidas por una causa que al fin y al cabo, a nuestro entender, poco o ningún beneficio les ha de reportar. [...] Se emanciparían de un gobierno para ser esclavo del otro.¹²¹

Si une frange de la communauté libertaire choisissait la neutralité, la tendance indépendantiste semblait cependant s'imposer.

Bien que la majorité des anarchistes indépendantistes se trouvait à Tampa et Key West (majoritairement des Cubains forcés à l'exil par répression), des sympathisants à l'indépendance se comptaient dans le monde entier. Tout d'abord, ce qui les motivait à prendre les armes était le désir de voir Cuba s'affranchir de siècles de domination étrangère¹²². De surcroît, cette hégémonie étant violente, il fallait d'autant plus s'en

118 Frank Fernández, *op. cit.*, p. 43.

119 « Correspondencia », *La Alarma* du 31 décembre 1893, La Havane, cité dans Susana Sueiro Seoane, *op. cit.*, p. 114.

120 Arturo Vilchis Cedillo, *op. cit.*, p. 166.

121 « Lo de Cuba », *La Nueva Idea* du 16 mars 1895, cité dans Rafael Núñez Florencio, *op. cit.*, p. 1086.

122 Susana Sueiro Seoane, *op. cit.*, p. 105.

libérer. Élisée Reclus qui faisait partie du Comité Français de Cuba Libre¹²³ rapportait : « L'amour du sang a tellement enivré, tellement affolé les cléricaux espagnols, qu'ils acceptent volontiers de perdre leurs colonies de Cuba et des Philippines pourvu qu'avant l'abandon définitif, ils aient pu fusiller, massacrer, assassiner des milliers d'hommes combattant pour la liberté »¹²⁴. Aux yeux des libertaires, l'Espagne représentait un gouvernement tyrannique qui opprimait un peuple étranger et qui l'empêchait de prospérer. Les anarchistes, qui encourageaient toujours chaque peuple à s'émanciper d'une tutelle quelconque, se devaient donc de soutenir la cause indépendantiste. Par ailleurs, bien que certains d'entre eux fussent guidés par un sentiment patriotique, leur grande majorité voyait en cette guerre un simple moyen pour atteindre une réelle émancipation sociale.

Leur engagement dans les rangs de l'Armée indépendantiste cubaine (Ejército independentista cubano) pourrait surprendre si on ne cherchait pas la véritable cause de cet embrigadement. José Martí s'était-il révélé si bon orateur pour convaincre les libertaires les plus dévoués à se battre pour une république ? En partie, oui. On a ainsi l'exemple de Carlos Baliño, un anarchiste cubain qui, dès 1892, participa à la création du PRC tout en appelant les anarchistes à se battre au côté du peuple insurgé¹²⁵. Par ailleurs, la majorité des libertaires engagés ne luttaient pas pour la république comme une fin en soi mais cherchaient à s'en servir comme moyen. En effet, la république dont Martí rêvait était démocratique et en certains points, tolérante. Les anarchistes qui ne parvenaient plus à se battre dans la Cuba coloniale à cause de la répression pensaient qu'il leur serait plus facile de lutter dans la République martinienne. Aussi, on pouvait trouver dans les lignes du journal libertaire de Tampa *El Esclavo* :

Y fíjate bien en que sólo te hablo de independencia, no de libertad, no de si se establecerá aquí república federal o unitaria, o imperio, o monarquía. Eso nada nos importa en el momento a los anarquistas. Lo trascendental para nosotros

123 Le Comité Français de Cuba Libre, fondé en 1895 par le portoricain Ramón Emeterio Betances à Paris, servait de réseau d'entraide pour les indépendantistes cubains tout en assurant la diffusion de la cause en Europe. On y retrouvait des libertaires tels que Éli et Élisée Reclus, Charles Malato, Louise Michel... Voir à ce sujet Paul Estrade, « L'émigration cubaine de Paris (1895-1898) : Premières observations sur sa participation à la "Guerre de Martí" », *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 16, 1971, p. 33-53.

124 Élisée Reclus cité dans Fernando Tarrida del Mármol, *Les inquisiteurs d'Espagne : Montjuich, Cuba, Philippines*, Paris, P.-V. Stock, 1897, p. 102.

125 Susana Sueiro Seoane, *op. cit.*, p. 115.

está en la independencia de este pueblo, que una vez independiente nos será más fácil echar abajo cualquier gobierno que se establezca.¹²⁶

Mettre en place une république, jeune et encore fragile, pour ensuite mieux la renverser. Si l'émancipation du peuple était réellement recherchée, elle ne s'atteindrait pas avec la république de Martí : l'engagement au côté du PRC était donc stratégique. Conscients que les guerres étaient toujours des conflits d'intérêts économiques, les anarchistes cherchaient eux aussi à en tirer profit. Alors que le recours à la violence était de plus en plus adopté dans le milieu¹²⁷, s'engager dans le conflit armé signifiait se battre pour l'anarchisme. L'heure était à l'action et si le pays était en guerre, il fallait partir au combat :

La lucha es de intereses, y debemos aprestarnos a defender los nuestros, que son diametralmente opuestos a los del tirano español y a los de los que pretenden implantar en Cuba otra dominación. No debemos servir ni a los unos ni a los otros, y sí a nosotros mismos. Lo importante es de no dejarnos robar ni por los españoles, ni por los cubanos ni por nadie. Debemos acabar de una vez y para siempre jamás con la tiranía y la explotación. ¿Cómo? Destruyendo los privilegios, aboliendo las clases.¹²⁸

Les anarchistes avaient donc la conviction qu'ils devaient être les protagonistes de la guerre pour montrer au peuple leur présence et mieux propager leur idéal. Premièrement, il fallait libérer le peuple d'une tutelle étrangère. Ensuite, se battre pour la révolution sociale. Pedro Esteve écrivait ainsi dans *El Despertar* : « en resumen, nuestro primordial empeño debe constituir en convertir la guerra en revolución »¹²⁹. L'engagement des libertaires dans cette guerre était alors plus compréhensible, notamment lorsque ces derniers étaient impliqués dans des organisations qui promouvaient le PRC et la création d'une république.

126 « Filípica a un patriota disfrazado de anarquista », *El Esclavo* du 11 septembre 1895, Tampa, cité dans Rafael Núñez Florencio, *op. cit.*, p. 1090.

127 Le recours à la violence, notamment par la propagande par le fait (stratégie d'action politique de la fin du XIX^{ème} siècle qui, à travers des actes violents, cherche une prise de conscience populaire hors de la légalité), était adopté dans l'île dès 1890. Pour certains anarchistes, le système capitaliste reposant sur des bases violentes, c'était par la violence qu'il fallait y mettre fin.

128 « Al pueblo », *El Despertar* du 10 mars 1895, New York, cité dans Rafael Núñez Florencio, *op. cit.*, p. 1085.

129 Pedro Esteve, « Cartas abiertas », *El Despertar* du 30 mars 1895, New York, cité dans Rafael Núñez Florencio, *op. cit.*, p. 1085-1086.

III – Comment rallier le peuple à la cause indépendantiste ?

En 1886, la censure fut abolie et Cuba jouit d'une relative liberté d'expression. Les publications des indépendantistes augmentèrent et devinrent de plus en plus subversives. Par ailleurs, c'est hors de l'île, là où l'exil avait regroupé nombre de séparatistes, que l'on trouvait les écrits les plus séditeux. L'écriture avait bien vite été perçue comme une arme de guerre, capable de rassembler, de motiver et d'exalter les masses. Aussi, à Cuba comme ailleurs, maintes organisations politiques ou syndicales avaient leur propre publication, témoignant du rôle central de cet instrument d'information et de propagande.

Le périodique séparatiste le plus diffusé fut *Patria* (New York), fondé par José Martí en 1892. À travers ces pages, le lecteur était amené à se familiariser avec le PRC, le futur État démocratique cubain et l'idée d'une « guerre nécessaire ». Pour créer un idéal patriotique, les anciens combattants des guerres indépendantistes étaient magnifiés alors même que leurs échecs servaient de leçon. En glorifiant l'éducation et la connaissance, le journal encourageait son audience à s'élever intellectuellement – voire spirituellement –, à ne plus craindre la souffrance, mais plutôt à se diriger vers une mort héroïque qui délivrerait Cuba de son joug colonial¹³⁰. De tels propos étaient adoptés par d'autres indépendantistes, souvent affiliés au PRC, à travers leurs écrits ou leurs discours. La caractéristique commune qui en ressortait était la volonté de toucher une audience toujours plus large. Comme le rapporte Louise Bénat-Tachot, « Martí chante la paix et exalte la guerre nécessaire, fait l'apologie de la culture et de l'éducation, mais aussi celle de l'homme naturel ; il est un homme exilé et un poète du dedans, un poète de la mort, de la souffrance mais aussi de la vie, de la virilité de l'homme cubain »¹³¹. Alors, sous ces nombreuses facettes, comment José Martí et le mouvement séparatiste en général parvinrent à rallier le peuple, aussi pluriel soit-il, à la cause indépendantiste ?

L'année 1886 marque l'abolition de l'esclavage et du *patronato*. Mais pour autant la lutte pour l'égalité raciale était loin d'être terminée. Bien que les anciens esclaves et les coolies chinois se soient installés dans les quartiers populaires en se

130 Ada Ferrer, *op. cit.*, p. 160-161.

131 Louise Bénat-Tachot, « De l'évocation à l'incantation, de l'incantation à la preuve. Les usages de la mention de José Martí par Fidel Castro (1953-1962) », *Mots. Les langages du politique*, n° 93, 2010, p. 11.

mélangeant au prolétariat européen, créant une mixité notoire¹³², les discriminations ne cessèrent pas. Alors qu'à la fin des années 1880 les Noirs avaient obtenu l'autorisation d'emprunter les routes, d'utiliser les transports publics et d'être servis dans les établissements publics, il était fréquent qu'on leur refuse ces droits¹³³. Des organisations se fondèrent alors en faveur de l'égalité raciale, tout en se destinant à l'éducation des anciens esclaves : la presse d'auteurs de couleur se créa, permettant l'intégration de la question noire dans l'actualité du pays.

En décembre 1893, suite à une importante campagne pour les droits civiques et dans un souci de rallier la population de couleur à l'ordre colonial, le capitaine général de Cuba lui concéda de nouveaux droits (possibilité d'accéder aux écoles publiques, fin des mentions ethniques sur les registres civils et paroissiaux, etc.)¹³⁴. Le mouvement séparatiste saisit cette occasion pour réaffirmer sa solidarité avec la cause noire tout en s'attaquant au gouvernement espagnol. En rappelant que les révolutionnaires de 1868 avaient libéré leurs esclaves, José Martí écrivait que l'Espagne avait « vingt-cinq ans de retard » sur la révolution indépendantiste. Il ajoutait également que si l'homme blanc et l'homme noir étaient égaux par leur nature, ils l'étaient aussi par leurs mérites, et que la guerre des Dix Ans l'avait suffisamment prouvé :

Allá, veinticinco años hace, es donde se concedió la igualdad social. Allá, veinticinco años hace, es donde se visitaron como hermanos blancos y negros. [...] Allá, veinticinco años hace, fue donde los negros sirvieron, por el mérito, a los órdenes del blanco, y los blancos, por el mérito, a los órdenes del negro. Allá, veinticinco años hace, concedió la revolución cubana al negro el paseo igual, el saludo igual, la escuela igual.¹³⁵

Afin d'incorporer la population de couleur aux rangs séparatistes, il était nécessaire de démontrer, à travers des propos post-esclavagistes égalitaires, que les indépendantistes et les Noirs avaient un but commun : l'égalité et la liberté des Cubains, qu'ils soient noirs ou blancs.

132 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 356.

133 Ada Ferrer, *op. cit.*, p. 182-184.

134 *Ibid.*

135 José Martí, « El plato de lentejas », *OC/EN*, t. III, p. 30.

En janvier 1890, José Martí et Rafael Serra, ouvrier noir du tabac, fondèrent *La Liga* : association qui accueillait, protégeait et éduquait les Cubains et Portoricains de couleur à New York. Martí y étant le président honoraire et l'inspecteur pédagogique, il avait la possibilité d'en contrôler les activités, les programmes et les comptes¹³⁶ : en somme, la direction que prenait *La Liga* ne lui était pas inconnue. L'organisation, en plus d'être un centre récréatif et éducatif, ancrerait chez ses élèves un profond désir indépendantiste¹³⁷. En « créant des hommes », comme Martí l'écrivait à Rafael Serra¹³⁸, le *Maestro* avait en effet conscience qu'il les emmenait vers l'idéal du PRC. Les partisans du PRC prônaient la connaissance, l'entraide, le patriotisme, valeurs qui étaient inculquées dans les salles de l'association, notamment animée par des membres du parti¹³⁹. *La Liga* new-yorkaise eut un tel succès chez les ouvriers de couleur que Martí en fonda une deuxième un an plus tard à Tampa, foyer majeur des ouvriers exilés cubains aux États-Unis. Le PRC avait déjà un journal (*Patria*), il avait maintenant une école – bien que n'ayant, « statutairement, aucun caractère politique »¹⁴⁰.

Enfin, les écrits indépendantistes mettaient en avant le caractère héroïque de chaque homme de couleur s'étant battu pendant la guerre de 1868. Les propriétaires séparatistes, pouvait-on lire, avaient libéré leurs esclaves et ces derniers avaient lutté avec eux. Alors, pleins de gratitude envers la révolution – elle qui « fut la mère, [...] la sainte, [...] celle qui saisit le fouet du maître, [...] celle qui donna vie à l'homme noir de Cuba »¹⁴¹ – les Noirs, par logique historique, devaient se joindre à la lutte contre la couronne espagnole. Ce faisant, ils devenaient patriotes et héros de la nation. Ce genre d'argumentaire se retrouvait aussi bien chez les écrivains blancs que noirs¹⁴². À ce titre, la figure du journaliste noir Juan Gualberto Gómez est intéressante. Largement lu et reconnu par la communauté noire, Gómez se trouvait être un agent clandestin du PRC à La Havane¹⁴³. Il appelait à l'indépendance de l'île et ses lecteurs retrouvaient dans les lignes de son journal *La Igualdad* des témoignages élogieux sur José Martí : « le Martí ami des Noirs : le défenseur zélé de la liberté, de l'honneur, de la culture et de la dignité

136 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 197.

137 Jean Lamore, *José Martí : la liberté de Cuba et de l'Amérique latine*, Paris, Ellipses, 2007, p. 177.

138 José Martí, Lettre à Rafael Serra, septembre 1890, *OC/EN*, t. XX., p. 373.

139 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 442.

140 *Ibid.*, p. 197-198.

141 José Martí, « El plato de lentejas », *op. cit.*, p. 27.

142 Ada Ferrer, *op. cit.*, p. 178.

143 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 441.

du Cubain de couleur »¹⁴⁴. On ne peut qu’imaginer le genre d’impact que ces phrases pouvaient avoir chez ses lecteurs qui trouvaient enfin un parti politique ouvert à tous. José Martí avait su, semble-t-il, faire évoluer sa pensée et son image, lui qui, douze ans auparavant, avait avancé non sans un certain paternalisme que « les hommes de couleur cubains savent [...] que l’homme cultivé souffre dans la servitude politique plus que l’homme ignorant dans la servitude de la plantation »¹⁴⁵. Si le PRC pouvait aisément convaincre la population de couleur – en manque de représentation dans la sphère politique – une autre catégorie socio-professionnelle intéressait le parti : celle des petits propriétaires.

En se reportant à la liste des participants aux assemblées de fondation du PRC (4 et 5 janvier 1892 à Key West), on remarque que la majorité d’entre eux étaient des propriétaires de fabriques de cigares ou d’établissements publics¹⁴⁶. Cette bourgeoisie exilée, souvent à la tête de clubs indépendantistes, cherchait à grossir les rangs du parti en recrutant les petits propriétaires restés à Cuba. C’est en avançant des arguments économiques, politiques et sociaux que leur discours fut entendu et adopté. Au sortir de la guerre des Dix Ans, la situation changea pour les esclaves mais aussi pour les propriétaires terriens. Ceux qui avaient combattu pour l’indépendance furent « punis » par la couronne espagnole : leurs terres étaient confisquées et redistribuées. Simultanément, l’économie esclavagiste fit place à l’économie libérale et la crise s’abattit sur les provinces touchées par le conflit. Les cultivateurs, toujours plus imposés, se retrouvaient vulnérables sur un marché impitoyable. Au moment même où le salariat se créait, l’« *ingenio central* » (immense centre de production) annexait les plus petites exploitations agraires. Face à cette évolution économique, il n’y eut aucune initiative de la part du gouvernement et les propriétaires les plus modestes se retrouvèrent dépourvus. Le PRC, bien qu’acceptant le système des classes, s’opposait fermement à l’organisation latifundiaire coloniale. Le parti considérait que ces grands monopoles, souvent issus de l’oligarchie créole-espagnole, desservaient la cause commune d’une république juste. Les séparatistes appelèrent alors la petite bourgeoisie à se soulever contre ces puissances économiques ralliées aux partis colonialistes ou annexionnistes¹⁴⁷. Bien sûr, quelques-unes de ces catégories professionnelles étaient

144 Juan Gualberto Gómez, « José Martí », *La Igualdad* du 1^{er} juin 1892, cité dans Paul Estrade, *op. cit.*, p. 196.

145 José Martí, Discours prononcé le 24 janvier 1880 au Steck Hall de New York, *OC/EN*, t. IV, p. 204.

146 Paul Estrade, Appendice D, *op. cit.*, p. 622.

147 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 525.

réticentes à l'indépendance mais la maladresse de la politique espagnole servait fréquemment le PRC. Ainsi, les éleveurs de la région de Camagüey, généralement sourds aux appels révolutionnaires, s'unirent au PRC lorsqu'un nouvel impôt sur le bétail entra en vigueur. Martí écrivit à Antonio Maceo : « el Gobierno [...] ni los alivia sino con un nuevo impuesto de ganado, que ha convertido hacia nosotros a los más tibios »¹⁴⁸. Face à l'immobilisme de l'État espagnol, les petits propriétaires se rangèrent derrière le PRC de manière significative¹⁴⁹.

L'économie capitaliste ouvrant la voie aux investissements étrangers, un autre acteur prit place sur la scène économique de l'île : les États-Unis. Déjà clients privilégiés de Cuba depuis les années 1830¹⁵⁰, les Nord-Américains adoptèrent à partir de 1890 une politique néocolonialiste sur le plan économique. Si le commerce américano-cubain permettait aux insulaires de s'ouvrir au marché extérieur en dehors de l'Espagne, il ne fit en réalité que créer une dépendance. Encore trop fragile, l'économie cubaine devenait tributaire de celle des États-Unis. Les crises financières de 1884 et 1893 montrèrent à quel point les fluctuations du marché extérieur pouvaient frapper l'économie cubaine et la rendre chaque fois plus dépendante du monopole états-unien¹⁵¹. Suite à ces crises, le discours anti-impérialiste du PRC conquiert les propriétaires qui n'avaient pas pu sauver leurs biens. À la suite de la Conférence Panaméricaine de Washington en 1889 – organisée dans le but de fonder une alliance favorable au développement des trusts commerciaux et financiers entre les Républiques américaines – José Martí avait mis en garde contre l'impérialisme grandissant des États-Unis. Expliquant l'absence d'autonomie que cette initiative imposait aux pays latino-américains¹⁵², Martí ramena à lui une importante frange de la petite bourgeoisie qui avait pâti de cette dépendance.

Si le PRC séduisait tant la petite bourgeoisie cubaine, c'était parce qu'il promettait l'instauration d'une république protectionniste et harmonieuse. Protectionniste d'abord, car si Cuba voulait être indépendante et autonome, elle n'y parviendrait que grâce à un État protecteur. Les produits nationaux devaient être favorisés et le travail des citoyens valorisé : « la guerra se ha de hacer [...] para poner

148 José Martí, Lettre à Antonio Maceo du 7 juillet 1894, *OC/EN*, t. III, p. 229-230.

149 *Ibid.*, p. 414.

150 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 322.

151 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 414.

152 José Martí, « ¡A Cuba! », *Patria* du 27 janvier 1894, *OC/EN*, t. III, p. 52-53.

los productos de la Isla [...] en sus mercados naturales; para dar suelo propio y permanente a las industrias cubanas »¹⁵³. Il n'était plus question de brader les récoltes des zafras en fonction des aléas de l'économie mondiale ni de se défaire des industries nationales en faveur d'entreprises étrangères. Pour le PRC, il fallait protéger les travailleurs cubains, garants de la richesse du pays. Benjamín Guerra, trésorier du PRC, s'exprimait ainsi :

Queremos fundar la república [...] para que el cubano no tenga que exportar sus aptitudes, o fundar en el peñón de Key West, o en los desiertos de Ocala o Thomasville, sino que empleen sus aptitudes cubanos y españoles, [...] bajo la sombra de instituciones democráticas y justas, en la construcción perdurable de la patria libre, rica, progresiva y próspera.¹⁵⁴

La fuite des savoir-faire et de la richesse devait cesser et les exilés, selon le PRC, devaient pouvoir revenir sur leur terre natale. Dans le récit indépendantiste, bien que salie par l'esclavage, Cuba avait été riche avant la guerre des Dix Ans. Par ailleurs, les propriétaires pouvaient retrouver ce pays prospère une fois la révolution achevée puisqu'ils s'étaient déjà lavé du péché esclavagiste : « y se alzaron en guerra los cubanos, rompieron desde su primer día de libertad los grillos de sus siervos, convirtieron a costa de su vida la indignidad española en un pueblo de hombres libres »¹⁵⁵. La petite bourgeoisie ne devait pas craindre l'État projeté par le PRC car elle savait que celui-ci serait garant de l'harmonie entre les peuples et les classes. Si les indépendantistes composaient le gouvernement, alors la population de couleur ainsi que les ouvriers ne se soulèveraient pas, car la République serait une république équilibrée et « cordiale »¹⁵⁶, basée sur « la reconnaissance mutuelle des groupes sociaux »¹⁵⁷.

Si José Martí cherchait à créer une société dans laquelle le système de classes serait maintenu, il tâchait cependant de rassurer les ouvriers. D'abord simple observateur, il entama un rapprochement vers le monde prolétaire cubain à partir de

153 *Idem*, « La Asemblea Económica », *Patria* du 26 mars 1892, *OC/EN*, t. I, p. 357.

154 Benjamín Guerra, « Discurso en Hardman Hall, el 16 de Abril », *Patria* du 22 avril 1893, [en ligne], <https://www.dropbox.com/s/302k9yzphj9ioq9/No058.pdf?dl=0> (page consultée le 22 mai 2019).

155 José Martí, « El plato de lentejas », *op. cit.*, p. 26-27.

156 *Idem*, « Bases del Partido Revolucionario Cubano », *op. cit.*

157 Paul Estrade, *op. cit.*, p. 527.

1891¹⁵⁸. En rencontrant les *tabaqueros* de Floride, exilés cubains souvent acquis à la théorie anarchiste, Martí savait que ses paroles toucheraient un public déjà politisé. La majorité d'entre eux avaient dû partir de Cuba pour fuir la crise de 1890 tout en pensant y retourner un jour. José Martí sut voir le potentiel de cette masse qui pouvait facilement être conquise par un discours patriotique. De plus, en s'adressant à un public qui maintenait des relations avec l'île, l'argumentaire martinien pouvait se faire entendre à Cuba. Comme le rapporte Joan Casanovas Codina : « Martí mismo manifestó que la propaganda que se hacía en los EE.UU. era para hacer público lo que no se podía decir en Cuba »¹⁵⁹. La diaspora cubaine représentait un atout majeur pour la lutte indépendantiste : il fallait s'en servir.

Alors aux États-Unis, Martí, qui avait les yeux rivés sur l'île, ne put ignorer les multiples victoires ouvrières des Cubains. Conscient de la force croissante que cette classe représentait, Martí changea subitement son discours en 1887. D'abord paternaliste à l'égard des ouvriers, voire hostile envers les plus virulents, il tenta de séduire le mouvement en changeant d'angle d'attaque. Cette transition devient frappante lorsque l'on étudie les articles de José Martí sur les événements de Haymarket¹⁶⁰. Quand en mai 1886 une bombe explosa lors d'une manifestation ouvrière à Chicago, tuant un officier des forces de l'ordre et donnant lieu à une répression sanglante où plusieurs ouvriers périrent, les autorités condamnèrent à mort huit anarchistes, officiellement reconnus coupables. À l'instar de la presse nationale, Martí stigmatisa les libertaires, appelant à la pendaison. Les articles qu'il envoyait alors au journal argentin *La Nación* condamnaient impitoyablement les militants anarchistes, « apôtres du crime »¹⁶¹. Par ailleurs, l'année suivante, lorsque l'opinion générale plaida en faveur des libertaires, Martí rectifia ses propos pour défendre les condamnés contre le gouvernement états-unien¹⁶². Ce n'est qu'après leur mise à mort qu'ils furent innocentés. Alors que le plus gros syndicat ouvrier cubain était d'orientation anarchiste, il n'était plus étonnant que Martí modère ses propos sur la question ouvrière.

158 À noter que ceux sont de jeunes ouvriers de Floride qui ont les premiers invité Martí à exposer son discours en 1890 alors que celui-ci tentait de se rapprocher des structures politico-syndicales du tabac dès 1887 (Casanovas Codina, 1995 ; Vincenot, 2016).

159 Joan Casanovas Codina, *op. cit.*, p. 38.

160 *Ibid.*, p. 30.

161 José Martí, « El proceso de los siete anarquistas », *La Nación* du 2 septembre 1886, *OC/EC*, t. XXIV, p. 206-207.

162 *Idem*, « Un drama terrible », *La Nación* du 13 novembre 1887, *OC/EC*, t. XXVII, p. 58.

En 1892, le PRC fut fondé la même année où le Congrès Régional Cubain accordait un moratoire sur la question de l'implication anarchiste pour l'indépendance. À travers les lignes de *Patria*, le PRC entama une relation amicale avec le mouvement ouvrier pour s'en garantir le soutien. Le Parti *Révolutionnaire* Cubain englobait déjà par son nom les aspirations insurrectionnelles des anarchistes. De plus, la retranscription par *Patria* du discours du libertaire cubain Carlos Baliño, dans lequel il démontrait la compatibilité de l'anarchisme et de l'indépendance (en se servant des exemples de Bakounine et de Fanelli, qui s'étaient battus pour l'indépendance de la Pologne)¹⁶³, enthousiasma les militants qui ne pouvaient qu'apprécier la diffusion de leurs écrits dans un journal non-ouvrier. Plus tard, c'est en faisant référence au club indépendantiste et anarchiste « Enrique Roig » (hommage au journaliste libertaire cubain Enrique Roig San Martín), que José Martí montra son ouverture envers les libertaires¹⁶⁴. Une telle conduite ne passa pas inaperçue et des journaux libertaires tels que *El Despertar* louèrent la tolérance que le PRC avait à l'égard des ouvriers. Dans un article de J.C. Campos, l'anarchiste attestait de « la politique d'attraction » du parti et écrivait que, selon lui, « les déclarations de *Patria* ne devaient pas paraître suspectes aux ouvriers cubains »¹⁶⁵. Mais si le PRC cherchait à séduire les ouvriers par ses écrits, il le fit surtout par ses actions.

L'adhésion massive des ouvriers au discours indépendantiste, au détriment souvent du discours antipatriotique anarchiste, se produisit à la suite de la visite de José Martí dans les fabriques de tabac de Floride. Grâce à son éloquence et en garantissant que la République cubaine serait « *con todos y para el bien de todos* », José Martí parvint à exalter des auditoires de plusieurs centaines de personnes. L'argumentaire martinien fut répété, tant par les lectures de *Patria* que par les innombrables discours de Martí¹⁶⁶ à tel point qu'il devint omniprésent. Même au cours des grèves d'août 1893 à Tampa et Key West, alors que des ouvriers avaient été réprimés et incarcérés, le PRC intervint pour financer la défense des militants anarchistes¹⁶⁷. Rien d'étonnant à ce que l'apport de la classe ouvrière aux fonds du PRC ait pu aisément dépasser celui

163 Carlos Baliño, « Discurso de Carlos Baliño », *Patria* du 7 novembre 1892, [en ligne], <https://www.dropbox.com/s/g2twfsz1o2m9e6m/No035-Suplemento.pdf?dl=0> (page consultée le 22 mai 2019).

164 Arturo Vilchis Cedillo, *op. cit.*, p. 161.

165 J. C. Campos, « El anarquismo entre los obreros cubanos », *El Despertar* du 28 février 1895, cité dans Paul Estrade, *op. cit.*, p. 620-621.

166 Susana Sueiro Seoane, *op. cit.*, p. 105.

167 Arturo Vilchis Cedillo, *op. cit.*, p. 163.

provenant de la petite bourgeoisie¹⁶⁸ et que le soutien des prolétaires durant la guerre d'Indépendance fut dominant. Ces stratégies d'acceptation et de tolérance permirent ainsi au PRC d'acquérir un appui populaire hétérogène mais conséquent pour la guerre d'Indépendance.

168 Paul Estrade, Appendice I, *op. cit.*, p. 628-629.

Troisième partie

Mémoire et récupération historique

I – De l'indépendance à la révolution castriste

Après tant d'années de préparation, la guerre indépendantiste éclata le 24 février 1895 dans l'*Oriente* du pays. Trois ans durant, l'armée mambise s'opposa aux troupes de l'Empire espagnol. La politique de relocalisation du général espagnol Valeriano Weyler¹⁶⁹ couplée à la stratégie militaire des insurgés – qui détruisit les récoltes et le bétail afin de priver les autorités coloniales de ces ressources¹⁷⁰ – ravagèrent les campagnes et décimèrent la population civile. Onéreux tant financièrement qu'humainement, le conflit semblait s'éterniser jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis, qui en marqua le dénouement soudain.

De 1895 à 1898, la guerre entre l'Espagne et sa colonie se déroulait sous l'œil attentif du voisin états-uniens. Les investisseurs nord-américains s'étaient immiscés dans le marché cubain depuis le milieu du XIX^{ème} siècle et une guerre pouvait fortement porter préjudice à leurs affaires. Washington, qui laissait entendre la possibilité d'une intervention afin de ramener la paix dans l'île, envoya l'*USS Maine* mouiller dans le port de La Havane au début de l'année 1898. Le 15 février de cette même année, le navire explosa entraînant la mort de son équipage. Alors que la presse américaine couvrait le conflit depuis son commencement, ses gros titres sur la déflagration de l'*USS Maine* causèrent un vif émoi chez les citoyens états-uniens. L'Espagne fut directement accusée d'avoir fait couler le navire. Des reporters, accompagnés de cameramans, se rendirent sur l'île. En rapportant des images d'un peuple opprimé par sa mère patrie et combattant pour sa libération – ce qui n'était pas sans rappeler la guerre d'Indépendance américaine – les journalistes propagèrent un sentiment patriotique chez les Américains. L'opinion publique devint subitement favorable à une intervention armée afin de venger ses ressortissants et de secourir les Cubains¹⁷¹.

169 La politique de la *reconcentración* du général Weyler exigeait le regroupement de la population civile rurale dans des camps urbains. Dans ces infrastructures, aucune initiative n'avait été prise pour maintenir des conditions d'hygiène suffisantes ou pour ravitailler les civils. Aujourd'hui, la plupart des historiens considèrent que cette politique fit dans les 100 000 morts et serait à l'origine des camps de concentration modernes. À voir à ce sujet Annette Becker, « La genèse des camps de concentration : Cuba, la guerre des Boers, la grande guerre de 1896 aux années vingt », *Revue d'Histoire de la Shoah*, vol. 189, n° 2, 2008, p. 101-129.

170 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 379-381.

171 *Ibid.*, p. 386-387.

Le 20 avril 1898, le Congrès américain vota un texte permettant l'entrée en guerre des États-Unis dans le conflit hispano-cubain. Connu sous le nom d'amendement Teller, le texte spécifiait qu'une fois la guerre achevée, Washington ne gouvernerait pas l'île et garantirait la souveraineté des Cubains après une brève période d'occupation¹⁷². Face à ce nouveau belligérant doté d'une force maritime imposante, l'Espagne n'eut d'autre choix que de signer l'armistice le 12 août 1898. Complètement exclus, les indépendantistes cubains ne furent pas conviés à l'accord de paix signé à Paris le 10 décembre 1898. Discuté entre les États-Unis et l'Espagne, le Traité de Paris stipulait que les colonies espagnoles deviendraient possession américaine : Madrid perdait ses derniers territoires outre-mer (les Philippines, Guam, Cuba ainsi que Porto Rico) tandis que Washington devenait une puissance néocoloniale¹⁷³. Une fois Cuba libérée de sa tutelle espagnole, la toute jeune Assemblée travailla à la création de la première Constitution cubaine. Si l'instauration d'une république était reçue favorablement par une majorité de Cubains, les anarchistes, eux, ne l'accueillaient pas de la sorte. En février 1900, le libertaire Errico Malatesta donna une série de conférences sur l'île, alors sous la capitainerie américaine de Leonard Wood. Dans ses discours et, par la suite, dans une lettre ouverte adressée au peuple cubain, Malatesta rappelait que « la question sociale [était] toujours aussi actuelle à Cuba qu'à l'époque coloniale, puisque les règles sociales n'[avaient] pas changé »¹⁷⁴. Conscients que la libération de la tutelle espagnole n'était pas synonyme de liberté, les libertaires ne parvinrent cependant pas à entretenir l'élan militant de la classe ouvrière, complètement épuisée par la guerre. À cette démobilisation vint s'ajouter une autre menace pour le peuple cubain : la mainmise nord-américaine.

Le 21 février 1901, la Constitution était achevée mais aucun paragraphe ne mentionnait une quelconque relation avec les États-Unis. Ne voulant pas perdre leur place privilégiée dans l'économie cubaine, ces derniers s'empressèrent de faire ajouter un appendice à la Constitution. Le sénateur républicain Orville H. Platt proposa alors un amendement spécifiant les points suivants. D'abord, Cuba renoncerait à la souveraineté

172 United State Congress, *Resolution 24, 30, Stat. 738*, 20 avril 1898 (cité par The Internet Modern History Sourcebook, *US Recognition of Cuban Independence, 1898*, [en ligne], New York, Fordham University, 1998, <https://sourcebooks.fordham.edu/mod/1998Cuba-us-recog.asp> (page consultée le 22 mai 2019). (Annexe B).

173 Mario Menéndez, *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain: un poids, deux mesures*, Paris, CNRS Éditions, 2005, p. 35.

174 Frank Fernández, *op. cit.*, p. 55.

d'une partie de son territoire. Ensuite, les États-Unis interviendraient au cas où l'indépendance cubaine et la propriété privée se trouveraient menacées et enfin Cuba ne signerait aucun accord avec d'autres puissances étrangères¹⁷⁵. La ratification de l'amendement Platt donna lieu à de nombreuses oppositions de la part des Cubains. L'anarchiste Adrián Del Valle, s'y opposant lui aussi, fit toutefois remarquer que ce texte n'était que la suite logique de l'intervention des États-Unis dans le conflit armé¹⁷⁶. Si l'Assemblée cubaine partageait ses réticences, Washington ne céda cependant pas sur ce point. Ou Cuba acceptait l'amendement ou les États-Unis restaient sur l'île : le rapport de force était trop inégal et les députés se résignèrent à adopter le texte¹⁷⁷. L'amendement Platt, en vigueur jusqu'en 1934, permit aux États-Unis de garder le contrôle militaire et économique de l'île tout en laissant le gouvernement local s'occuper des affaires domestiques : Cuba devint un protectorat états-unien.

S'il était clair que les États-Unis décidaient de la politique de l'île, il fallait quand même élire un président de la République pour dissimuler ce manquement démocratique. L'élite revint alors sur le devant de la scène, arguant de sa « supériorité » : le temps de l'égalité sociale et raciale était passé, il s'agissait maintenant d'encadrer une nation d'ordre et d'harmonie¹⁷⁸. Sans surprise, des hommes politiques issus d'universités nord-américaines furent élus pour diriger Cuba. Tomás Estrada Palma, premier président cubain et ancien délégué du PRC, s'était converti à la religion quaker, possédait un passeport états-unien et était resté à New York durant sa campagne. José Miguel Gómez, second président de la République qui lui aussi avait combattu pour l'indépendance, avait été en faveur de l'amendement Platt, tout comme Mario García Menocal, troisième président de Cuba¹⁷⁹... L'ancienne bourgeoisie coloniale reprenait peu à peu ses quartiers dans la vie politique tandis que son affairisme et sa corruption empêchaient l'établissement d'un véritable système démocratique. Pendant que les États-Unis investissaient les postes gouvernementaux, Cuba adoptait son économie libérale. Depuis la signature de l'amendement Platt, les droits douaniers entre les deux pays avaient diminué et Cuba devint un marché de première importance. Les investissements états-uniens n'avaient fait qu'augmenter, entraînant la

175 *Ibid.*, p. 37.

176 Kirwin R. Shaffer, *Anarchism and Countercultural Politics in Early Twentieth-Century Cuba*, Gainesville, University Press of Florida, 2001, p. 48.

177 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 413.

178 Vincent Bloch, *Cuba, une révolution*, Paris, Vendémiaire, 2016, p. 58.

179 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 415-416.

transformation du paysage économique cubain. En vingt ans, la création de nombreuses usines fit croître de près de 50 % le nombre d'ouvriers¹⁸⁰ : la Cuba moribonde d'après-guerre devint un eldorado pour les migrants en quête de travail et un paradis pour les investisseurs. Ce monopole bien implanté s'étendit jusqu'au secteur touristique. Le début du XX^{ème} siècle fut marqué par un essor spectaculaire du tourisme nord-américain, spécialement à La Havane. Le marché économique dominé par le dollar et l'abondance des produits états-uniens témoignait d'une américanisation de la vie havanaise, créant ainsi l'ambiance familière mais exotique que recherchaient les touristes. La Havane devenait une ville au « tout-anglais » où les casinos, les hôtels et les cabarets se pliaient aux désirs des visiteurs. Ségrégationnistes, les autorités éloignaient les Noirs des postes gouvernementaux tandis que les touristes refusaient de les côtoyer¹⁸¹. La prostitution – qui elle ne connaissait pas de couleur – s'accrut, et la sélection des immigrants devint une norme (le camp de transit de Tricornia, à l'image d'Ellis Island, refusait l'arrivée aux plus démunis)¹⁸². Comme le fit remarquer l'écrivain cubain Enrique José Varona en 1915, « Cuba, sous la république, [ressemblait] comme une sœur jumelle à Cuba sous la colonie »¹⁸³, le colon ayant juste changé de langue.

Suite à la Première Guerre mondiale, la dépression de 1920-1921 affecta les États-Unis et eut un impact significatif sur l'économie cubaine. Mécontente de l'assimilation de son pays à la société nord-américaine, une nouvelle génération d'intellectuels, d'artistes et d'ouvriers se caractérisa par une pensée anti-impérialiste. En réponse à cet élan patriotique, l'homme d'affaire Gerardo Machado se présenta aux élections présidentielles en 1925. Bien connu par les anarchistes pour la politique de répression ouvrière qu'il avait adopté en 1911, alors qu'il était ministre de l'Intérieur¹⁸⁴, Machado séduisit toutefois le peuple. Grâce à un discours populiste, promettant « de l'eau, des routes et des écoles »¹⁸⁵, il remporta haut la main les élections et incarna le nouvel espoir d'une nation juste, prospère et morale. Cependant, la population ne tarda pas à comprendre que Machado jouait un double jeu, scandant des discours nationalistes au grand jour et s'acoquinant avec les industriels dans l'ombre. Délaissant ses

180 *Ibid.*, p. 448.

181 *Ibid.*, p. 420.

182 *Ibid.*, p. 466.

183 Enrique José Varona, Discours inaugural prononcé à l'Académie Nationale des Arts et des Lettres, 1915, cité dans Vincent Bloch, *op. cit.*, p. 40.

184 Frank Fernández, *op. cit.*, p. 62.

185 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 474.

promesses, le président s'assura du soutien de l'armée, du Congrès ainsi que de celui des États-Unis et fit voter une loi lui permettant de rester plus longtemps au pouvoir. Il y eut alors des révoltes – surtout chez les étudiants – qui furent toutes réprimées dans une violence inouïe¹⁸⁶. Cuba vivait sa première dictature.

Face au gouvernement machadiste, l'opposition commença à s'organiser. Dès 1925, bon nombre d'étudiants se regroupèrent dans la Fédération des Étudiants de l'Université de La Havane (FEU) tandis que les ouvriers s'alliaient au sein de la Confédération Nationale des Ouvriers Cubains (CNOOC). Comme le rapporte Kirwin R. Shaffer, la CNOOC, « menée par des anarcho-syndicalistes, des marxistes et des travailleurs immigrés, [...] était structurée pour prévenir la création d'une bureaucratie ultra-centralisée et non-démocratique »¹⁸⁷. La même année, le Parti Communiste Cubain était fondé suivant la lignée antimachadiste. Malgré tout, la terreur d'État mise en place par Machado réprimait fortement l'opposition : les interdictions de grèves, les emprisonnements et les assassinats politiques étaient monnaie courante. En 1927, le gouvernement machadiste interdit même la CNOOC et le PCC, les actions de contestations devenant clandestines et, surtout, affaiblies¹⁸⁸. Le krach de 1929, qui interrompit trente ans de boom sucrier, permit le rétablissement de l'opposition. Les effets de la crise financière se répercutèrent dans toutes les branches de l'économie entraînant une crise politique¹⁸⁹. Alors que les organisations contestataires traditionnelles avaient énormément souffert de la répression gouvernementale (les forces anarcho-syndicale et communiste se trouvaient presque anéanties au début des années 1930), des groupes radicaux firent leur apparition. Les opposants et les milices paramilitaires s'affrontaient de manière toujours plus violente : attentats à la bombe et tortures devinrent la norme¹⁹⁰. En 1933, une grève générale entraîna une révolution populaire et la fuite de Gerardo Machado. Mais les jeux politiques avaient divisé l'opposition : l'anarcho-syndicalisme avait quasiment disparu au profit du PCC et d'autres groupes radicaux se trouvaient dépassés par l'intervention populaire. Cette situation permit à l'armée de s'infiltrer aisément dans le gouvernement. Soutenu par Washington, le colonel Fulgencio Batista dirigea une junte militaire qui renversa le

186 *Ibid.*, p. 479.

187 Kirwin R. Shaffer, *op. cit.*, p. 7.

188 Vincent Bloch, *op. cit.*, p. 77.

189 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 485-486.

190 *Ibid.*, p. 492.

nouveau gouvernement nationaliste hérité de la révolution¹⁹¹. Ce coup d'État, dans un pays qui n'avait pas de réelle force institutionnelle, démontra le poids de l'armée mais aussi sa pleine adhésion à la politique nord-américaine. Washington, sûre de son influence dans l'île et encouragée par la politique du « bon voisinage » de Franklin D. Roosevelt, abrogea l'amendement Platt sans difficulté : leur nouvel homme fort était Cubain¹⁹².

Durant une trentaine d'années, Fulgencio Batista ne fut que deux fois officiellement président de la République (1940-1944 et 1952-1959). Le reste du temps, il continuait à gouverner caché derrière des présidents fantoches. Si toutefois le pouvoir lui échappait, l'option du coup d'État restait envisageable, comme en témoigne son putsch de mars 1952¹⁹³. À l'image de la politique de Gerardo Machado, la période Batista est caractérisée par un discours populiste. Alors que Cuba devenait de plus en plus cosmopolite¹⁹⁴, un sentiment xénophobe se renforça dans la population. Pour se garantir un soutien des classes populaires, certains gouvernements n'hésitaient pas se servir du spectre de la balance raciale¹⁹⁵ et à adopter des lois nationalistes, surtout en période de crise¹⁹⁶. Les nouvelles législations servirent à réprimer les étrangers « non-désirés », issus de classes sociales modestes, mais ne limitaient pas les grands investisseurs nord-américains. L'opposition pâtit alors bien souvent de ces restrictions, en particulier le mouvement anarchiste puisque beaucoup de ses militants étaient étrangers¹⁹⁷. Par ailleurs, la politique keynésienne qui encourageait les dépenses publiques à La Havane permit une augmentation du niveau de vie de ses habitants¹⁹⁸ et contribua à la popularité de Batista. Cette tactique politique, de prime abord sociale et nationaliste, cachait cependant une réalité toute autre. La corruption étatique atteignait des sommets alors que la mafia américaine s'attribuait La Havane¹⁹⁹. Encouragés par un tourisme galopant, la prostitution, le jeu et le commerce de la drogue étaient permis et attentivement encadrés par les forces de l'ordre²⁰⁰. En travaillant main dans la main, la

191 *Ibid.*, p. 501.

192 Mario Menéndez, *op. cit.*, p. 62.

193 Vincent Bloch, *op. cit.*, p. 104.

194 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 517.

195 Aviva Chomsky, *A History of the Cuban Revolution*, 2^{ème} éd., Chichester, Wiley Blackwell, 2015, p. 21-22.

196 Mario Menéndez, *op. cit.*, p. 81.

197 Frank Fernández, *op. cit.*, p. 77.

198 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 546-547.

199 *Ibid.*, p. 508-509.

200 *Ibid.*, p. 572-573.

grande bourgeoisie, le gouvernement, la mafia et même certaines organisations ouvrières parvinrent à faire de la capitale cubaine le « Las Vegas des Caraïbes »²⁰¹. D'un point de vue politique, La Havane suivait complètement la conduite de Washington. Quand Pearl Harbor fut attaquée, Cuba, malgré son armée dérisoire, rentra en guerre contre l'Axe, tandis que sa capitale était le théâtre de rafles préventives et de contre-espionnage²⁰². De la même manière, au début de la guerre froide, les liens diplomatiques entre La Havane et Moscou furent coupés²⁰³. Cuba avançait à deux vitesses, partagée entre un discours social et une politique corrompue : les inégalités se creusèrent alors que le rêve d'un rapport de classe harmonieux s'évanouissait.

Dans son ouvrage *A History of the Cuban Revolution*, Aviva Chomsky constate que durant soixante ans de « néocolonialisme », Cuba fut fortement marquée par la présence des États-Unis. La culture, l'économie et la politique cubaine, étroitement liées à celles de Washington, façonnèrent l'identité nationale d'une manière originale : celle d'un pays indépendant sous tutelle²⁰⁴. Bien que les Cubains aient évolué dans une société pro-américaine, le ressenti de leur indépendance volée persistait encore. Pendant longtemps, la majorité de l'opposition se cantonna dans la lutte contre les présidents attirés sans chercher à s'attaquer aux racines de leur politique. Néanmoins, certains militants comprenaient le rôle majeur des États-Unis et s'opposaient à cette ingérence mais la répression et les jeux politiques²⁰⁵ étaient source de division. La lutte contre les présidents fantoches, contre l'emprise états-unienne puis, finalement, contre le dictateur Batista se transformait en une lutte pour le pouvoir entre les différents groupes d'opposition. De multiples groupes armés apparurent et le climat de violence que Cuba avait connu sous Machado ressurgit. L'entrée en scène du jeune avocat Fidel Castro dans les années 1950 s'ancre parfaitement dans ce contexte. Comme le rapporte Vincent Bloch, « l'attaque de la caserne Moncada le 26 juillet 1953, de laquelle Fidel Castro était à l'origine, s'inscrivait aussi dans une logique de démonstration de force pour prétendre à s'intégrer dans un premier temps à l'un des maillons du système des concurrents pour le pouvoir »²⁰⁶. Par ailleurs, même si les jeux de pouvoir divisaient

201 *Ibid.*, p. 560-564.

202 Mario Menéndez, *op. cit.*, p. 68.

203 *Ibid.*, p. 94.

204 Aviva Chomsky, *op. cit.*, p. 20.

205 L'ingénieuse tactique politique de Fulgencio Batista permit l'intégration de l'opposition au processus électoral, favorisant ainsi un « système des concurrents pour le pouvoir » qui, au final, divisait l'opposition. Voir à ce sujet Vincent Bloch, *Cuba, une révolution, op. cit.*, p. 85.

206 *Ibid.*, p. 109.

l'opposition, la fin des années 1950 marqua un tournant dans l'histoire cubaine. Alors que les différents groupes d'actions faisaient chanceler le pouvoir et que le gouvernement d'Eisenhower se désengageait du régime de Batista²⁰⁷, le pacte de Caracas fut signé en juillet 1958. Ce texte reconnaissait le leadership du M-26 (le Mouvement du 26 juillet 1953, sous l'égide de Castro) sur les autres organisations de lutte²⁰⁸ ce qui unit l'opposition. Alors que l'apparente hégémonie du M-26 était critiquée et jugée dangereuse par les libertaires²⁰⁹, l'échec de la grève insurrectionnelle d'avril 1958 couplée à l'article de Herbert L. Matthews du *New York Times*²¹⁰, placèrent Fidel Castro sur le devant de la scène. Ainsi, lorsque Batista prit la fuite le 1^{er} janvier 1959, il semblait logique que le clan castriste s'empare du pouvoir. Il lui restait cependant à affermir sa souveraineté.

207 Mario Menéndez, *op. cit.*, p. 93.

208 Vincent Bloch, *op. cit.*, p. 118.

209 Frank Fernández, *op. cit.*, p. 89.

210 En 1956, le reporter américain Herbert L. Matthews interviewa Fidel Castro qui luttait alors dans les montagnes de la Sierra Maestra. Le reportage eut un grand impact étant donné que Batista avait donné pour mort Castro. Voir à ce sujet Anthony De Palma, « Myths of the Enemy : Castro, Cuba and Herbert L. Matthews of *The New York Times* », *Working Paper*, n° 313, University of Notre Dame, Kellogg Institute for International Studies, juillet 2004, p. 5.

II – Analyse du processus d’iconisation mémorielle de José Martí

L’annonce de la fuite de Fulgencio Batista se propagea rapidement. Alors que les différents groupes insurrectionnels s’emparaient des lieux de pouvoir et que le peuple s’adonnait à la destruction et au pillage des emblèmes du régime batistien, Fidel Castro prononçait son premier discours à Santiago de Cuba. Devant une assemblée exaltée, il fit remarquer que « la révolution [commençait] maintenant » et qu’elle « ne [serait] pas une tâche facile »²¹¹. Ainsi, pour Castro, l’action révolutionnaire ne se limitait pas à renverser l’ordre établi, elle consistait aussi à bâtir une nation indépendante²¹². Pour réaliser son projet, le jeune avocat s’appuya alors sur un discours nationaliste qui avait comme principal pilier le héros cubain José Martí.

L’utilisation de la figure de José Martí n’était cependant pas une nouveauté dans le discours politique cubain. Dès l’indépendance de 1898, l’héroïsation de Martí était déjà une stratégie adoptée pour construire la nation. Dans les années 1920, le sentiment de s’être fait « arracher l’indépendance »²¹³, contribua à l’essor d’un discours populiste qui puisait dans le passé héroïque du pays. Face à la difficulté de faire valoir leurs symboles nationaux alors que les États-Unis s’appropriaient l’île²¹⁴, les Cubains embrassèrent le récit de la révolution inachevée qui devint un véritable mythe fondateur²¹⁵. Ainsi, les présidents n’hésitaient pas à faire construire des lieux de commémoration en l’honneur des anciens chefs de la révolution de 1898 et à bâtir leurs discours autour de José Martí. Cependant, comme le rapporte Louise Bénat-Tachot, « si le nom de Martí était connu à l’intérieur de l’île, ses textes ne l’étaient quasiment pas. Un cercle d’intellectuels pouvait avoir connaissance de ses écrits, mais très peu de Cubains l’avaient lu. La prose de Martí n’était pas diffusée, alors que les diverses composantes de la classe politique invoquaient son nom et son image »²¹⁶. Un homme, pourtant, semblait vouloir reprendre le flambeau de la révolution de 1898 et populariser les écrits de Martí.

211 Fidel Castro, Discours prononcé au Parc Céspedes de Santiago de Cuba, [en ligne], 1^{er} janvier 1959, <http://cuba.cu/gobierno/discursos/1959/esp/f010159e.html> (page consultée le 4 mai 2019).

212 Vincent Bloch, *op. cit.*, p. 120-121.

213 *Idem*, « Situations d’attente : les impasses de l’imaginaire national cubain, hier et aujourd’hui », *Amérique latine : nouvelle géopolitique*, Paris, La Découverte, 2006, p. 201.

214 Emmanuel Vincenot, *op. cit.*, p. 405.

215 Vincent Bloch, *Cuba, une révolution, op. cit.*, p. 71.

216 Louise Bénat-Tachot, *op. cit.*, p. 12.

En octobre 1953, Fidel Castro se défendit lui-même lors de son procès pour l'attaque de la caserne Moncada de Santiago de Cuba. Dans sa célèbre plaidoirie-réquisitoire *L'histoire m'acquittera*, Castro expliqua pourquoi il était nécessaire de s'insurger contre le régime batistien. Se référant à l'histoire cubaine, de la colonie à l'époque contemporaine²¹⁷, il se servit de l'image de José Martí. Ce procédé familier aux politiciens avait cependant un caractère novateur : la fréquence des citations à Martí était impressionnante. Le nom « Martí », ou ses désignations « Maître » ou « Apôtre » furent mentionnés dix-sept fois. Fidel Castro déclama des citations entières du poète alors qu'il en paraphrasait d'autres²¹⁸. Il alla même jusqu'à réciter des strophes du poème « A mis hermanos muertos el 27 de noviembre » en pleine audience²¹⁹ ! En réalité, Castro ne se contentait pas seulement d'évoquer Martí et la révolution de 1898, il se l'appropriait. Aussi, lorsque le président Batista fut renversé en 1959, Fidel Castro s'empressa d'affirmer que la « révolution pour de vrai » était enfin arrivée. Ce faisant, il utilisa le mythe de la révolution inachevée pour justifier sa prise de pouvoir et amalgamer les luttes révolutionnaires cubaines du XIX^{ème} et XX^{ème} siècle²²⁰.

Fidel Castro alla encore plus loin. L'année administrative 1953 se nommait « Année du centenaire de Martí »²²¹. En tirant profit de cette concomitance, Castro nomma le groupe révolutionnaire qui allait attaquer la caserne Moncada « Génération du centenaire de Martí ». Il créait ainsi un lien de filiation entre son organisation et José Martí et ancrant sa lutte armée dans l'histoire révolutionnaire cubaine. Lorraine Karnoouh explique à ce propos :

S'approprier les termes associés de « génération » et de « centenaire de Martí » équivalait à construire un des symboles centraux de la continuité nationale cubaine et à s'y identifier. [...] Se réclamer de Martí, se définir comme appartenant à un groupe dont la marque identitaire repose sur sa naissance, ancre la légitimité de l'action présente dans celle du passé d'une part, mais propose d'autre part comme implicite l'idée d'une transmission spirituelle

217 Vincent Bloch, *op. cit.*, p. 123.

218 Fidel Castro, *L'histoire m'acquittera*, Paris, Le temps des cerises, 2013, p. 330.

219 *Ibid.*, p. 300. « A mis hermanos muertos el 27 de noviembre » fut écrit par José Martí en 1872 alors qu'il était en exil en Espagne.

220 Vincent Bloch, « Situations d'attente : les impasses de l'imaginaire national cubain, hier et aujourd'hui », *op. cit.*, p. 214.

221 Fidel Castro, *op. cit.*, p. 302.

presque mystique. Le processus d'identification s'opère, quant à lui, dans le lien imaginé entre les membres d'une génération qui s'incarne dans la référence à la date de naissance de Martí.²²²

La charge symbolique que Fidel Castro véhiculait alors était importante. Louise Bénat-Tachot remarque quant à elle l'analogie créée entre les destins de Martí et de Castro. Ce dernier proclamait en effet que Martí «était aussi un avocat révolutionnaire»²²³. De plus, lorsque Fidel Castro et quatre-vingt-un guérilleros arrivèrent à Cuba en 1956 pour entamer une insurrection armée, ils débarquèrent dans l'*Oriente* du pays, tout comme Martí l'avait fait soixante-et-un ans plus tôt²²⁴. Suivant cette logique, il était alors concevable d'entendre Castro dire que « personne ne [devait] s'inquiéter qu'on l'accuse d'être l'auteur intellectuel de la révolution » puisque « le seul auteur intellectuel de l'attaque de la Moncada, c'[était] José Martí, l'Apôtre de notre indépendance »²²⁵. Le révolutionnaire se réclamait de la lignée de Martí, prêchant sa parole.

Fidel Castro, avant son accession au pouvoir et une fois chef de l'État, désignait José Martí comme « le Maître ». Il suivait ainsi son exemple : Martí avait appelé à la « guerre nécessaire », Castro eut recours à la lutte armée²²⁶ ; Martí avait dédaigné l'argent qu'on lui proposait pour financer le PRC, Castro refusait celui des politiciens²²⁷. Mais, en plus de tirer les leçons de l'enseignement martinien, il s'en fit le continuateur. Il se proposait alors d'enseigner Martí au peuple. En le citant mot pour mot, texte à la main ou de mémoire – car il avait « au cœur les doctrines du Maître »²²⁸ – Fidel Castro justifiait ses propos. Telle une autorité suprême, les citations de Castro ne pouvaient pas être démenties car elles avaient été écrites par Martí²²⁹. Le discours castriste n'était plus

222 Lorraine Karnoouh, « La génération politique cubaine "Generación del Centenario de Martí". Entre paradigme cognitif et vecteur de construction de la communauté politique imaginée », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, p. 307-308.

223 Fidel Castro, Discours prononcé au théâtre de la CTC à La Havane, [en ligne], 6 mars 1959, https://es.wikisource.org/wiki/Discurso_pronunciado_en_el_resumen_de_la_Asamblea_Extraordinaria_de los Empleados de la Compa%C3%B1a Cubana de Tel%C3%A9fonos_para_respaldar_las_nuevas_tarifas_telef%C3%B3nicas_y_la_intervenci%C3%B3n_efectuada_en_el_Teatro_de_la_CTC_el_6_de_marzo_de_1959 (page consultée le 7 mai 2019).

224 Louise Bénat-Tachot, *op. cit.*, p. 16.

225 Fidel Castro, *L'histoire m'acquittera*, *op. cit.*, p. 161.

226 Vincent Bloch, *Cuba, une révolution*, *op. cit.*, p. 111.

227 Fidel Castro, *op. cit.*, p. 154.

228 *Ibid.*, p. 30.

229 Louise Bénat-Tachot, *op. cit.*, p. 23.

politique, il devenait didactique. Cependant, l'utilisation de la figure de Martí pouvait surpasser le cadre pédagogique que Castro avait façonné. Quand il ne mentionnait pas « le Maître », il invoquait « l'Apôtre ». Accentuant les traits christiques de Martí, il convoquait ainsi les sentiments religieux de l'audience²³⁰. Il ne se limitait plus à enseigner les pages du roman national, il célébrait le culte révolutionnaire :

Martí, al principio, cuando él comenzó, tenía muchos enemigos. Hoy todos reconocen lo que hizo Martí, todos reconocen su pensamiento, todos reconocen su obra, pero al principio lo que hicieron fue que lo encarcelaron, lo persiguieron, lo exilaron y muchos lo atacaban, lo calumniaban, lo insultaban, y el pueblo y muchos cubanos no sabían quién era Martí, no sabían todo su pensamiento hermoso, no conocían sus prédicas. Hoy, al fin, después de muchos años ya, todos los cubanos conocen a Martí.²³¹

Cette élévation au rang de Christ permit alors de lui attribuer des qualités mystiques. José Martí, le « martyr », ressuscitait par l'action révolutionnaire : « il vit, il n'est pas mort ; son peuple est rebelle, [...] des jeunes sont venus mourir en une magnifique réparation auprès de sa tombe, donner leur sang et leur vie pour qu'il continue de vivre dans l'âme de la patrie »²³². De même, Martí devenait capable de parler à travers Castro : « que l'Apôtre parle pour moi »²³³, proclamait-il. Louise Bénat-Tachot analyse que « Martí est devenu "parole d'évangile" et Castro se place dans son ombre portée. [...] Tout se passe comme si Castro se fabriquait une crédibilité qui relève de l'incarnation, puisque l'Apôtre se met à parler par la bouche même de celui qui le cite »²³⁴. Élevant la figure de Martí et se construisant à son image, Fidel Castro incorpora le culte martinien à la politique cubaine.

Cités à outrance, les propos de José Martí devinrent constitutifs de la doxa du régime castriste. En les énonçant tels des leçons de morale, d'histoire ou de religion, Fidel Castro parvint à définir son gouvernement « en termes de martisme-marxisme-léninisme »²³⁵. Castro ne se contenta pas uniquement d'incorporer le corps étatique dans

230 *Ibid.*, p. 18.

231 Fidel Castro, Discours prononcé à Santiago de Cuba, [en ligne], 28 janvier 1960, <http://cuba.cu/gobierno/discursos/1960/esp/f280160e.html> (page consultée le 7 mai 2019).

232 *Idem*, *L'histoire m'acquittera*, *op. cit.*, p. 91.

233 *Ibid.*, p. 73.

234 Louise Bénat-Tachot, *op. cit.*, p. 15.

235 Lorraine Karnouh, « Cuba : la pédagogie des héros », *Outre-Terre*, vol. 12, n° 3, 2005, p. 302.

le concept martinien, il y conduisit aussi le peuple. Il plaça José Martí comme instigateur de la révolution et le peuple comme protagoniste de la lutte car, selon lui, le « peuple tout entier » travaillait à la révolution²³⁶. Castro ne s'identifiait plus comme le seul héritier de Martí : tous les Cubains l'étaient²³⁷. Grâce à un discours général et démagogue, Fidel Castro opérait une union entre José Martí, le peuple et lui-même, constituant ainsi une entité révolutionnaire totale. José Martí semblait être la figure parfaite pour asseoir l'idéocratie castriste.

236 Fidel Castro, Discours prononcé au Parc Céspedes de Santiago de Cuba, *op. cit.*

237 Vincent Bloch, *op. cit.*, p. 129.

III – José Martí comme héros national : quels enjeux ?

La réappropriation de José Martí par le régime castriste révélait une tactique purement politique. Il est étonnant qu'un État socialiste, puis communiste, se soit réclamé de cette figure. Le héros national était connu pour sa pensée libérale et pour son peu d'engouement pour la théorie marxiste, alors, pourquoi une telle réutilisation ? Si Fidel Castro prétendait réincarner Martí, il semble cependant que le jeune avocat ait sélectionné les propos martinien les plus à même de le légitimer.

En ayant recours au mythe de la révolution inachevée comme origine de la révolution de 1959, Fidel Castro s'appropriait la mémoire nationale. La révolution de 1898 avait été arrachée au peuple et les objectifs qu'elle visait – élaborés par Martí – n'avaient pas été atteints. Cet échec avait laissé un goût amer chez beaucoup de Cubains qui se souvenaient de José Martí comme d'un héros trahi. Lorsque Castro s'empara du pouvoir, il soutint que la révolution de 1898 allait enfin être réalisée. Grâce à l'auto-dénomination de « Génération du centenaire de Martí », il se plaça en héritier de la pensée martinienne et légittima sa prise de pouvoir²³⁸. De plus, en créant un système de santé et d'éducation publique et en réalisant une réforme agraire, il avait conscience de mener à bien quelques principes du projet martinien. Aux yeux du public, le nouveau régime révolutionnaire marquait la réalisation de la prophétie martinienne et Castro en était le guide.

Comme l'avait annoncée Fidel Castro le 1^{er} janvier 1959, la révolution ne consistait pas seulement à renverser un dictateur, elle impliquait aussi de bâtir une nation²³⁹. En plus de renouveler les institutions étatiques et d'opérer des changements marquants dans la sphère politique, Castro comprit qu'il fallait écrire l'histoire cubaine à sa manière. Là encore, José Martí fut d'une grande utilité pour consolider la révolution. Les allusions fréquentes à Martí induisaient une histoire révolutionnaire inhérente à Cuba. Le patriotisme inconditionnel de Martí justifiait l'essence nationaliste de la révolution alors que son aspiration égalitaire, elle, appuyait les nouvelles réformes à caractère socialiste. Comme le rapporte Vincent Bloch, « "La patrie ou la mort",

238 Lorraine Karnoouh, « La génération politique cubaine "Generación del Centenario de Martí". Entre paradigme cognitif et vecteur de construction de la communauté politique imaginée », *op. cit.*, p. 306.

239 Fidel Castro, Discours prononcé au Parc Céspedes de Santiago de Cuba, *op. cit.*

maître slogan de la "révolution", situe les conditions d'existence mêmes de la nation cubaine dans le seul sillon de cette supposée tradition de lutte pour l'égalité, la justice sociale et l'indépendance vis-à-vis des États-Unis »²⁴⁰. Ainsi, l'image tutélaire de Martí, sans cesse citée, s'incorporait à l'identité même de la République castriste et excluait toute possibilité d'opposition.

Une fois que Castro eut défini le régime à sa manière, il fallait que le peuple y adhère. Pour cela, il intégra les Cubains à son mouvement en introduisant l'idée que la révolution avait été l'œuvre du peuple. « C'est le peuple qui a fait la révolution ! Et je suis sûr que cette lutte si difficile n'aurait pas aboutie sans un peuple si formidable et vertueux comme le peuple cubain »²⁴¹, s'exclamait-il le 17 janvier 1959 à Pinar del Rio. Son discours démagogue était d'autant plus renforcé qu'il assignait un rôle aux Cubains : celui de « ne pas trahir les morts » tombés pour la révolution²⁴². Chargé d'un devoir commun, ce peuple révolutionnaire était moins à même de se sentir exclu du projet castriste. De plus, en suivant les écrits de José Martí²⁴³, Castro inclut dans son roman national la population délaissée, les Noirs, les ouvriers et les paysans dans le but de former une unité révolutionnaire globale. Cette acceptation plurielle, en plus de garantir un soutien large au régime castriste, permettait la condamnation des personnes qui pouvaient diviser d'une manière ou d'une autre cette cohésion²⁴⁴. L'État castriste, puisqu'il se réclamait égalitaire et antiraciste, ne tolérait aucune revendication qui aurait nécessairement démontré une faille dans le système étatique. En nommant le peuple comme instigateur de la révolution et en soulignant que « le peuple ne [pouvait] pas se trahir lui-même »²⁴⁵, Fidel Castro conquiert les Cubains et les encouragea à devenir des hommes meilleurs. Pour ce faire, il se servit de deux notions fondamentales de la pensée martinienne : le sacrifice et le patriotisme²⁴⁶. Le Cubain révolutionnaire, le Cubain enfant de Martí, devait être pourvu des valeurs de justice et de loyauté qui serviraient

240 Vincent Bloch, « Situations d'attente : les impasses de l'imaginaire national cubain, hier et aujourd'hui », *op. cit.*, p. 201.

241 Fidel Castro, Discours prononcé à Pinar del Rio après le triomphe de la révolution, [en ligne], 17 janvier 1959, <http://cuba.cu/gobierno/discursos/1959/esp/f170159e.html> (page consultée le 11 mai 2019).

242 Vincent Bloch, *Cuba, une révolution*, *op. cit.*, p. 131.

243 *Idem*, « Situations d'attente : les impasses de l'imaginaire national cubain, hier et aujourd'hui », *op. cit.*, p. 211.

244 *Ibid.*, p. 213.

245 Fidel Castro, Discours prononcé depuis le balcon de la société « El progreso » de Sancti Spiritus, [en ligne], 6 janvier 1959, <http://cuba.cu/gobierno/discursos/1959/esp/f060159e.html> (page consultée le 11 mai 2019).

246 Louise Bénat-Tachot, *op. cit.*, p. 15.

son pays. « La liberté c'est l'air ambiant, et le travail c'est le sang », écrivait Martí²⁴⁷. Pour Castro, la liberté était la révolution que le peuple devait protéger à force de travail. L'allégeance du peuple à la patrie exigée par Fidel Castro était alors assurée. Le nouveau gouvernement n'avait plus rien à craindre d'un peuple convaincu d'être révolutionnaire.

Par ailleurs, l'enthousiasme patriotique des Cubains devait être entretenu afin de pérenniser leur adhésion au gouvernement révolutionnaire. Désigner un ennemi extérieur maintenait le peuple dans l'attente d'une attaque hypothétique, lors de laquelle il se subordonnerait aux ordres de Fidel Castro. Ce dernier ne cacha d'ailleurs pas son avis quant à cette nécessité :

Yo digo que siempre se necesita un enemigo, para estar en guardia, para mantener a los hombres en estado de alerta, de entusiasmo. Si nos quedamos sin enemigos estamos fracasados, porque empieza todo el mundo a olvidarse, a descuidarse, a relajarse la disciplina, el ideal.²⁴⁸

Les États-Unis incarnèrent parfaitement ce terrible adversaire. L'amendement Platt qui avait régit trente-trois ans de la vie cubaine ne put que renforcer l'inimitié de la population à l'encontre de Washington. Louise Bénat-Tachot remarque ainsi :

Martí ne fut pas marxiste, reconnaît Castro, mais il est le précurseur de la révolution socialiste car il a compris et annoncé que le véritable ennemi de Cuba est ce Nord américain « *revuelto y brutal* ». C'est donc autour de l'anti-impérialisme diagnostiqué par le visionnaire Martí que se forge une nouvelle légitimité de la Cuba révolutionnaire.²⁴⁹

Le caractère communiste que prenait la révolution acheva d'instaurer entre les deux pays une rivalité utile à la rhétorique castriste. Fidel Castro, en construisant son discours sur des termes antagonistes à l'instar de Martí, créait une « surreprésentation de la patrie en danger »²⁵⁰. La défense de la révolution était l'objectif premier et il durerait

247 José Martí, *La Revista Universal* du 29 septembre 1875, *OC/EN*, t. VI, p. 338.

248 Fidel Castro, Discours prononcé au Club Rotary de La Havane, [en ligne], 15 janvier 1959, <http://cuba.cu/gobierno/discursos/1959/esp/f150159e.html> (page consultée le 11 mai 2019).

249 Louise Bénat-Tachot, *op. cit.*, p. 22.

250 Lorraine Karnouh, « Cuba : la pédagogie des héros », *op. cit.*, p. 303.

aussi longtemps que le gouvernement en aurait besoin. Aussi, Cuba sous Castro ne fut jamais réellement en paix.

Dans « De l'évocation à l'incantation, de l'incantation à la preuve. Les usages de la mention de José Martí par Fidel Castro (1953-1962) », Louise Bénat-Tachot avance que la Cuba castriste « vérifie la théorie de l'état d'exception selon Giorgio Agamben »²⁵¹. Tandis que l'état de guerre se prolongeait indéfiniment²⁵² et que la frontière entre pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire s'amointrissait²⁵³, la chasse à l'ennemi extérieur mais aussi intérieur s'amplifia. Dans un État de droit de plus en plus précaire, le « *gusano* » (ver, comme Castro le nommait)²⁵⁴, adversaire de la révolution qui « [s'obstinait] à pourrir la patrie » du dedans, était alors défini²⁵⁵. José Martí, parlait de l'ennemi antipatriote comme celui qui se servait de la patrie à ses propres fins²⁵⁶, Fidel Castro en faisait autant. Par ailleurs, cette définition était trop vaste pour être précise. Les batistiens n'étaient plus les seuls contre-révolutionnaires, tous ceux qui ne s'alignaient pas derrière le M-26 l'étaient aussi. Giorgio Agamben, dans ses réflexions sur les États totalitaires écrivait :

Le totalitarisme moderne peut être défini [...] comme l'instauration, par l'état d'exception, d'une guerre civile légale, qui permet l'élimination physique non seulement des adversaires politiques, mais de catégories entières de citoyens qui, pour une raison ou une autre, semblent non intégrables dans le système politique.²⁵⁷

Lorsque Castro annonça que les travailleurs devaient « s'organiser tels une armée pour défendre la révolution »²⁵⁸, il insista sur le fait qu'il n'accepterait aucune faction. En gouvernant le pays comme il avait dirigé le M-26, il instaura un État totalitaire dans lequel la répression devenait un outil politique légal²⁵⁹. Nombre de

251 Louise Bénat-Tachot, *op. cit.*

252 Giorgio Agamben, *État d'exception*, Paris, Seuil, 2003, p. 15.

253 *Ibid.*, p. 19-20.

254 Fidel Castro, Discours prononcé à la Plaza Cívica de La Havane, [en ligne], 2 janvier 1961, <http://cuba.cu/gobierno/discursos/1961/esp/f020161e.html> (page consultée le 12 mai 2019).

255 Vincent Bloch, *Cuba, une révolution*, *op. cit.*, p. 240.

256 José Martí, Lettre ouverte à Ricardo Rodríguez Otero du 16 mai 1886, *OC/EN*, t. I, p. 196.

257 Giorgio Agamben, *op. cit.*, p. 11.

258 Fidel Castro, Discours prononcé lors du X^{ème} congrès de la CTC à La Havane, [en ligne], 21 novembre 1959, <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1959/esp/f211159e.html> (page consultée le 12 mai 2019).

259 Auguste Souchy, *Testimonios sobre la Revolución Cubana*, Buenos Aires, Editorial Reconstruir, 1960, p. 61-62.

communautés, accusées d'être « contre-révolutionnaires » car opposées politiquement au régime castriste ou désignées comme déviantes, furent persécutées. La communauté anarchiste, anti-étatique, s'insurgeant contre une révolution politique et non sociale, consciente « qu'on avait remplacé un dictateur par un autre »²⁶⁰ fut, elle aussi, victime de répressions brutales. Alors que Fidel Castro se proclamait de l'humanisme et du patriotisme de José Martí pour défendre son régime, ses agissements dictatoriaux témoignaient d'une manipulation politique du héros national.

²⁶⁰ Federación Anarquista Internacional, *Manifiesto de los Anarquistas de Chile sobre la Revolución Cubana*, [en ligne], Santiago du Chili, 1960, <http://www.anarkismo.net/article/11385> (page consultée le 12 mai 2019).

Conclusion

« Expropiar empresas capitalistas, entregándolas a los obreros y técnicos, eso es revolución. Pero convertirlas en monopolios estatales en los que el único derecho del productor es obedecer, eso es contrarrevolución. »²⁶¹

Abelardo Iglesias, anarchiste cubain en exil.

Dans la société cubaine contemporaine dite révolutionnaire, les guerres pour l'indépendance – celles contre l'Espagne ou les États-Unis – sont des piliers du récit national. Sujet d'étude et de commémoration, ce récit univoque suscite des interrogations. Il s'agissait d'abord de connaître quel avait été le rôle des libertaires dans la guerre de 1898, occulté par l'image prédominante de José Martí. Puis, il fallut analyser comment et pourquoi Fidel Castro s'était approprié le récit martinien pour justifier une politique répressive et asseoir son régime.

La contextualisation de la pensée de José Martí et de celle des anarchistes permit de les présenter le plus objectivement possible, indépendamment des représentations ultérieures. Enfant de son siècle, José Martí fit preuve de progressisme dans les limites du libéralisme alors que les libertaires cherchaient à créer une société égalitaire surpassant les logiques mercantiles du capitalisme.

La guerre d'Indépendance de 1898 illustre parfaitement ces deux positions. La motivation première des insurgés était d'ordre économique. Pour autant, les anarchistes tentaient de convertir la révolution politique en révolution sociale. Au vu de l'influence dont jouissait alors le mouvement libertaire, son rôle dans la guerre n'est plus à démontrer, mais à réhabiliter. L'entrée en scène des États-Unis, la prépondérance croissante du capitalisme sur l'économie et, par la suite, l'instauration d'un État marxiste-léniniste eurent en effet raison de cette histoire.

Lorsque Fidel Castro amalgame en une unité révolutionnaire José Martí, le peuple et lui-même, il devint évident qu'il réprouvait toutes formes d'opposition. De

²⁶¹ Abelardo Iglesias, « Revolución y contrarrevolución », *Acción Libertaria*, Buenos Aires, juillet 1961, cité dans Sam Dolgoff, *The Cuban Revolution, A Critical Perspective*, Anarchist, s.d. (1^{ère} éd. 1974), p. 234.

plus, en prenant garde à entretenir le fantasme de « l'ennemi » et en recourant au nom de Martí, ses propos créèrent un engouement patriotique garant de son régime. La mise en scène de Castro d'un scénario dans lequel José Martí était l'unique figure passa ainsi sous silence un pan de l'histoire de l'indépendance et de ses acteurs.

L'anarchisme à Cuba constitue un champ d'étude riche pour dépeindre un autre portrait de l'île. Si le mouvement eut un impact majeur dans la sphère politique et syndicale, il influença aussi d'autres domaines qu'il reste à étudier. À l'écart des structures traditionnelles et officielles, les expériences écologiques, éducatives, communautaires, etc., que les libertaires menèrent à Cuba, peuvent à présent encourager une vie alternative, au-delà des schémas capitaliste et communiste. C'est pourquoi un travail de recherche et de réappropriation de l'histoire libertaire serait pertinent.

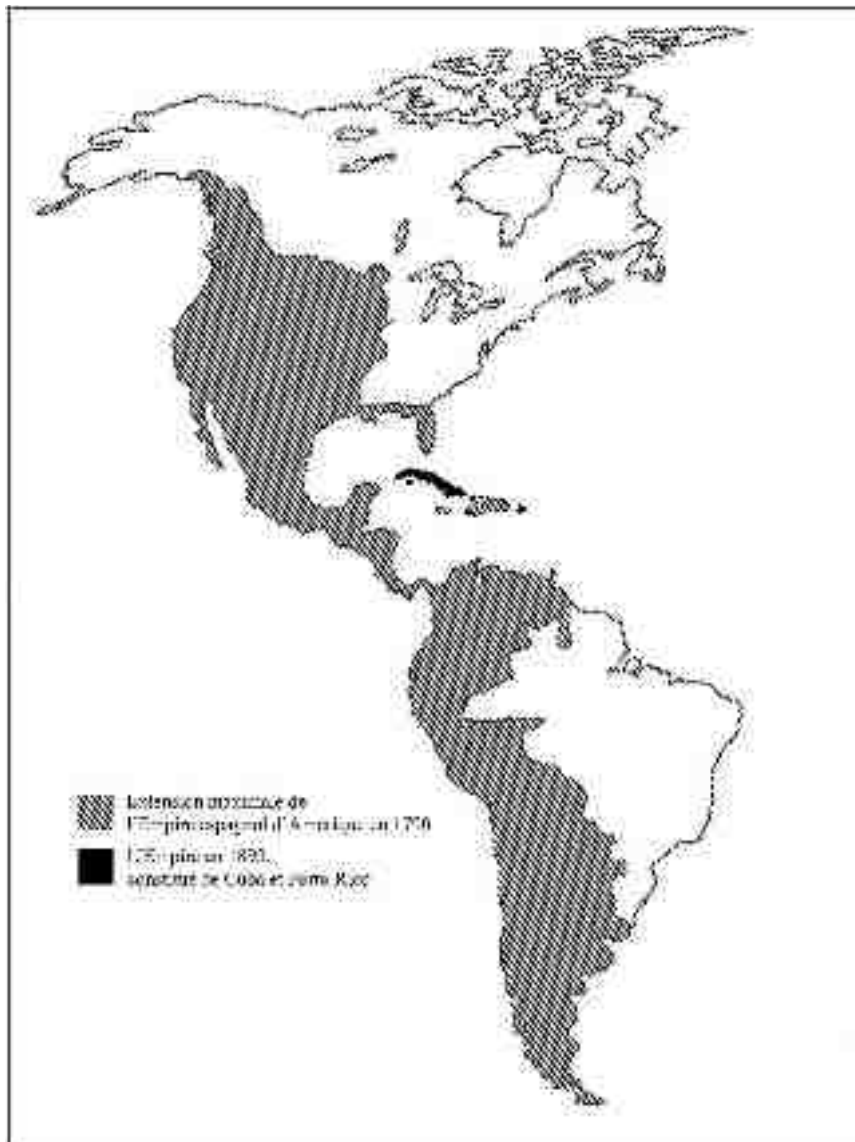
Aujourd'hui, Cuba se renouvelle. La répression étatique persiste et le volte-face politique de Washington n'arrange en rien le rétablissement des liens diplomatiques entre l'île et les États-Unis. Cependant, les Cubains s'organisent. Grâce aux réseaux sociaux, les appels à manifestation sont suivis tandis que les arrestations sont filmées et partagées à grande échelle. Récemment, c'est la communauté LGBT qui appelait à marcher « pour nos rêves, pour la diversité, pour une Cuba diverse »²⁶². C'est hors des cadres et des institutions établies par la révolution de 1959 que le peuple cherche maintenant à se réinventer pour intégrer un monde pluriel et retrouver sa liberté.

262 Por el matrimonio igualitario en Cuba, *Page Facebook de @matrimonioigualitarioenCuba*, [en ligne], <https://www.facebook.com/matrimonioigualitarioenCuba/> (page consultée le 25 mai 2019).

Chronologie

- 1865 – Premières lectures dans les fabriques de tabac.
- 1868 – 1878 – Première guerre d'indépendance, la Guerre des Dix Ans (*Guerra de los Diez Años*).
- 1879 – 1880 – Seconde guerre d'indépendance, la Petite Guerre (*Guerra Chiquita*).
- 1880 – Abolition officielle de l'esclavage, début du *patronato*.
- 1882 – Second congrès de la Fédération des Travailleurs de la Région Espagnole (FTRE) tenu à Séville. Début d'une diffusion importante de la théorie libertaire à Cuba.
- 1886 – Abolition effective de l'esclavage et du *patronato*.
- 1887 – Fondation du journal libertaire *El Productor*.
- 1892 – Création du Parti Révolutionnaire Cubain par José Martí.
- Fondation du journal indépendantiste *Patria*.
 - Les ouvriers se rassemblent dans le Congrès Régional Cubain pour discuter de la question de l'indépendance.
- 1895 – 1898 – Guerre d'Indépendance qui déboucha sur le conflit hispano-américain.
- 1895 – Mort de José Martí.
- 1899 – Début de l'occupation nord-américaine à La Havane.
- 1901 – Constitution cubaine et ratification de l'amendement Platt.
- 1925 – Gerardo Machado est élu président.
- 1933 – Gerardo Machado est renversé par une révolution.
- 1934 – Abrogation de l'amendement Platt.
- 1952 – Fulgencio Batista s'empare du pouvoir grâce à un putsch.
- 1953 – 26 juillet, attaque de la caserne Moncada de Santiago de Cuba organisée par Fidel Castro.
- 1958 – Signature du pacte de Caracas, les groupes d'opposition s'alignent derrière le groupe M-26.
- 1959 – Fulgencio Batista fuit Cuba. Fidel Castro prend le pouvoir.
- 2006 – Raúl Castro succède à Fidel Castro à la tête du gouvernement.
- 2015 – Réouverture de l'ambassade américaine à La Havane.
- 2016 – Mort de Fidel Castro.

Cartographie



Le déclin de l'Empire espagnol d'Amérique



Situation géographique des principaux lieux abordés dans le mémoire

Cartes réalisées par Emilien Sallustio (tous droits réservés).

Bibliographie

AGAMBEN Giorgio, *État d'exception*, Paris, Édition du Seuil, 2003.

BALIÑO Carlos, « Discurso de Carlos Baliño », *Patria*, [en ligne], n° 35, 7 novembre 1892, URL : <https://www.dropbox.com/s/g2twfsz1o2m9e6m/No035-Suplemento.pdf?dl=0> (page consultée le 28 mars 2019).

BECKER Annette, « La genèse des camps de concentration : Cuba, la guerre des Boers, la grande guerre de 1896 aux années vingt », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2008, vol. 189, n° 2, p. 101-129.

BÉNAT-TACHOT Louise, « De l'évocation à l'incantation, de l'incantation à la preuve. Les usages de la mention de José Martí par Fidel Castro (1953-1962) », *Mots. Les langages du politique*, n° 93, 2010, p. 9-26.

BLOCH Vincent, « Situations d'attente : les impasses de l'imaginaire national cubain, hier et aujourd'hui », *Hérodote, La Découverte*, n° 123, 4^{ème} trimestre 2006, p. 199-222.

BLOCH Vincent, *Cuba, une révolution*, Paris, Vendémiaire, 2016.

BOUFFARTIGUE Sylvie, *Le roman des Guerres de l'indépendance de Cuba : 1898-1951*, Thèse de doctorat en études hispaniques et latino-américaines, sous la direction de Paul Estrade, Paris, Université Paris 8, 2000.

CAPRON Elsa, *Esclavage et économie de plantation à Cuba (1789-1886)*, 1^{ère} éd., Paris, PUF, 2014.

CASANOVAS CODINA Joan, « Movimiento obrero y lucha anticolonial en Cuba después de la abolición de la esclavitud », *Boletín americanista*, n° 45, 1995, p. 23-41.

CASTRO Fidel, *Discursos e intervenciones del Comandante en Jefe Fidel Castro Ruz, Presidente del Consejo de Estado de la República de Cuba*, [en ligne], 1959-2008, URL : <http://cuba.cu/gobierno/discursos/> (page consultée le 23 mai 2019).

- CASTRO Fidel, *L'histoire m'acquittera*, Paris, Le temps des cerises, 2013.
- CHOMSKY Aviva, *A History of the Cuban Revolution*, 2^{ème} éd., Chichester, Wiley Blackwell, 2015.
- COLODRÓN VALBUENA Javier, « La prensa obrera como vehículo divulgador del ideal libertario: el caso de la Cuba decimonónica », *Naveg@mérica*, [en ligne], n° 17, 2016, URL : <http://revistas.um.es/navegamerica> (page consultée le 22 mai 2019).
- DE PALMA Anthony, « Myths of the Enemy: Castro, Cuba and Herbert L. Matthews of *The New York Times* », *Working Paper*, n° 313, University of Notre Dame, Kellogg Institute for International Studies, juillet 2004.
- DOLGOFF Sam, *The Cuban Revolution, A Critical Perspective*, [en ligne], Anarchiv, s.d. (1^{ère} éd. 1974), URL : <https://libcom.org/files/Dolgoff,%20Sam%20-%20The%20Cuban%20revolution,%20A%20critical%20perspective.pdf> (page consultée le 25 mai 2019).
- ESTRADE Paul, « L'émigration cubaine de Paris (1895-1898) : Premières observations sur sa participation à la "Guerre de Martí" », *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, vol. 16, n° 1, 1971, p. 33-53.
- ESTRADE Paul, *José Martí 1853-1895, Les fondements de la démocratie en Amérique latine*, Paris, Les Indes savantes, 2017.
- FEDERACIÓN ANARQUISTA INTERNACIONAL, *Manifiesto de los Anarquistas de Chile sobre la Revolución Cubana*, [en ligne], Santiago du Chili, 1960, URL : <http://www.anarkismo.net/article/11385> (page consultée le 12 mai 2019).
- FERNÁNDEZ Frank, *L'anarchisme à Cuba*, Paris, CNT-Région parisienne, 2004.
- FERRER Ada, *La Guerre d'indépendance cubaine – Insurrection et émancipation de 1868 à 1898*, Bécherel, Les Perséides, 2010.
- GARCÍA ELIZALDE Alejandra, « La luz que recuerda a Martí », *Granma*, [en ligne], 28 janvier 2019, URL : <http://www.granma.cu/cuba/2019-01-28/la-luz-que-recuerda-a-marti-28-01-2019-23-01-28> (page consultée le 29 janvier 2019).

GOLDMAN Emma, *Anarchism and Other Essays*, 2^{ème} éd., New York – Londres, Mother Earth Publishing Association, 1910.

GÓMEZ Juan Gualberto, *Por Cuba Libre*, La Havane, Municipio de La Habana, 1954.

GUERRA Benjamín, « Discurso en Hardman Hall el 16 de abril », *Patria*, [en ligne], n° 58, 22 avril 1893, URL : <https://www.dropbox.com/s/302k9yzphj9ioq9/No058.pdf?dl=0> (page consultée le 27 mars 2019).

INTERNET MODERN HISTORY SOURCEBOOK, *US Recognition of Cuban Independence, 1898*, [en ligne], New York, Fordham University, URL : <https://sourcebooks.fordham.edu/mod/1998Cuba-us-recog.asp> (page consultée le 22 mai 2019).

JIMÉNEZ PASTRANA Juan, *Los chinos en las luchas por la liberación cubana (1847-1930)*, La Havane, Instituto de la Historia, 1963.

KARNOUOH Lorraine, « Cuba : la pédagogie des héros », *Outre-Terre*, vol. 12, n° 3, 2005, p. 301-311.

KARNOUOH Lorraine, « La génération politique cubaine "Generación del Centenario de Martí". Entre paradigme cognitif et vecteur de construction de la communauté politique imaginée », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, p. 299-314.

LAMORE Jean, *José Martí : la liberté de Cuba et de l'Amérique latine*, Paris, Ellipses, 2007.

LAURENTIN Emmanuel, « Histoire des anarchies, Naissance du mouvement anarchiste », *La fabrique de l'histoire*, [en ligne], n° 1, audio, 52 min., 28 août 2017, URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-lhistoire/histoire-des-anarchies-14-naissance-du-mouvement-anarchiste> (page consultée le 22 janvier 2018).

LUACES Emilio *et al.*, *Pacto del Zanjón*, [en ligne], Campamento de San Agustín, 1878, URL :

[http://www.cubaeduca.cu/media/www.cubaeduca.cu/medias/pruebaingresohistoria/repaso_volumen%201/res/Pacto del Zanjon .pdf](http://www.cubaeduca.cu/media/www.cubaeduca.cu/medias/pruebaingresohistoria/repaso_volumen%201/res/Pacto_del_Zanjon_.pdf) (page consultée le 1^{er} mars 2019).

MARNOT Bruno, *La mondialisation au XIXe siècle (1850-1914)*, Paris, Armand Colin, 2012.

MARTÍ José, « La verdad sobre los Estados Unidos », *Patria*, [en ligne], n° 104, 23 mars 1894, URL : <https://www.dropbox.com/s/scc3u8oqk3slzr6/No104.pdf?dl=0> (page consultée le 22 mai 2019).

MARTÍ José, « Las Noticias en Cuba y la impresión de los Españoles de la Isla », *Patria*, [en ligne], n° 146, 26 janvier 1895, URL : <https://www.dropbox.com/s/vn6i6z1i52hv79t/No146.pdf?dl=0> (page consultée le 22 mai 2019).

MARTÍ José, *Cartas a María Mantilla*, [en ligne], 25 mars 1895, Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes », URL : http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/cartas-a-maria-mantilla--0/html/fef1e028-82b1-11df-acc7-002185ce6064_1.htm (page consultée le 2 mars 2019).

MARTÍ José, *Obras completas*, La Havane, Editorial Nacional de Cuba, 1963-1973, 28 vols.

MARTÍ José, *Obras completas, Edición Crítica*, La Havane, Centro de Estudios Martianos, 1983-2017, 27 vols.

MARTÍ José, *La Edad de Oro*, 9^{ème} éd., La Havane, Editorial Gente Nueva, 2006.

MASJUAN BRACONS Eduard, « La cultura de la naturaleza en el anarquismo ibérico y cubano », *Signos históricos*, n° 15, 2006.

MENÉNDEZ Mario, *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain: un poids, deux mesures*, Paris, CNRS Éditions, 2005.

MERCHÁN Rafael M., *Cuba, Justificación de su Guerra de Independencia*, Bogota, La Luz, 1896.

- MONTESQUIEU Charles-Louis de Secondat, *L'esprit des lois*, vol. 1, Paris, Classiques Garnier, 2011.
- NÚÑEZ FLORENCIO Rafael, « Los anarquistas españoles y americanos ante la guerra de Cuba », *Hispania*, n° 179, 1991, p. 1077-1092.
- PÉREZ Louis A., « Toward Dependency and Revolution: The Political Economy of Cuba between Wars, 1878-1895 », *Latin American Research Review*, vol. 18, n° 1, 1983, p. 127-142.
- POR EL MATRIMONIO IGUALITARIO EN CUBA, *Page Facebook de @porelmatrimonioigualitarioencuba*, [en ligne], URL : <https://www.facebook.com/matrimonioigualitarioenCuba/> (page consultée le 25 mai 2019).
- PROUDHON Pierre-Joseph, *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, 3^{ème} éd., Paris, Garnier, 1857.
- PROUDHON Pierre-Joseph, *Qu'est-ce que la propriété ?*, Paris, Garnier-Flammarion, 1966.
- RECLUS Élisée, *La terre : description des phénomènes de la vie du globe*, vol. 2, Paris, Hachette, 1868-1869.
- RECLUS Élisée, *Évolution et révolution*, 6^{ème} éd., Paris, La Révolte, 1891.
- RIVERO MUÑIZ José, « La lectura en las tabaquerías », *Revista de la Biblioteca Nacional*, vol. 2, n° 4, La Havane, 1951, p. 185-258.
- RIVERO MUÑIZ José, « Los orígenes de la prensa obrera en Cuba », *Revista de la Biblioteca Nacional*, La Havane, 1960.
- RIVERO MUÑIZ José, *El primer Partido Socialista Cubano : apuntes para la historia del proletariado en Cuba*, Santa Clara, Universidad Central de Las Villas, 1962.
- ROIG SAN MARTÍN Enrique, *Artículos publicados en el periódico « El Productor »*, La Havane, Biblioteca Nacional José Martí, 1967.

- SHAFFER Kirwin R., *Anarchism and Countercultural Politics in Early Twentieth-Century Cuba*, Gainesville, University Press of Florida, 2001.
- SOUCHY Auguste, *Testimonios sobre la Revolución Cubana*, Buenos Aires, Editorial Reconstruir, 1960.
- SUEIRO SEOANE Susana, « Anarquismo e independentismo cubano: las figuras olvidadas de Enrique Roig, Enrique Creci y Pedro Esteve », *Espacio Tiempo y Forma. Serie V, Historia Contemporánea*, nº 30, Madrid, UNED, 2018, p. 97-120.
- TARRIDA DEL MÁRMOL Fernando, *Les inquisiteurs d'Espagne: Montjuich, Cuba, Philippines*, Paris, P.-V. Stock, 1897.
- TORRES CUEVAS Eduardo, LOYOLA VEGA Oscar et ABAD MUÑOZ Diana, *Selección de lecturas de pensamiento político cubano*, t. I, La Havane, Universidad de La Habana, 1984.
- VILCHIS CEDILLO Arturo, « Martí, anarquistas y lectura en Cuba », *Cuadernos Americanos, Nueva Época*, vol. 3, nº 133, 2010, p. 153-179.
- VINCENOT Emmanuel, *Histoire de La Havane*, Paris, Fayard, 2016.

Table des annexes

Annexe A.....	85
Annexe B.....	94

Annexe A

A los trabajadores de la región cubana²⁶³

COMPAÑEROS: LOS DELEGADOS DEL CONGRESO REGIONAL CUBANO CELEBRADO EN LA HABANA LOS DÍAS 15, 16 Y 18 DE ENERO DE 1892 O SALUDAN COMO LO HIZO EL DÍA DE SU CONSTITUCIÓN EL CONGRESO A LOS OBREROS DEL MUNDO

Los 74 Delegados procedentes de las diferentes comarcas de la Región al constituirse en Congreso, diéronse cuenta de las causas determinantes que los reunieron y de la alta misión que les estaba confiada; si sus esfuerzos no correspondieron a vuestras esperanzas ni a sus propósitos, no es suya la culpa, sino de lo limitado de sus facultades debido a la naturaleza y a la sociedad egoísta que les impidió desarrollarlas.

Leyes de un orden superior, las leyes político-económicas que desde hace un siglo rigen gran parte del mundo civilizado, sustituyendo al imperio de los Reyes Absolutos, de la aristocracia avasalladora y de la teocracia absorbente. Con el imperio del Parlamentarismo, del capital y de la gran industria (de la que surge el salario, signo de esclavitud del moderno paria) son dichas leyes las engendradoras de un malestar y agitación profundos y crecientes entre la clase trabajadora, malestar y agitación que la conduce necesaria y forzosamente a la miseria y a la rebelión.

Debido a esto, desde hace más de medio siglo comenzaron los trabajadores en aquellos países más adelantados a manifestar su descontento, a asociarse con el fin de liberarse de la miseria y de la tendencia absorbente y explotadora del capital, y de luchar contra los innumerables vejámenes que el industrial y las autoridades les imponían; de aquí las huelgas, las organizaciones obreras, los Congresos y hasta las rebeliones y protestas violentas en contra de la insaciable explotación y de las violencias infames de que eran y aún son objeto.

En Cuba, motivado por especiales circunstancias históricas, es mucho más reciente el despertar de los obreros, pero como en los demás países los industriales y propietarios tienden constantemente a mermar nuestros salarios, a pagar a más bajo precio nuestra servidumbre, y nos afligen los mismos males: nuestra vida sin garantías; el pan del siguiente día eventual; sin hogar ni afecciones posibles, ignorantes y con deudas, viciosos y holgazanes a la fuerza, nuestros familiares sin sostén y sin medios de educación, sin abrigo, sin higiene, sin medicinas ni médicos en sus frecuentes

²⁶³ *El Trabajo. Órgano oficial de la Junta Central de Trabajadores de la Región Cubana*, año II, n° 12, Ceiba del Agua, 27 mars 1892, cité dans Arturo Vilchis Cedillo, *op. cit.*, p. 158.

enfermedades; la zozobra como presente y la desesperación, el cansancio y el aterrador aspecto de la indigencia como única perspectiva para el porvenir, torturando siempre nuestros corazones y cerebros; las vejaciones y autoritarios desahogos de nuestros soberbios amos y sus satélites, y las violencias, atropellos e injusticias de las autoridades hiriéndonos en lo más sensible de todo ser libre: la libertad. He aquí el resultado de las leyes político-económicas que nos rigen; y por consiguiente la causa también de nuestras primeras protestas aisladas, las de las huelgas parciales, y las de las embrionarias organizaciones en tal o cual localidad; en todo esto he aquí las causas determinantes del Congreso.

Este Congreso representa, pues, el reconocimiento entre sí de las víctimas del capitalismo y del salario como clase explotada, la revisión de los males que la aniquilan y de los remedios que deben procurarse, la unificación necesaria de todas las energías y fuerzas aisladamente empleadas sin provecho, por medio de fórmula común aconsejada por la ciencia y la experiencia, y el estudio de la naturaleza de las causas que motivan nuestra degradación e insufrible situación social, el de nuestra naturaleza individual y social, y el de objeto y fines de las sociedades humanas.

Esto es lo que los delegados entendíamos que representaba el Congreso y por lo mismo, nuestra misión la conceptuamos alta, importantísima, por cuya razón hemos procurado desempeñarla de la mejor manera posible.

Para este objeto, debíamos partir, como partimos, de puntos con anterioridad determinados por la Corporación iniciadora del Congreso. Teníamos en primer término una cuestión planteada ya, y tomada en consideración por los obreros de casi todo el mundo civilizado, cuestión capitalísima y de interés inmediato, cuestión histórica para los trabajadores, sellada ya con su sangre, cuestión que por lo universal de su aceptación y de la decisiva energía con que de año en año es defendida por los trabajadores, viene a representar el primer combate que como clase presentan éstos a los privilegios de las clases directoras de los pueblos, esta cuestión es, en fin, la jornada de las ocho horas.

Éste era el primer tema que debía resolver el Congreso y los medios que debían adoptarse para conseguirla (si la jornada se acordaba).

Si nuestro malestar está tan plenamente demostrado, no sólo en lo moral y social, sino en lo físico y material para todos los que tienen la facultad de no cerrar los ojos a la luz, como para todos los que tienen corazones capaces de sentir la ajena desgracia, claro es que no había que esperar de nosotros otra cosa que la aprobación a reducir las horas de trabajo.

Como quiera que aún pueda haber trabajadores que no estén penetrados de la necesidad de plantear esta cuestión, expondremos algunas consideraciones que la justifiquen antes de condignar la conclusión aprobada por el Congreso.

Por múltiples circunstancias debemos los trabajadores exigir trabajo sólo ocho horas. Somos hombres y no bestias, y sin embargo trabajando de 10 a 16 horas diarias como lo hacemos, como a bestias se nos trata. Después de tantas horas de trabajo y en clima tan cálido como el de este país, no hay cuerpo que pueda más que tirarse a descansar como montón de carne machacada, inerte, de esto no puede salir más vida que la del bruto. Nuestro complicado y elevado organismo exige otras cosas. Los que a pesar del cansancio dan expansión a sus efectos, alimento a su inteligencia, satisfacción a aficiones artísticas, pagan con su vida casi siempre estas satisfacciones de su ser moral e intelectual y sin embargo esto sucede con frecuencia; pero no es sólo por este motivo por lo que muchos obreros mueren antes de tiempo y adquieren numerosas enfermedades que les hacen arrastrar una existencia insufrible, el trabajo excesivo produce muchos otros males que no necesitamos enumerar. Por la misma causa, el cansancio se opone a que conservemos la salud con higiénicos preservativos como los del aseo y el recreo.

Otra causa importantísima nos impone, nos exige que luchemos por trabajar sólo ocho horas; la creciente cantidad de compañeros sin trabajo; la mecánica cada vez más perfecta en su aplicación a la industria, aumenta la producción y aumenta el número de brazos parados; de aquí que nuestra competencia, las traiciones, las huelgas perdidas, el terror a quedar sin trabajo, las rebajas de precios y nuestro forzoso rebajamiento, aunque no tuviésemos nosotros más que este motivo no debemos titubear en pedir la jornada de las ocho horas.

Por otra parte, si aspiramos a ser considerados socialmente, a intervenir en la marcha de las sociedades, como tenemos a ello derecho, necesitamos instruirnos y esto sólo lo conseguiremos con tiempo suficiente de descanso, y éste lo tendremos trabajando sólo la mencionada jornada.

En cuanto a las medidas para alcanzar la jornada de las ocho horas, ya está en la conciencia de todos los trabajadores, que es una sola: la huelga general, pues las parciales nos han demostrado, por desgracia, su ineficaz resultado.

La huelga general en este caso se impone más por el carácter de la petición y porque no podrán alegar los industriales que se les encarece parcialmente el producto, lo cual les sería ruinoso.

Que a ningún poder le hemos de pedir que nos haga la gracia de concedernos la reducción de la jornada es evidente; pues es ya tiempo de que nos convenzamos los trabajadores de que ésta ni alguna otra mejora se nos ha de conceder si no sabemos conquistarla.

Los redentores están en baja y si los interesados no trabajamos por nuestro bien, jamás nos libraremos del mal. Es de toda necesidad que no nos olvidemos de la mujer

que ya empieza a poblar los talleres de diferentes industrias. Viene arrastrada por la necesidad y por la avaricia burguesa a hacernos competencia. No nos podemos oponer a ello, ayudémosla. Es tímida, es dócil, es débil, es en fin materia dúctil para la explotación y la esclavitud, levantémosla, pues es carne de nuestra carne y sangre de la nuestra.

Conquistemos para ella también la jornada de las ocho horas y seamos el faro que ilumine sus pasos para salir del antro infernal de miseria y vejámenes a donde viene a morar con nosotros.

El Congreso aprueba la proposición siguiente:

Considerando que las horas de trabajo que actualmente se emplean en esta región son excesivas y contrarias a la salud y al desarrollo intelectual de los obreros y casi atentatorias a la naturaleza humana.

Considerando que debido al exceso de producción el cual motiva múltiples causas, un considerable número de obreros están en paro forzoso y obligados a vivir desastrosamente entre los pavorosos precipicios de la miseria y que trabajando menos horas que en la actualidad reducirá la producción resultando de ello necesariamente el empleo de muchos de los brazos sin trabajo, acordamos en conclusión que:

Los obreros de esta región debemos consagrar nuestras fuerzas a conseguir que la jornada de trabajo sea de 8 horas, empleando como medio para demandarla la huelga general.

Era el tema segundo que el Congreso debía tratar el de: ¿Qué organización conviene a la clase trabajadora?

Asunto de suma importancia es éste, pues de él pueden depender en gran parte las conquistas que en el terreno de nuestras mejoras alcanzar podamos. Si logramos formar en una organización el contingente de la inmensa mayoría de los obreros de la región y en ella hacemos que todas las iniciativas y actividades libremente empleadas concurren al fin que la organización informe, es indudable que, en la lucha forzosa entre el capital y el trabajo, el triunfo será nuestro.

Recomendar la organización no lo creemos necesario porque, o los trabajadores nos conformamos con la esclavitud económica-social en que vivimos (cosa inconcebible), o protestamos contra ella, tratando de romper los eslabones de la cadena con que se nos sujeta y entonces no tenemos medio mejor que el de la organización.

No desconocemos sin embargo que no por no estar conformes, no por ignorancia y por otras causas, el número inmenso de obreros del campo y las poblaciones permanecen indiferentes a la asociación, y he aquí la gran misión de este Congreso y de los trabajadores asociados, conseguir que esos obreros despierten y

vengan a formar parte de una organización en la que estemos todos los que con el trabajo libramos la subsistencia.

Hace años que en diferentes localidades de la región venimos tejiendo y destejiendo organizaciones, gastando fuerzas estérilmente, sosteniendo luchas que más veces perdemos que ganamos desplegando grandes energías sobre pequeñeces, dividiéndonos y gastándonos por cuestiones de amor propio y enojosos personalismos. Y para ver si encauzamos tantos esfuerzos y energías y aunamos voluntades ahogando pequeñeces y miserias, debemos de tratar, y lo hacemos, de fundar una organización amplia y afín, que respondiendo a las necesidades de los trabajadores de la región, eleve nuestras aspiraciones y atenciones a puntos más generales o universales.

Partiendo pues, del principio de que los obreros formamos una sola clase separada y explotada por las demás, y de que necesitamos defendernos de la tendencia absorbente del capital en el taller y en donde quiera que se nos emplee, es forzoso, se nos impone como única medida salvadora, la de organizarnos, prestándonos mutuo apoyo, haciendo solidarias nuestras protestas, para lo cual tenemos que trabajar porque tengan garantizados igualmente sus derechos en la asociación individuos de todas las razas, procedencias y opiniones, siempre que cumplan los deberes de obreros, siempre que no se opongan al objeto al cual responde la organización.

Debe decidírnos a unir nuestros esfuerzos en una asociación regional la experiencia de que en toda huelga parcial, si los industriales se proponen, nos derrotan como lo hicieron muchas veces, porque conocen la ascendencia de nuestros recursos y el tiempo que podemos resistir; no sucederá así ante el apoyo solidario de la masa obrera de toda la región.

Debido al escaso número de asociados en cada sección de oficios y a las preocupaciones y diferencias existentes entre individuos de oficios distintos, hemos procurado por la organización acordada la concentración de las actividades intelectuales de cada oficio y la unión de los individuos de oficios distintos.

He aquí lo que a este respecto acordó el Congreso:

- 1) Que en cada población de la Isla se formará una sociedad de carácter general dividida en secciones de oficios y profesiones.
- 2) Estas secciones tendrán dentro de la sociedad general libertad de acción, o lo que es lo mismo, serán autónomas entre sí.
- 3) Estas sociedades de carácter general que se formen en cada pueblo pactarán entre sí, formando de este modo la Federación Regional Cubana.

Tercer tema sometido a la consideración del Congreso:

¿Qué otros fines deben perseguir los trabajadores?

Como quiera que los anteriores acuerdos vienen a satisfacer sólo necesidades inmediatas, éste es el gran tema, tema capitalísimo, trascendental, palpitante, que no podíamos, no debíamos dejar sin tratar sobre él, y cuya solución nos la imponía la Historia, el progreso, la Ciencia, la razón y nuestros indescriptibles sufrimientos.

Somos trabajadores, y por serlo estamos condenados a la ignorancia, a la miseria, al vicio, al crimen, a la degradación, al patíbulo, al desprecio, a dolores indecibles a lentos martirios; somos en fin, los esclavos de las modernas sociedades. ¿Y esto por qué? ¡Ah! Porque así conviene a los privilegiados monopolizadores y directores de los pueblos. Pero, ¿es esto irremediablemente fatal? No, porque si atendemos a la historia nos dice que los privilegiados de hoy con ideas y principios nuevos de derecho despojaron a otros privilegiados; éstos hicieron lo mismo con otros anteriores a ellos, y así desandando llegaríamos a la edad prematura en la que el más fuerte despojaba al más débil, todo lo cual demuestra que en las obras humanas nada hay inmutable o fatal.

¿Qué es lo que se opone pues al remedio de nuestros males? Las falsas e injustas bases sobre las que está constituida la actual sociedad, y el egoísmo y soberbia de los privilegiados por esas bases. ¿Qué bases son éstas? Las que informan los principios económico-políticos que imperan hoy en los países civilizados, o lo que es lo mismo, la propiedad individual, el capitalismo y la autoridad.

Éstos son los antecedentes en que descansan los juicios de los pensadores que se han dedicado a investigar las causas del mal que pesa sobre la clase desvalida de la sociedad, y de éstos y otros muchos parten los principios adoptados por algunos filósofos y sociólogos y por la mayoría de los trabajadores sanos de inteligencia y de corazón del mundo civilizado, como solución al problema de las injusticias y del malestar social.

El Congreso, partiendo también de los mismos antecedentes sacó las consecuencias que proceden:

Las sociedades humanas no pueden ni deben perseguir otro fin que el de garantizar a todos sus miembros el mayor bienestar posible, y como quiera que el trabajo es la fuente de toda riqueza y bienestar, todos los individuos tienen el deber de trabajar.

Los hombres tenemos, debido a la naturaleza, un sentimiento que nos distingue y ennoblece, el de la libertad; luego toda sociedad debe garantizar este sentimiento, y toda autoridad es contraria a la naturaleza y dignidad humana.

La humanidad, a pesar de la variedad de su color en las razas y en las facultades, constituye una sola especie, por lo cual, somos hermanos, somos iguales,

debemos ser solidarios, y todo privilegio, distinción o superioridad impuesta de unos sobre otros, es un atentado a la naturaleza y a la fraternidad humana.

Mientras el trabajo de las generaciones pasadas y de la presente esté apropiado por algunos individuos, no habrá paz, libertad ni fraternidad posible entre los hombres; porque la propiedad es una usurpación y los usurpadores nunca estarán ni deben estar satisfechos.

Los presidios, las cárceles, los hospitales, los verdugos, los suicidios y los millones de víctimas ignoradas que lenta y violentamente sucumben a causa de la miseria y sus consecuencias, no son sino el refugio al cual condena el infame sistema social que rige las modernas sociedades a sus víctimas.

Ningún sistema o principio que explique la existencia de la autoridad, de la propiedad, ni que resuelva el problema de la miseria, nos ha sido hasta ahora propuesto por ningún partido político, por lo cual, y por la experiencia adquirida en los países en que se practican sus más amplios principios, creemos que su amor a la justicia es una farsa, que el sufragio universal es mentira, y que las demás libertades que consigna en los códigos, ante la realidad lo son también.

Sólo por los principios del socialismo revolucionario lograremos emanciparnos; y éste es el fin principalísimo que debemos perseguir los trabajadores.

Consecuentes con estos principios, debemos considerarnos ligados a todos los oprimidos de la tierra, nuestra simpatía estará con todo paso de avance hacia la libertad: con lo absoluto estará nuestra acción, con lo relativo nuestro buen deseo y jamás la oposición.

He aquí ahora lo que relacionado con todo esto se acordó:

1) El Congreso reconoce que la clase trabajadora no se emancipará hasta tanto no abrace las ideas del socialismo revolucionario, y por tanto aconseja a los trabajadores de Cuba el estudio de dichas ideas para que analizándolas puedan apreciar como aprecia el Congreso las inmensas ventajas que estas ideas proporcionan a toda la humanidad, al ser implantadas.

2) Que si bien hace la anterior afirmación en su sentido más absoluto, también declara que la introducción de estas ideas en la masa trabajadora de Cuba, no viene, no puede venir a ser un obstáculo para el triunfo de las aspiraciones de emancipación de este pueblo, por cuanto sería absurdo que el hombre que aspira a su libertad individual se opusiera a la libertad colectiva de un pueblo, aunque la libertad a que ese pueblo aspire sea esa libertad relativa que consiste en emanciparse de la tutela de otro pueblo.

Otros temas tenía que resolver el Congreso, cuando he aquí que una arbitrariedad autoritaria vino a suspender sus sesiones.

La Junta Central, considerando interesante este primer tema pendiente: “¿Qué conducta deben observar los trabajadores ante las injusticias que aún pesan sobre la raza negra?”, consultó individualmente a los delegados sobre él y obtuvo la siguiente conclusión:

Considerando que a pesar de la abolición de la esclavitud aún subsisten multitud de preocupaciones que redundan en perjuicio y menosprecio de la raza negra.

Considerando que esta raza (a la que se le debe la principal riqueza existente) continúa casi en su totalidad dedicada al trabajo, compartiendo con el obrero blanco la esclavitud del taller, los últimos puestos en ferrocarriles, teatros y viviendas, sería ridículo y estúpido que éste participase de las preocupaciones de soberano orgullo y presunta superioridad que los señores amos tuvieron y aún conservan.

Considerando todos los radicales principios por nosotros aceptados, sería inconsecuencia censurable el que no tratásemos de hacer práctica la igualdad en todo lo que de nuestra acción dependa, sin distinción alguna, acordamos que:

Las asociaciones obreras tienen el deber ineludible de procurar que tanto en el círculo de los derechos determinados por la asociación como en el trabajo y en todas las manifestaciones públicas y privadas a donde su influencia alcanza, resulte la mayor igualdad entre los obreros sean lo que fueren y se opondrán a todo acto o determinación que redunde en perjuicio del hombre de raza negra por tener ese color.

Igualmente cuando por motivo de atropello o de negación de las autoridades al uso de los derechos civiles por la raza negra, surgiese la protesta de éste, las asociaciones obreras le prestarán su apoyo y demostrarán su adhesión.

Ésta fue, compañeros, la obra del Congreso. Durante sus sesiones recibió 10 telegramas de diferentes localidades demostrándole su adhesión y conformidad con los acuerdos tomados; esto no basta. Ahora os toca a vosotros, a las asociaciones representadas y a los pueblos que mandaron delegación, completar la obra y proceder en consecuencia.

Debéis reuniros y tratar los asuntos por el Congreso tratados para significar vuestra conformidad o lo contrario. Si estáis de acuerdo debéis poner los medios para llevar a la práctica lo acordado, sobre todo en lo más inmediato; la base principal es la unión de los obreros de todos los oficios en una sola asociación local, dejando sólo a las secciones de oficios la automática administración e iniciativa de sus intereses privativos, lo demás (*sic*) aunque no debe olvidarse por añadidura.

Es necesario que los esfuerzos y sacrificios realizados para la celebración del Congreso no resulten estériles; la ley del progreso nos lo demanda, nuestras necesidades lo exigen.

Todo el pueblo obrero de los países civilizados se mueve, se manifiesta, lucha, se yergue y amenazador le dice a los tiranos: ¡Aquí estoy! Soy libre, soy hombre, soy el manantial do brotan las riquezas que dan a la sociedad bienestar – el trabajo; vengo a reclamar lo mío, pues se me había despojado: vengo a romper las cadenas que hacen de la humanidad un foco inmundo de corrupción por la esclavitud de la miseria abajo, y de los vicios en la abundancia, es decir, en los usurpadores arriba; vuestro reinado va a acabarse; vengo a dictar leyes; soy el derecho, la libertad, soy la vida, pues soy la producción.

Éstas son las manifestaciones de los obreros civilizados y eso trae aparejada una gran Revolución, porque es una necesidad sentida de la humanidad, porque es una grande ola del progreso que avanza desde hace un siglo, cada vez engrosando y extendiéndose y ya es inmensa; está en la atmósfera, en las conciencias, en las ideas, y se encarna hoy en el trabajo, mañana en la ciencia y pasado en la tiranía y la explotación por el terror; y ese día será el de la gran batalla, el de la inundación que arrase con todas las fortalezas que defiendan la monstruosidad del pasado; y para ese día, los trabajadores de esta región necesitamos estar preparados para la lucha; necesitamos acudir al campo de las reivindicaciones (cobarde y esclavo de corazón y de alma será el que no lo haga), y para ello precisa organización.

¡Compañeros, a trabajar sin descanso en el cumplimiento del deber: estamos rezagados, vamos muy a la retaguardia del ejército proletario; avancemos, coloquémonos en puesto de honor!

¡Adelante!

Compañeros, salud y emancipación social.

Los Delegados

Annexe B

Teller Amendement²⁶⁴

Joint Resolution for the recognition of the independence of the people of Cuba, demanding that the Government of Spain relinquish its authority and government in the Island of Cuba, and to withdraw its land and naval forces from Cuba and Cuban waters, and directing the President of the United States to use the land and naval forces of the United States to carry these resolutions into effect.

Whereas, the abhorrent conditions which have existed for more than three years in the Island of Cuba, so near our own borders, have shocked the moral sense of the people of the United States, have been a disgrace to Christian civilization, culminating, as they have, in the destruction of a United States battleship, with two hundred and sixty-six of its officers and crew, while on a friendly visit in the harbor of Havana, and can not longer be endured, as has been set forth by the President of the United States in his message to Congress of April eleventh, eighteen hundred and ninety-eight, upon which the action of Congress was invited:

Therefore, Resolved, by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled,

First. That the people of the Island of Cuba are, and of right ought to be, free and independent.

Second. That it is the duty of the United States to demand, and the Government of the United States does hereby demand, that the Government of Spain at once relinquish its authority and government in the Island of Cuba, and withdraw its land and naval forces from Cuba and Cuban waters.

Third. That the President of the United States be, and he hereby is, directed and empowered to use the entire land and naval forces of the United States, and to call into the actual service of the United States, the militia of the several States, to such extent as may be necessary to carry these resolutions into effect.

Fourth. That the United States hereby disclaims any disposition or intention to exercise sovereignty, jurisdiction, or control over said Islands except for the pacification thereof, and asserts its determination, when that is accomplished, to leave the government and control of the Island to its people.

Approved, April 20, 1898.

²⁶⁴ *Internet History Sourcebooks : US Recognition of Cuban Independence, 1898*, [en ligne], juillet 1998, <https://sourcebooks.fordham.edu/mod/1998Cuba-us-recog.asp> (page consultée le 22 mai 2019).